***SOMMAIRE***

page

* **L’hôte du trimestre 3**

Général de corps d’armée Michel POULET

* **Editorial du Commandant du CESAT 5**

Général DELOCHRE

* **Activités récentes et à venir 7**

**Nouvelles du CESAT 9**

Tableaux d’avancement **11**

La rentrée du CSEM **15**

* **Témoignages et points de vue 17**

La recomposition du monde **19**

Par le Général (2°s) de la MAISONNEUVE

Les Etats-Unis et l’Eurasie **23**

Le Grand Jeu : essai de définition **33**

Par le Chef de bataillon DESMIST

OST sans frontières **47**

Par le Commandant de VICQ de CUMPTICH

* **Articles d’intérêt général 55**

Marchés financiers, autorité et souveraineté **57**

Par M. Hervé JUVIN

Comparaison des concepts de laïcité en France et en Turquie **65**

Par Madame Marta TOUYKOVA-GUILLEMET

L’IFODT a un an **69**

Par le Général de corps d’armée WIRTH

De l’uniforme **71**

Par Madame Françoise THIBAUT

* **Les pages des Cours supérieurs 77**

**L’EMSST 79**

Vie de l’EMSST **81**

Réformer l’ONU **81**

Par le Chef de bataillon RONDEAU du NOYER

Science et management **87**

**L’ESORSEEM 89**

Réception de la promotion Cen ARTHUS-BERTRAND, à l’hôtel de Lassay **91**

Par le Capitaine COSTES-REVUZ

Intervention de Monsieur J-L DEBRÉ **93**

Intervention du Général de corps d’armée CUCHE **97**

Intervention du Colonel BOULNOIS **99**

La journée ORSEM de la RTSO **101**

**Le CSEM 103**

L’appui aérien vu par un pilote de F-18 **105**

Par le Chef de Bataillon REY

La robotisation terrestre **109**

Par le Chef d’escadron VELUT, stagiaire de la 117° promotion du CSEM

**La Chronique des Associations 113**

**MARS 115**

Le Conseil d’Administration de Mars **117**

Les drones en zone urbaine **119**

Par Monsieur DARRASON et le Général d’armée aérienne (2°s) RANNOU

**La Réunion des ORSEM 123**

Le corps des officiers d’E-M de l’armée allemande (1° partie) **125**

Par Monsieur GOUËSMEL

**L’Amicale de l’EMSST 133**

L’éditorial du Président, le Général de corps d’armée (22°s) RENUCCI **135**

Le mot du Secrétaire général **137**

Une expérience de séjour linguistique **139**

Par le Commissaire Général KANDEL

Le système pifométrique **141**

Carnets **145**

**Notes de lecture 147**

**L’hôte du trimestre:**

**le Général de corps d’Armée Michel POULET**

**L**

’intégration de l’enseignement militaire supérieur de l’armée de terre au CoFAT, dont j’ai été personnellement un artisan convaincu, va bien au-delà des simples mesures d’organisation qui se sont traduites par le rattachement de l’école d’état-major et du collège de l’enseignement supérieur de l’armée de terre à la chaîne formation.

Cette évolution donne en effet à l’armée de terre l’opportunité d’améliorer le **« continuum » de la formation des officiers**, en mettant en perspective, et en cohérence, l’ensemble de ses étapes, depuis la formation initiale dispensée par les écoles de Coëtquidan jusqu’à l’EMS 2, qui inclut la phase terre du CID.

Est-ce à dire que le dispositif actuel ne donne pas satisfaction ? Non, bien sûr ! Le dispositif actuel répond, globalement, aux besoins. Pour autant, il apparaît que les diverses réformes qui ont affecté la formation des officiers (réforme de la scolarité à l’ESM et à l’EMIA, réforme du concours et de la scolarité du CSEM…) ont inévitablement des conséquences sur l’ensemble des cursus. Il convient à présent de les prendre en compte dans tous leurs aspects. Par ailleurs, les programmes des différents stages, de la division d’application à la phase terre du CID, font apparaître des lacunes et des redondances, tant dans les domaines académique que tactique. Il faut y remédier dans le sens de la clarté, de la lisibilité, du pragmatisme et de l’efficacité.

Vaste programme ! j’en suis conscient… Je souhaite ardemment que les études sur la « rénovation de l’enseignement militaire supérieur », actuellement dirigées par l’EMAT et dont le « continuum » constitue l’une des facettes, fassent table rase de la frilosité et des tabous et aboutissent à des solutions novatrices et, si possible, pérennes.

Bonne chance et longue vie aux *Cahiers* ! J’en serais un lecteur assidu pour peu que la langue de bois en soit bannie et que liberté de ton, ouverture, humour et originalité en soient les maîtres mots !

**Éditorial du Commandant le CESAT :**

**Le Général DELOCHRE**

**En**

attendant 2012!

La présence dans nos murs, il y a quelques jours, de la commission d'évaluation du CIO m'a suggéré de singuliers rapprochements.

Le premier, c'est celui, toutes proportions gardées, que l'on peut faire entre l'équipe de "Paris 2012" et celle des "Cahiers de l'EMS". Il y a de part et d'autre l'intention de créer une dynamique en réunissant et catalysant des volontés éparses: volonté de "gagner les Jeux" chez les uns, volonté de communiquer leurs idées chez nos officiers stagiaires, volonté d'être plus efficaces "au profit de l'active" chez nos associations.

Un second rapprochement existe entre les vertus prônées par de COUBERTIN et celles qui nous animent. Pour le comprendre il faut tout d'abord rétablir une vérité. Non, de COUBERTIN n'a jamais dit ***"l'essentiel est de participer".*** Ce slogan réducteur affadit singulièrement sa pensée.

A Londres le 24 juillet 1908 il a souligné ainsi sa vision du sport et de la vie: "*Dimanche dernier, …, l'évêque de Pennsylvanie l'a rappelé en termes heureux: l'important dans ces olympiades, c'est moins d'y gagner que d'y prendre part*. ***Retenons, Messieurs cette forte parole, l'important dans la vie, ce n'est point le triomphe mais le combat; l'important ce n'est pas tant d'avoir vaincu que de s'être bien battu***".

C'est ce même de COUBERTIN, soutenu par la conviction que le levier du sport pouvait changer la société qui, le 23 juin 1894, quelques heures après qu'avait été adopté le principe de rétablissement moderne des JO, déclarait: "***Nous sommes des rebelles***".

Ce Coubertin là, le vrai, nous correspond certainement mieux, sinon dans la lettre tout au moins dans l'esprit.

Ce désir de réussir ensemble, cet engagement sans réserve dans le combat quotidien, cet esprit "rebelle" enfin, qui n'hésite pas à s'exprimer dans des idées à contre-courant du "convenu" et du "politiquement correct", ce sont des manifestations de la volonté de ceux qui conduisent et vivent l'EMS. C'est aussi ce qu'attend de nous le commandant du COFAT dont l'éditorial nous lance un défi.

Alors, allons-y résolument. "Lâchons nous" avec intelligence, correction et courtoisie (!). Donnez, donnons, l'image de ce qu'est l'enseignement supérieur: un lieu où la jeunesse, à défaut d'être encore dans tous les corps est bien présente dans tous les esprits.

Je profite enfin de cette occasion pour féliciter respectueusement et amicalement, s'il me l'accorde, le général RENUCCI, nouveau président de l'AEMSST sans oublier pour autant le général PIROTH, son prédécesseur, dont l'aide demeure toujours aussi précieuse.

Merci à vous tous pour votre engagement. **"Au boulot"[[1]](#footnote-1) pour le numéro 3!**

**NOTE DE LA REDACTION**

**Aux lecteurs**

Voici le numéro 2 des « Cahiers de l’Enseignement Militaire Supérieur Terre »

**Faisant suite aux Cahiers de l’EMSST, cette formule entérine une forme de communication du Collège d’Enseignement Supérieur de l’Armée de Terre (CESAT) et, sous son égide, participe au resserrement des liens entre ses trois divisions : le Cours supérieur d’état-major (CSEM), l’Ecole Supérieure des Officiers du Service d’Etat- Major (ESORSEM), l’Enseignement Militaire Supérieur Scientifique et Technique (EMSST).**

**Comme vous pourrez le constater la présentation de ce cahier continue à s’articuler en une partie commune, une partie où s’expriment les trois Divisions (EMSST, ESORSEM, CSEM) et, enfin, une dernière partie consacrée aux Associations qui les soutiennent et leur offrent leur concours (MARS, la Réunion des ORSEM, Amicale de l’EMSST).**

**Nous espérons que ce numéro continuera d’éveiller votre intérêt et répondra à vos attentes. Merci de prendre le temps de nous donner votre avis, pour que, alors que nous préparons déjà le numéro suivant, nous puissions faire les modifications de forme et de fond qu vous pourriez être amenés à souhaiter.**

**Et maintenant… bonne lecture.**

**LA REDACTION**

# ACTIVITÉS RÉCENTES et à VENIR

**14 au 22 mars :** Exercice GUIBERT : participation du CSEM

**17 mars :** Conférence -débats "l'union européenne et son projet constitutionnel" (AEMSST- Monsieur Philippe Moreau Defarges, Chercheur à l'IFRI, Professeur à l'IEP).Amphi Louis.

**21 mars :** Conférence ORSEM " point sur l'ohq francais " par le cf Gué

**23 mars :** Journée défense "union européenne, acteur de la sécurité internationale", organisée par l’IHEDN.

**24 mars :** Conférence du médecin-chef Patrice Binder, centre Sully (Saint-Cloud) à 17h30.

**25 mars :** Journée CESAT ( visite de sites industriels à vocation défense).

**29 au 31 mars :** staff-ride du CSEM, Alsace et Vosges.

**2 avril :** Concours ORSEM.

**4 avril :** Conférence ORSEM " Opération Pamir " par le Col Richoux.

**5 avril :** Visite du CEPC- CENTAC ( Mailly ), par le CSEM.

**6 avril :** Visite de la 1°BM ( Châlons en Champagne), par le CSEM.

**11 au 14 avril:** Période d’enseignement dirigé du CESCAT/EMSST ( thème : le droit, le pouvoir ).

**18 et 19 avril :**Visite du COMCESAT à la FüAK ( Hambourg ).

**21 et 22 avril :** Exercice " PUMA " du CSEM, sur JANUS à Compiègne.

**21 avril :** Conférence " l'hydrogène, vecteur énergétique de l'avenir" (AEMSST, Mr Jérôme Perrin).Amphi Louis.

**9 au 13 mai :** Exercice du CSEM à Compiègne.

**9 mai :** Conférence ORSEM "Point de sit opex " par L'EMA/CPCO.

**17 au 27 mai :** Exercice « FATEXTEL » avec participation du CSEM.

**29 mai au 5 juin :** Voyage d’étude du CSEM en Tunisie.

**6 juin** Conférence ORSEM "Point sur l'armée de terre " par le Gal CEMAT.

**Entre** **13 et 17 juin :** Visite du salon Aéronautique du Bourget (GIFAS, AEMSST, AAT).

**24 juin :** Cérémonie de fin de scolarité CESAT, départ du Gal Delochre et cocktail.

**NOUVELLES du C E S A T**



# Les tableaux d’avancement

**EXTRAIT**

**de la décision du 08 décembre 2004portant inscription au tableau d’avancementpour l’année 2005 (armée active)**

(JO n°301 du 28 décembre 2004, page 22130 et suivantes)

Par décision de la ministre de la défense en date du 08 décembre 2004, sont inscrits au tableau d’avancement pour l’année 2005 les officiers dont les noms suivent :

**ARMEE DE TERRE**

I.- OFFICIERS DE CARRIERE

**Corps des officiers des armes**

***Pour le grade de colonel***

Les lieutenants-colonels :

5 Faure (Jean-Michel, Marie).  
50 Rodier (Claude, Christian).  
76 Esnault (Pierre, Henri).

……….

#### Pour le grade de lieutenant-colonel

Les commandants :

62 Chaar (Tarek).  
146 Morlet (Jean-Claude, Michel).  
149 Secq (Patrick, Jacques).  
177 Pichon (Frédéric, Michel, Stéphane).  
198 Chapuis (Franz, Germain, Marie, Bernard).  
209 Des Courtils (Alban, Marie, Philippe, Roger).  
211 Fromaget (Laurent, Gabriel, Marie).  
……….

#### Pour le grade de commandant

Les capitaines :

11 Bertile (Fabrice, Serge).

12 Salou (Erwan).  
15 Rostand (Vincent, Denis, Marie, Albert).  
20 Renaudin (Jean-Michel, Luc, Marc).  
48 De Mesmay (Jean, Henry, Marie, Bertrand).  
49 Clinchard (Olivier).  
50 Pons (Christophe, Sébastien).  
54 Schwein (Franck, Georges, Emmanuel).  
56 Duval (Philippe, Jacques, Lylian).  
57 Secherre (Sylvain, André, Joseph).  
60 Pasquier (Eric, Claude, Daniel).  
63 Baudoin (Bertrand, Paul, Albert).  
70 Fesneau (Nicolas, François, Fernand).  
73 Bisteur (Emmanuel, Georges, Charles).  
75 Neisius (Laurent, Jean, Marie).  
77 De Kermadec (Joël, Timothé).  
85 Montembault (Gilles, Roger).  
99 Regnoux (Patrick, Jean-Claude, Philippe).  
100 De Kerguiziau de Kervasdoue (Charles-Alain, Régis, Marie).  
102 Pinna (Richard, Paul, Patrice)

106 Lahetjuzan (Marc, Marie, Dominique).  
134 Puente (Raphaël, Vicente, Georges, Marcel).  
136 Eblin (Boris, Emmanuel, Konrad).  
141 Garnier (Guillaume, Patrick, Cécil, Marie).  
145 Janvier (Patrick, Philippe, Marie).  
148 Buttolo (Vincent, Bernard, François).  
150 Gelez (Vincent, Roland, Marie)  
160 Petit (Geoffroy, Jean-Hugues, Michel).  
162 Becker (Lionel, Laurent, Gérard).  
179 Louis (Stéphane, Philippe).  
184 Chiron (Isabelle).  
187 Delaporte (Patrice, Serge, Georges).  
209 Sallé (Philippe, Guy, François).  
214 Bruandet (Franck).  
215 Huber (Hervé, Louis).  
216 Evrard (Andrée, Jacqueline, Rita).  
221 Nouaux (Thierry, Marcel, Pierre).  
223 Roye (Jean-Luc, Frédéric).  
234 Moreau de Lizoreux (Stéphane, Louis, Jean, Marie).  
239 Rivière (Jean-Jacques).  
240 Cudennec (Patrice, Alain).  
284 Hériau (Christophe, Gérard).  
291 Reinbold (Martial).  
299 Matras (Stéphane, Didier, Eric).  
300 Medina (Grigory, Yohannes).  
……….

**Corps des officiers du cadre spécial**

#### Pour le grade de lieutenant-colonel

Les commandants :

16 Ulm (Alain).  
………..

**Corps des commissaires de l’armée de terre**

#### Pour le grade de commissaire colonel

Les commissaires lieutenants-colonels :

7 Antoune (Marie-Noëlle, Dominique).  
………..

**Corps technique et administratif de l’armée de terre**

……….

#### Pour le grade de commandant

Les capitaines :   
22 Dubreuil (Gilles).  
32 Marull (Christine, Joëlle, Berthe).  
35 Fraisse (Jean-Bernard).  
36 Desmadryl (Olivier, François, Xavier)  
47 Legrand (Yannick, Roland).  
51 Aufrere (Benoît, Jean, Lionel).

II – OFFICIERS SOUS-CONTRAT

**Corps technique et administratif de l’armée de terre**

……….

#### Pour le grade de capitaine

Les lieutenants**:**

23 Ranchin (Philippe, Pierre).  
121 Crone (Olivier).  
……….

LA RENTREE

**DE LA 118ème PROMOTION DU CSEM**

**JANVIER 2005**

**La**

118ème promotion du cours supérieur d’état-major (CSEM) a effectué sa rentrée la première semaine de janvier 2005 pour suivre un cycle de six mois de scolarité à l’école militaire après une phase de projection extérieure ou intérieure en poste d’état-major. Le profil de la promotion est présenté dans les tableaux ci contre et il reste caractérisé par une nette dominante mêlée.

La promotion compte dix stagiaires étrangers dont trois Allemands, deux Autrichiens, un Espagnol, deux officiers des Etats-Unis d’Amérique et deux Britanniques. Leurs spécialités sont données dans le deuxième tableau.

Les premières semaines de stages se sont caractérisées par un panorama complet de l’armée de terre placé dans son contexte interallié à travers un cycle de conférences et de visites dans les grands commandements nationaux et internationaux.

La découverte des méthodes de planification du niveau opératif, le lancement des travaux individuels et collectifs, notamment en tactique générale, la rédaction de nombreux travaux écrits font de leurs premières semaines de stage, une période d’intense activité pour les stagiaires qui doivent intégrer et s’approprier une somme importante d’informations qui constitue à terme une grande partie du bagage intellectuel du breveté de l’enseignement militaire supérieur français.

Ce travail initial doit permettre aussi à la promotion de participer dans de bonnes conditions à l’exercice GUIBERT qui se déroulera pendant une dizaine de jours en mars 2005, au sein de l’état major de forces n°2 de NANTES.

Les officiers stagiaires du CSEM tiendront pendant cet exercice des postes intéressants qui leur permettront d’appréhender la complexité de fonctionnement d’état-major de force et de compléter leurs connaissances des rôles des différentes cellules du CO du niveau de la division.

Parallèlement, les stagiaires ont entamé leur cycle de travaux de recherche au sein des grands organismes de l’armée de terre comme l’EMAT, le centre de doctrine d’emploi des forces (CDEF) ou comme le service historique de la défense (SHD) sur des sujets de tactique générale ou de doctrine, permettant ainsi à l’armée de terre de bénéficier d’un vivier d’officiers de grande qualité pour étayer sa réflexion tout en complétant la culture militaire des stagiaires du CSEM.

Ces travaux s’étendent, en règle générale, sur toute la scolarité du CSEM. Ils ne prétendent pas traiter de façon complète les grandes problématiques proposées à la réflexion des stagiaires comme la numérisation du champ de bataille, mais en les inscrivant dans une démarche globale, ils viennent compléter la réflexion de ces grands organismes par des approches spécifiques confiées aux officiers stagiaires du CSEM.

Cette première phase de la scolarité constitue une étape importante de la vie du CSEM car elle projette le futur breveté dans une nouvelle sphère de responsabilité qui dès 2006 sera son quotidien, celui du commandement au sens large du terme.

**Physionomie**

**de la 118° Promotion**



*Les présentations des graphiques de l’auteur ont été reprises pour des raisons de simplification informatique. La rédaction le prie de l’en excuser.*

***TÉMOIGNAGES et POINTS de VUE***



***La recomposition du monde***

*Par le Général (2°s) Eric de La MAISONNEUVE*

**D**

*(Bulletin « ACTUEL » n°17 de la Société de Stratégie, décembre 2004,,*

*Depuisreproduit avec son aimable autorisation)*

epuis une quinzaine d’années, nous avons plus subi les avatars de la désintégration de l’ordre bipolaire que nous n’avons ressenti les prémisses d’une recomposition du monde sur des données nouvelles et pérennes. Cette désintégration semble en effet toujours à l’œuvre lorsqu’on mesure, face au vide stratégique qu’elle produit, les progrès accomplis par la violence anarchique dont le terrorisme est la manifestation la plus inquiétante. Mais le désordre de la planète a bien d’autres composantes ; d’abord l’improbable « imperium » américain dans un monde « rempli » de quelques 6,4 milliards d’habitants et de plus de deux cents nations, dont la complexité et la multitude sont mal représentées par une communauté internationale archaïque ; ensuite, après la pseudo victoire du libéralisme sur le socialisme, la déshérence – sinon la désespérant-ce – idéologique et la simplification des problèmes de l’humanité en termes exclusivement comptables ; enfin, le déclin annoncé de l’Etat-nation, fondé sur le principe de souveraineté et sur le *jus ad* *bellum*, modèle dépassé et contesté pour l’organisation démocratique des sociétés, mais modèle actuellement sans alternative. Du double point de vue de l’organisation du monde et des sociétés, de leurs idéaux et des buts à poursuivre, la période post-guerre froide ne semble pas achevée. Le monde de ce début de XXI° siècle est toujours à la recherche de formules de remplacement qui lui donneraient un nouvel et nécessaire équilibre.

Un certain nombre d’indices apparus ces derniers temps permettent toutefois, sur le plan géopolitique, d’oser tracer quelques esquisses de ce à quoi pourrait ressembler le monde dans une vingtaine d’années ; cette gestation se manifeste surtout à travers l’évolution des principaux acteurs.

**La singularité américaine**

A commencer par les Etats-Unis, puissance dominante du XX° siècle, mais dont on observe, malgré sa mondialisation encore intense, notamment au Moyen Orient, qu’elle aurait tendance à retrouver sa singularité américaine ; les récentes élections présidentielles ont révélé, en même temps que de sérieuses disparités internes, les fortes spécificités qui démarquent radicalement les Etats-Unis de tous les autres continents, ensembles régionaux et nations. Cette singularité qui faisait de l’Amérique la matrice du monde exerce de moins en moins sa fascination et se trouve même contestée par des populations dont elle ignore ou feint d’ignorer les réalités. Les différences d’appréciation, pour ne pas dire les divergences, qui se sont manifestées à l’occasion de la crise irakienne avec les principaux Etats européens, sont le signe d’un éloignement qui ne fera sans doute que s’accentuer dans le futur. Certes, l’énorme puissance politique, économique, militaire et culturelle des Etats-Unis dominera encore longtemps la scène mondiale, mais sans parvenir de façon aussi systématique que dans un passé récent à mobiliser dans son orbite le « camp des démocraties » ou le « monde occidental » ; ni sans provoquer des débats, des réticences, des oppositions de ses alliés et partenaires quant à une vision du monde jugée souvent trop manichéenne et simplificatrice. Une certaine prétention – si elle fut jamais avérée – à l’empire du monde ne résistera pas aux tensions internes et aux contestations externes que provoquera à coup sûr cette nouvelle singularité américaine.

**L’émergence chinoise**

On s’en apercevra dans les toutes prochaines années, à mesure de la montée en puissance de la Chine, lorsque ce géant émergent aura commencé de consolider son assise économique et financière, et renforcé d’autant son influence politique et culturelle : au rythme qu’elle soutient actuellement (9 % de croissance annuelle), la Chine sera en 2020 le deuxième acteur mondial, jouant sinon à égalité du moins dans la même cour que les Etats-Unis. Pays en voie de développement il y a encore quelques années, la Chine a acquis au tournant du siècle la plupart des caractéristiques d’une grande puissance émergente. Ce changement d’état ne transforme pas seulement la Chine elle-même, il bouleverse les données du monde ; en Chine et à sa périphérie immédiate où un tel bond en avant, aussi bien managé soit-il par les dirigeants chinois, outre ses bienfaits évidents pour la population, crée nécessaire-ment un climat de turbulences sociales et économiques ; en Asie où la montée économique chinoise entame la suprématie japonaise et modifie largement les rapports de forces dans la zone, comme on a pu le mesurer lors de la dernière réunion de l’ASEAN, obligeant tous les autres acteurs à composition ; dans le monde enfin où ce nouvel éléphant économique fait une entrée fracassante et tend à prendre la place politique qui correspond à sa corpulence, comme l’a montré le récent voyage du Président Hu Jintao en Amérique latine.

On peut aussi se poser la question des évolutions politiques et du modèle de développement que la Chine sera amenée à adopter et comment elle parviendra – ou non – à préserver sa spécificité, ou mieux à inventer son propre modèle, dans une telle course en avant vers la modernité occidentale. La place de la Chine dans le commerce mondial, son rôle comme « usine du monde », son poids financier – investissements et créances – comme ses efforts de R§D, appuyés sur une main d’œuvre abondante, intelligente et travailleuse, en font – sauf accident – un acteur inévitable et majeur du monde futur, et donc le complément mais aussi sans doute le concurrent direct des Etats-Unis dans les prochaines décennies.

Le risque n’est pas négligeable en effet, dans un si vaste redéploiement à l’échelle mondiale de deux géants politiques et économiques également sensibles à la défense de leurs intérêts, que des frictions aient lieu dans des zones critiques, en particulier en Asie où la Chine, sûre de sa légitimité historique et de sa grandeur retrouvée, pourrait être tentée d’agir avec moins de prudence que ne l’enseigne sa légendaire sagesse. Le dragon et l’aigle pourraient alors se heurter.

Quoi qu’il advienne, il paraît difficile, voire irréalisable, que, dans des circonstances aussi tendues soient-elles, les deux champions parviennent – comme pendant la guerre froide – à rassembler deux camps d’égale importance et mobilisant l’essentiel des Etats du monde. Les Etats-Unis, pour leur part, ne paraissent plus en situation de retrouver autour d’eux l’unité de ce qui fut le « camp occidental », les « autres » Etats américains et beaucoup de pays européens, asiatiques ou africains étant tentés de se distancier, se refusant à prendre parti ou désirant en tout cas conserver leur liberté d’appréciation et d’action. Quant à la Chine, elle n’aura pas avant longtemps les reins assez solides pour réussir à convaincre et entraîner derrière elle la masse certes imposante mais désordonnée de ce qui fut le tiers monde. Enfin, trop d’acteurs seconds mais incontournables, comme la Russie, l’Inde ou le Brésil, ne trouvant aucun avantage à s’engager d’un côté ou de l’autre, chercheront leur seul intérêt dans l’affaiblissement des deux grands et donc dans la poursuite d’un morcellement désordonné du monde.

**Le rôle de l’Europe**

Pour éviter ce face à face prévisible et aventureux entre la Chine et les Etats-Unis et le chaos mondial qui s’ensuivrait, il faudrait qu’émerge - au moins - un troisième-me acteur de même niveau, qui serve à la fois de médiateur entre les deux grands et d’alternative pour les Etats de deuxième ou troisième rang. Il semble que seule l’Europe ait vocation à jouer ce rôle, à condition toutefois qu’elle en ait l’envergure géographique et démographique, le poids économique et la volonté politique. Il semble surtout que l’Europe, telle qu’elle se dessine aujourd’hui, n’ait d’autre sens (ni d’autre chance) que de jouer ce rôle si elle veut bien toutefois s’en donner les moyens. Pour exister en tant que troisième pilier du monde futur, à parité avec les deux grands, l’Europe devrait d’abord densifier sa propre construction et poursuivre son élargissement aux limites de ses intérêts stratégiques, afin de prendre véritablement une « dimension mondiale », aussi bien dans l’ordre géographique que démographique, économique ou culturel ; dans ces conditions, il lui faut sans doute une assise territoriale plus large, d’une part en tendant une main orientale vers la Russie, d’autre part en s’étendant sur le pourtour méditerranéen, jusqu’à jouxter la zone de crise majeure du Moyen Orient où elle pourrait alors faire valoir sa conception de la sécurité tout en y préservant ses intérêts. C’est dans cet esprit qu’il faut resituer les débats en cours sur le destin de l’Ukraine et sur l’avenir de la Turquie, l’une et l’autre pouvant apporter des atouts décisifs pour la constitution de cette éventuelle future « grande Europe ».

Cette dernière n’a également de chances de jouer le rôle de troisième pilier du monde que si elle reste fidèle à son histoire et si elle retrouve sa capacité « d’inventer » et de proposer des structures politiques et une organisation sociale innovantes et adaptées aux exigences du monde de demain ; l’originalité de sa propre construction peut en faire l’inspiratrice de modèles démocratiques alternatifs dont l’humanité a le plus grand besoin. L’Europe doit pouvoir enfin jouer le rôle de médiateur - sinon d’arbitre - entre deux « empires » dont les visions du monde ne doivent pas être exclusives ; les peuples, en particulier ceux d’Afrique, qui souhaitent n’être embrigadés ni dans un camp ni dans un autre, et trouver par eux-mêmes la voie du développement, ont le droit à l’autonomie et à ce que celle-ci leur soit en quelque sorte garantie dans un « troisième monde » effectif et respecté, au contraire de ce que fut un tiers monde marginal.

Cette perspective de constituer l’Europe en troisième pilier du monde de demain relancerait le projet européen sur des bases autrement ambitieuses que celles d’une zone de sécurité et de libre échange à laquelle risquent de nous limiter nos désaccords internes ; elle obligerait à dépasser l’étroitesse des débats actuels qui, pour être fondés s’agissant de certaines réticences au principe de l’admission de la Turquie, n’envisagent toutefois pas avec suffisamment de réalisme les enjeux du monde des années 2020. C’est en regardant une carte du monde et en observant la place qu’y occupent d’un côté l’extrême Orient et d’un autre l’extrême Occident qu’on se rend compte de l’intérêt, - mieux de la nécessité -, d’y inscrire une vaste Europe intermédiaire et médiatrice.

*NDLR : La Société de Stratégie dispose d’une antenne dans les locaux du CDEF. Outre le bulletin actuel, elle publie trois fois par an une revue de réflexion stratégique, « AGIR » disponible auprès de cette Antenne.*

# Les Etats-Unis et l’Eurasie

*Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie.(…) L'Eurasie demeure, en conséquence, l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale".*

*ZBINIEW Brzezinski, “The Grand Chessboard” : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives, New York, basic books, 1997*

*"La Russie a perdu beaucoup en Asie centrale, et n'a eu que ce qu'elle méritait."*

*Nezavisimaïa gazeta 30 avril 2003.*

**Si**

le 11 septembre 2001 constitue, à bien des égards, une date majeure dans l'histoire des relations internationales de ce début du 21ème siècle, et si la bordure méridionale du continent eurasien paraît, à nouveau, constituer l'échiquier d'une énième version d'un grand jeu entre Moscou et Washington, il est intéressant de regarder le "retour progressif de l'importance" de ces territoires dans les représentations géopolitiques des Etats-Unis. Les évolutions de ses représentations avant le 11 septembre 2001 permet de montrer que les années 1979 et 1996 sont des dates majeures dans l'histoire des relations des Etats-Unis avec ces territoires et que 2001, année évidemment primordiale, ne peut cependant constituer le point de départ d'une analyse géopolitique.

**A - La place de la bordure méridionale du continent eurasien pour les Etats-Unis ou le passage d'une question de politique étrangère a un intérêt de sécurité national vital**

"Avant le 11 septembre 2001, les Etats d'Asie centrale de l'ancienne Union soviétique, pourraient avoir été située sur la face cachée de la lune pour la politique américaine.[[2]](#footnote-2)" Les premières politiques américaines à l'égard des cinq républiques ex-soviétiques, dans les domaines de l'économie et de la défense, bien que pragmatiques, pavèrent la voie à l'engagement stratégique plus important qui succède aux évènements du 11 septembre. La plupart des analystes de l'Asie centrale estiment que les Etats-Unis n'avaient pas de "grande stratégie" dans cette partie du monde, et au début des années 1990, la politique américaine, certes indécise, a pris l'aspect d'une politique d'attirance des Etats d'Asie centrale vers les modèles occidentaux.

**Le grand jeu de la guerre froide ou le repli des Etats-Unis dans l'océan Indien**

Les Etats-Unis n'avaient pas d'intérêt national vital dans le Caucase ou en Asie centrale. Avant la guerre froide, ils ne s'étaient jamais véritablement engagés dans les régions d'Asie centrale qui ne jouaient aucun rôle dans les relations entre les Etats-Unis et les puissances voisines (Iran, Turquie, Chine)

Dans cette partie du monde, l'année 1979 est une année noire pour les Etats-Unis. Dans le contexte du traumatisme américain au Vietnam, les Etats-Unis perdent un Etat pivot majeur, dans la région, celui de l'Iran du Shah. Il n'y en pas d'autre, sur ces côtes de l'océan Indien, jusqu'à aujourd'hui. En aucun cas, le Pakistan, bien qu'allié, n'a constitué un Etat pivot des Etats-Unis dans la région, susceptible de remplacer l'Iran du Shah : Dans la définition d'un Etat pivot pour Washington, le principal paramètre et son principal atout est la stabilité. Le Pakistan, en proie à des coups d'Etats permanents, en conflit plus ou moins latent mais permanent sur la question du Cachemire, en conflit avec l'Inde au début de la décennie 1990 encore, qui débute un programme militaire nucléaire proliférant clandestin, ne peut remplacer l'Iran du Shah qui développait de surcroît une politique économique et sociale moderne en plus d'être une puissance militaire régionale stabilisante, bien placée au sud de l'URSS et à l'ouest du Proche-Orient producteur d'hydrocarbures de plus en plus coûteux.

Avec la révolution khomeyniste, et l'intervention soviétique en Afghanistan, la faiblesse de la présence américaine dans cette zone apparaît flagrante.

**La perte du pivot iranien.**

Après la crise pétrolière de 1973, l’augmentation du prix du pétrole se répercute sur les produits importés : En 1977, l’Iran a connu un taux d’inflation de 25 p. 100, ce dont souffrent les catégories les plus humbles de la population, alors que la corruption règne dans les milieux de la cour et des affaires.

Cette situation favorise l’action des opposants au régime qui dénoncent l’échec de la politique économique et l’action répressive de la police politique. Les manifestations contestataires se multiplient de plus en plus ouvertement, dans toutes les principales villes et réunissent des participants appartenant à tous les milieux sociaux et culturels : Pour la première fois, les commerçants du grand bazar de Téhéran (représentants de la moyenne et de la petite bourgeoisie, musulmans pieux) s’y joignent pour protester à la fois contre la situation économique, les actions policières et la dégradation de la moralité : Cet apparent amalgame est en fait la marque du poids grandissant des milieux religieux qui protestent contre la modernisation et l’occidentalisation effrénées du pays, contre la corruption, contre la part trop belle faite aux intérêts étrangers dans l’économie nationale. Pour beaucoup d’opposants, le recours à l’islam chiite est un moyen d’attirer les masses et de donner une base plus large à la révolte contre le shah, désigné de plus en plus comme le vrai responsable de la situation du pays.

Cette situation, qui ne cesse de se dégrader, évolue inexorablement, vers l’issue attendue :

Le 16 janvier 1979, le shah, sa famille et quelques-uns de ses proches quittent l’Iran.

L’arrivée de l’ayatollah Khomeyni à Téhéran, le 1er février 1979, déclenche le processus ultime : Investi spontanément de l’autorité sur le pays le 5 février, il désigne Mehdi Bazargan comme Premier ministre. En dépit d’une dernière tentative de résistance de Chapour Bakhtiyar et de l’armée, en quelques jours la victoire de l’ayatollah et de ses alliés est totale. Très vite, des comités de «khomeynistes» contrôlent étroitement la vie politique, tandis que des «tribunaux islamiques» commencent à juger et à faire exécuter de façon expéditive des personnalités civiles et militaires de l’ancien régime.

Le gouvernement iranien met fin à l’activité du consortium pétrolier international et entend gérer lui-même l’exploitation et l’exportation de son pétrole. En juin 1979 les banques, les compagnies d’assurances et les principales sociétés industrielles sont nationalisées.

La perspective d’une Constitution autoritaire et centralisatrice conduit à la rébellion kurde et à la guerre au Kurdistan où les *peshmerga* kurdes s’affrontent à l’armée régulière et aux pasdarans (août septembre 1979). Accusant les Etats-Unis de soutenir la rébellion, le pouvoir se lance dans une violente campagne antiaméricaine - accentuée par le fait que le shah se rend aux États-Unis pour se soigner (22 octobre 1979) - dont l’aboutissement est l’occupation de l’ambassade des États-Unis à Téhéran le 4 novembre 1979 et la séquestration de soixante otages américains par des «étudiants islamiques», ces derniers demandant, en échange de la libération des otages, l’extradition et le procès du shah.

L’échec de la tentative américaine en vue de libérer les otages (24-25 avril 1980) renforce la position des intransigeants qui, aux élections législatives d’avril 1980, remportent une victoire écrasante.

Ni la mort du shah, à la fin du mois de juillet 1980, ni la guerre déclenchée par Saddam Hussein le 17 septembre 1980 en vue de reconquérir des territoires et surtout de provoquer la chute du régime iranien dont la propagande antibaassiste en direction de la population chiite d’Irak (40 p. 100 de la population) peut constituer une menace, ni la libération des otages américains le 20 janvier 1981, ni l'Irangate ou encore l’élection triomphale d’Ali Akbar Hachemi Rafsandjani à la présidence de la République, le 28 juillet 1989, avec 94,5 p. 100 des voix, inaugurant un changement que l’on a qualifié, sans doute abusivement, de «Thermidor à l’iranienne», de perestroïka ou encore d’«instauration d’une IIe République» ne changeront fondamentalement les relations tendues entre Washington et Téhéran.

L’embargo total contre l’Iran est décrété par les États-Unis en 1995, puis la loi D’Amato-Kennedy, est votée par le Sénat américain en 1996, pour punir l’«État terroriste», non sans arrière-pensées pour les intérêts économiques futurs des États-Unis, lorsqu'ils pourront à nouveau rencontrer les importantes richesses de l'Iran.

***Afghanistan 1979 : une nouvelle poussée russe***

À partir du milieu des années 50, l'Afghanistan se départit de son attitude de neutralité pour entrer progressivement dans l'orbite soviétique.

Emporté par son zèle nationaliste, l'Afghanistan de Zaher Shah attendait la dissolution de l'Empire britannique des Indes pour pouvoir récupérer les régions pachtounes situées au sud de ses frontières, que les Britanniques[[3]](#footnote-3) avaient détachés du royaume de Kaboul au XIXe siècle, et les réclama au Pakistan qui venait à peine de devenir un État indépendant (1947)

Le Pachtounistan indien étant dévolu au nouveau Pakistan, Le ressentiment anti-pakistanais devint la base de la politique extérieure de Kaboul et les tensions naissantes avec le Pakistan au sujet des tribus pashtouns signifiait fermeture de frontière, asphyxie économique, et recherche d'une alliance de revers pour l'Afghanistan enclavé : Dès lors, l'Afghanistan allait s'insérer dans un nouveau dispositif géopolitique régional formé par un axe Moscou New Delhi Kaboul qui faisait face à un axe Islamabad- Washington et Islamabad Pékin. A partir de 1955, les Afghans se tournèrent vers l'URSS, dès lors que les États-Unis se désintéressèrent de ce pays exsangue au profit du Pakistan et surtout de l'Iran. "En 1969, il y avait déjà 1110 experts soviétiques contre 240 américains[[4]](#footnote-4)"

Zaher Shah, à partir de 1963, sut habilement susciter une émulation entre Soviétiques et Américains pour le développement de son pays, et parvint à freiner l'influence soviétique sauf dans la formation des cadres militaires.

La plupart des dirigeants soviétiques, y compris Leonid Brejnev et son Premier ministre Alexei Kosigyn, se satisfaisait de ce statut. Une minorité représentée par des idéologues comme Mikhaïl Suslov, et Boris Ponomaryov plaidait en faveur de l'extension du socialisme communiste vers le Moyen orient.

Lorsque Zaher Shah fut renversé par son cousin, le prince Daoud, en 1973, cette politique d'équilibre entre les grandes puissances fit place à un alignement de plus en plus marqué sur l'URSS : Le régime afghan transforma le pays en république et le prince Daoud lui-même fut tué, par des officiers afghans d'obédience communiste, au moment où il tenta de rechercher l’aide de l’Arabie Saoudite et des autres pays musulmans pour équilibrer la dépendance croissante du régime vis-à-vis de Moscou et corriger la dérive pro-soviétique de l'État afghan pour revenir à l'équilibre de Zaher Shah.

Le coup d’État communiste du 27 avril 1978, couramment appelé en Afghanistan la «révolution de Saur[[5]](#footnote-5)», entraîna toute une série de troubles. Dès juillet août 1978, B. Karmal et les siens étaient chassés du pouvoir et expédiés dans des ambassades lointaines ; en septembre 1979, Taraki était abattu par son second, Hafizullah Amin ; en décembre 1979, Amin était à son tour abattu par les Soviétiques, et B. Karmal venait au pouvoir dans les fourgons de l’armée soviétique.

Les communistes afghans, confrontés à des mouvements insurrectionnels dans toutes les régions du pays, ne virent de salut que dans une intervention militaire soviétique. Les dirigeants soviétiques se décidèrent à une intervention militaire massive pour rétablir la situation et mettre à Kaboul des gouvernants plus réalistes. La décision du Kremlin d'intervenir en Afghanistan en 1979 fut aussi prise pour saisir l'opportunité d'une avancée de plus en direction des mers du sud [[6]](#footnote-6) et placer le détroit d'Ormuz dans le rayon d'action de ses forces aériennes tactiques mais aussi, semble t-il, d'après des rapports selon lesquels le leader pro communiste Hafizulla Amin allait se rapprocher des Etats-Unis et qu'en gage de son allégeance nouvelle, il allait accueillir des stations de guidage de missiles balistiques et d'écoute du territoire soviétique que l'Iran khomeyniste ne pouvait accueillir. Cette considération pesa de manière définitive dans la prise de décision de Moscou. La menace perçue d'un Afghanistan étant retourné vers la zone de contrôle des Etats-Unis fut probablement un facteur décisif de l'intervention militaire soviétique de décembre 1979, au moins tout autant que la nécessité d'un sauvetage des expatriés soviétiques en Afghanistan.

Les généraux russes, en se portant ainsi à la rescousse d'un pays prétendument "en marche vers le socialisme " et menacé par la réaction religieuse soutenue par "l'impérialisme ", n'étaient certes pas peu fiers d'occuper enfin la fameuse zone stratégique, la " porte de l'Inde ", à laquelle d'autres généraux russes, ceux du tsar, avaient dû renoncer soixante-dix ans auparavant. Mais depuis, la situation géopolitique avait beaucoup changé dans cette partie du monde et l'Afghanistan n'est plus la "porte directement ouverte sur l'océan Indien ".

Le conflit Est- Ouest frappait l'Afghanistan, qui voyait sa division ethnique se poursuivre sous la forme d'un Afghanistan en cours de soviétisation et donc d'amarrage à l'Asie Centrale soviétique et d'un Afghanistan de la résistance qui puisait ses forces dans le soutien armé du Pakistan, des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite dans une configuration et avec des conséquences qui sont aujourd'hui d'actualité.

De fait, depuis 1979, et la perte du pivot iranien, surtout, avec la poussée soviétique rapidement mise en difficulté, la faiblesse américaine apparaît flagrante : Le boycott des jeux olympiques de Moscou et l'embargo céréalier des Etats-Unis, plus pénalisant pour les producteurs céréaliers du Middle West ou du weat belt aux Etats-Unis, facilement contourné par l'URSS qui trouve vite d'autres fournisseurs attirés par l'immense marché pour écouler des surplus, renforcent le vide de présence américaine dans la région. L'aide aux Moudjahhidden afghans sous R.Reagan, certes déterminante, et l'Irangate, illustrent une tentative d'abord clandestine de reprendre pied dans cette partie de l'Eurasie, mais, au final, la situation évolue très lentement, et rien de significatif n'apparaît avant le milieu des années 1990.

***la fin de la bipolarite et une politique hesitante d'amarrage a l'ouest***

Au final, avant 1991, les Etats d'Asie centrale apparaissent des rivages marginaux ; les cinq républiques de l'Union soviétique en Asie centrale ne jouèrent qu'un rôle marginal durant la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS, alors même que ce flanc soviétique est perçu comme le ventre mou de l'URSS. Bien que l'Asie centrale ait toujours été, par sa seule position géographique, le nœud entre les régions environnantes du continent eurasien, entre la Russie et le Moyen ou Proche-Orient et l'Asie du Sud, sa position géopolitique en tant que zone tampon potentielle et zone de transit ancienne (la route de la soie) a été quelque peu momifiée sous l'ère soviétique.

Avec la fin de l'URSS, la reconnaissance des Etats de l'ex Asie soviétique montre le caractère hésitant de la politique américaine. Les Etats-Unis reconnurent ainsi officiellement l'Arménie, le Kazakhstan et le Kirghizstan en même temps que la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine dès janvier 1992, mais ils n'établirent des relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan qu'au mois de février 1992. Des relations diplomatiques avec la Géorgie, aux prises avec une guerre civile, ne furent liées qu'en mars 1992. Tous ces retards, certes explicables, donnent l'impression d'une hiérarchie dans ces Etats et au final, révèlent le pragmatisme des Etats-Unis, tout le contraire d'une politique d'ingérence pré-dessinée des Etats-Unis dans ces rivages libérés de l'URSS.

Les premières initiatives américaines dans les nouveaux pays indépendants découlaient toutes, alors, de la priorité donnée à la Russie ainsi qu'à une question stratégique de première importance pour les Etats-Unis : Faire en sorte que l'ensemble de l'arsenal nucléaire militaire, (produits nucléaires, vecteurs, savoir), soit maîtrisé par un seul Etat, la Russie héritière de l'URSS, et éviter absolument toute prolifération. L'importance géostratégique de l'Asie centrale a ainsi connu un précédent dès 1991, lorsque l'administration de G. Bush se montra désireux de réduire l'important stock d'armement nucléaire basé au Kazakhstan et de prévenir toute prolifération dans la région. En conséquence, le Kazakhstan attira une première politique de sécurité des Etats-Unis en Asie centrale. En décembre 1993, le président Al Gore et le président kazakh Nazerbayev signèrent un accord de coopération pour le démantèlement et la destruction de 108 missiles SS18 et de leurs silos[[7]](#footnote-7).

Les quelques initiatives d'intervention américaine pour le règlement des différents apparaissent brouillées : La cohérence de ces interventions est fragilisée par le manque de contacts dans cette région, le manque de connaissances de la complexité de la situation, et par l'intervention d'intérêts particuliers[[8]](#footnote-8)

Mais, hormis quelques initiatives liées au règlement des conflits, le Caucase et l'Asie centrale jouèrent un rôle secondaire dans la politique américaine jusqu'à ce que les relations avec la Russie commencent à se dégrader, après l'échec de la transition vers un système politique et économique d'inspiration occidentale et que l'exploitation des ressources énergétiques de la Caspienne entre en conflit direct avec la politique de Washington à l'égard de l'Iran.

Après la dénucléarisation des républiques de l'URSS, les objectifs de la politique de l'administration Clinton dans la région concernaient des intérêts économiques des milieux d'affaires liés en particulier à la production de gaz naturel et de pétrole au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan. Sans la redécouverte des ressources énergétiques de la mer Caspienne, ces contrées seraient sans doute restaient marginales, un peu plus longtemps, pour les artisans de la politique étrangère des Etats-Unis

Les Etats-Unis développèrent des relations diplomatiques avec ses derniers à travers des formes variées de soutien à la démocratisation, d'assistance économique et de promotion de politique de sécurité.

Focalisée sur le processus de démocratisation et la promotion de l'économie de marché, la politique de l'administration Clinton s'inscrit dans la continuité de la politique du "nouvel ordre mondial" du Président G.Bush, et considère ces nouveaux Etats comme des membres potentiels d'une nouvelle communauté d'Etats démocratiques et à économie de marché. Pour permettre la réalisation de ce projet, l'administration Clinton favorise la coopération régionale, relayée par des institutions telles que la communauté économique d'Asie centrale mais surtout le programme "partenariat pour la paix" de l'OTAN[[9]](#footnote-9).

Le vote du "Freedom Support Act" le 24 octobre 1992 établit les fondations d'une assistance à plusieurs facettes et dans des domaines variés. Mais là encore, les débats d'avril à octobre 1992 illustrent un manque d'approche général de la région. Entre 1992 et 1996, un manque de cohérence a nui à l'efficacité de la politique américaine envers l'Asie centrale en particulier parce que les différents domaines des politiques mises en œuvre étaient repartis dans les divers ministères correspondants de l'administration américaine qui poursuivaient leurs propres agendas. Comme l'analyste F. Hill l'affirme, une politique unifiée était rendue virtuellement impossible en raison des conflits entre juridictions[[10]](#footnote-10)

***Les hydrocarbures***

La dissolution de l'URSS en 1991 coïncident avec la redécouverte des ressources énergétiques du bassin de la mer Caspienne, attirant dès lors, des compagnies transnationales d'hydrocarbures incluant une majorité de majors américains.

Et ainsi, dans les faits, ce n'est que lorsque les premiers contrats pétroliers importants furent signés entre les compagnies pétrolières américaines et le gouvernement du Kazakhstan dans les années 1993 – 1994, que la région commence à représenter un intérêt stratégique majeur. Ainsi, les intérêts commerciaux des compagnies pétrolières américaines dans l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques donnèrent aux responsables politiques américains un intérêt particulier pour l'Asie centrale et sa protection.

La motivation des Etats-Unis fut d'abord une motivation de nature géoéconomique : l'exploitation des ressources énergétiques de la mer Caspienne doit aussi rencontrer des intérêts commerciaux, mais l'exportation de ces ressources devait rencontrer les aspects de sécurité des Etats-Unis en matière énergétique.

Les Etats-Unis se mirent alors à considérer les ressources du bassin caspien comme l'une des rares possibilités de diversifier l'approvisionnement énergétique hors du Moyen-Orient.

Les décideurs américains se devaient donc de protéger les intérêts commerciaux des compagnies pétrolières américaines, soucieuses d'exploiter de nouvelles régions énergétiques dans le Caucase et en Asie Centrale

Initialement la politique américaine se situait sur la promotion de la démocratie et l'intégration des nouveaux Etats dans la communauté internationale, désormais la coopération sur les questions de sécurité, les intérêts géoéconomiques et géopolitiques prennent une importance accrue.

A partir de 1996, le Conseil de Sécurité National (NSC), l'une des "agences" conseillères de l'administration les plus proches du Bureau Ovale, commença à coordonner les politiques indépendantes des différents ministères tout en mettant en relief les implications sécuritaires liées à l'exploitation des hydrocarbures du bassin de la mer Caspienne, à proximité immédiate de la fédération russe. Dans le même temps, l'isolation diplomatique et économique de l'Iran, depuis le vote de l'"Iran Libya Sanctions Act", en rétorsion à son soutien à des organisations terroristes, constitua également un facteur majeur dans l'élaboration des décisions politiques à l'égard de l'Asie centrale. Ces oléoducs devaient relier le Caucase et l'Asie centrale aux marchés mondiaux, tout en minimisant les liens avec l'Iran et accroître les possibilités d'exportations des gouvernements de la région et en brisant le monopole de la Russie sur les itinéraires existants. C'est donc à partir de 1996, lorsque les analystes du NSC sont impliqués dans le processus d'élaboration de décision pour la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole, pour l'architecture des pipelines, que cette région cessa d'avoir un intérêt uniquement énergétique et économique, objet de politiques non coordonnées, pour devenir une aire stratégique…

Strobe Talbott , Secrétaire d'Etat adjoint lève le voile sur les raisons et les motivations de la politique d'occidentalisation des institutions politiques , économiques et de sécurité, en soulignant dans une intervention à la John Hopkins School of Advanced International Studies de Washington DC, le 21 juillet 1997[[11]](#footnote-11) ce qui apparaît avec le recul être les intérêts stratégiques des Etats-Unis. "Son discours rend évident que l'accès aux marchés de l'énergie en pétrole et en gaz constitue l'intérêt vital le plus important pour les Etats-Unis dans la zone[[12]](#footnote-12)".

Les Etats-Unis en vinrent alors à considérer le Caucase et l'Asie centrale comme un tout sans considérer l'extrême complexité des paramètres (historiques, culturels…) à prendre en compte pour l'analyse de cet ensemble qui n'est qu'un regroupement de territoires sous des noms et des acceptions qui varient selon les représentations. Ils en vinrent également à négliger l'intérêt de la zone pour d'autres acteurs étatiques, tels que la Russie, la Turquie, l'Iran ou la Chine, ou non étatiques ( zones tribales, entrepreneurs religieux…)

En 1996-1997 donc, l'administration définit quatre idées directrices de la politique d'intervention pour le Caucase et l'Asie centrale. Il s'agissait de renforcer les réformes politiques et économiques, d'atténuer les conflits locaux, et de soutenir la sécurité énergétique et améliorer les possibilités commerciales des compagnies américaines.

Mais la politique des Etats-Unis à l'égard du Caucase et de l'Asie centrale resta l'otage, de deux autres priorités de politique étrangère encore plus profondément établies en principes intangibles : celles des relations avec l'Iran et la Russie. Ces principes ne cessèrent d'orienter la politique des Etats-Unis dans la zone Caspienne vers un objectif étroit : créer un couloir d'évacuation des hydrocarbures selon une direction Est-Ouest pour couper sinon réduire les flux énergétiques en particulier et les échanges et communications en général, le long d'un axe Sud Nord liant l'Iran à la Russie. En 1998, les Etats-Unis recommencent à réduire l'influence russe dans la gestion des ressources énergétiques d'Asie centrale et du Bassin caspien en décidant de soutenir des pipelines passant par le Caucase ( le Bakou-Tbillissi-Ceyhan ou BTC) et un allié de l'OTAN ( la Turquie) plutôt qu'à travers la Russie.

La création, la même année, d'une coordination pour l'énergie du bassin caspien au sein du département d'Etat et non au sein du ministère du commerce ou de l'énergie, souligne dès lors l'importance que prend le bassin énergétique de la mer Caspienne et les questions de l'évacuation de son pétrole pour les Etats-Unis : La stratégie prend de plus en plus le pas sur les considérations purement commerciales.

Les pressions exercées par Washington et Ankara sur les compagnies afin que celles-ci cofinancent le passage de l’oléoduc via la Géorgie et la Turquie et non via l’Iran ou la Russie - trahissent la priorité donnée aux objectifs géopolitiques sur les intérêts économiques.

C'est la Central Intelligence Agency (CIA) qui avait présenté le rapport le plus optimiste sur les réserves de la zone Caspienne, irréaliste, selon les études menées depuis qui n'ont cessées d'en faire baisser le niveau et en tous cas insuffisantes pour rentabiliser la construction et l’exploitation de cet oléoduc

En novembre 1999, le Président W.Clinton signe en personne l'accord de construction du pipeline BTC, ce qui reflète la coïncidence des intérêts des milieux d'affaires et les intérêts nationaux et des questions de sécurité : La décision du gouvernement de W.Clinton de faire construire l'oléoduc Bakou-Ceyhan pour 2004 a des fondements géopolitiques bien plus importants que les fondements commerciaux, ne serait-ce qu'en raison des incertitudes concernant le volume estimé des réserves pétrolières du bassin caspien, variant considérablement au gré de l'argumentation de soutien ou non au projet. La région de la mer Caspienne est alors estimée contribuer approximativement, mais seulement, à 3 à 4 % de la production mondiale de brut annuel[[13]](#footnote-13)mais le Kazakhstan est vu parmi les 5 premiers pays exportateurs de pétrole aux environs de 2015.

Dès lors, les Etats-Unis ont eu recours aux instruments habituels de l'intégration aux marchés globaux : l'investissement privé, l'aide économique et militaire, l'intégration des Etats de la région à l'OSCE, la coopération bilatérale des Etats avec la Turquie, l'encadrement sécuritaire par l'intégration au Partenariat pour la paix de l'OTAN.

***Une accélération de l'engagement stratégique militaire***

L'engagement militaire des Etats-Unis dans la région depuis la chute de l'URSS révèle l'importance des intérêts de sécurité des Etats-Unis pour cette région.

En 1994, les Etats-Unis et le Kazakhstan signent un accord de coopération de défense, reconduit en 1997[[14]](#footnote-14). La même année le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan rejoignent le programme " Partenariat pour la paix" de l'OTAN qui, tout en formalisant les relations entre ces républiques nouvellement indépendantes et l'organisation militaire de l'Alliance atlantique, isole un peu plus la Russie de sa sphère d'influence[[15]](#footnote-15) . En décembre 1995, la création, largement appuyée par les Etats-Unis, d'un bataillon multinational (Centrazbat[[16]](#footnote-16)) pour promouvoir la paix et la stabilité en Asie centrale, contribue encore à éloigner Moscou de cette région, malgré le caractère encore peu opérationnel de cette unité symbolique. En 1997, le développement de la coopération militaire, si elle réduit l'instabilité régionale et promeut la sécurité multilatérale, est aussi vue comme un levier pour réduire la Russie à un nain en matière d'influence politique ou militaire dans la région[[17]](#footnote-17). Dans la deuxième partie des années 1990, un certain nombre d'exercices ont lieu dans l'un des trois Etats[[18]](#footnote-18) contributeurs ou aux Etats-Unis dans le cadre du partenariat pour la paix au niveau bataillon ou Brigade (Cooperative Nugget) ou dans le cadre d'accord de coopération mutuelle. Ces exercices incluent des unités américaines aéroportées, spéciales ou de montagne (qui participeront à Enduring Freedom[[19]](#footnote-19) à partir du 7 octobre 2001), des forces de l'OTAN et des unités de combats en montagne de pays d'Asie centrale[[20]](#footnote-20)

En mai 1999, le vote du "Silk Road Strategy Act" éclairera les intérêts géoéconomiques mais surtout géopolitiques des Etats-Unis dans la région[[21]](#footnote-21). Le congrès réaffirme l'engagement des Etats-Unis contre l'islamisme radical en développement dans ce foyer.

La politique antiterroriste américaine devient encore plus explicite après les incursions du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan au Kirghizstan durant l'été 1999.

C'est en 1999, également que le Pentagone redistribue les aires de responsabilités des grands commandements régionaux. Le CENTCOM reçoit l'Asie centrale.

En avril 2000, pour combattre le terrorisme en Asie centrale, les Etats-Unis et les trois Etats contributeurs au Centrazbat[[22]](#footnote-22) créent le CASI[[23]](#footnote-23).

Il apparaît que les Etats-Unis qui découvrent la région et mettent en œuvre une politique pragmatique, peu active au début de la décennie 90, n'ont pas poursuivi de grande stratégie[[24]](#footnote-24) envers l'ensemble de la région : La politique d'"occidentalisation" de ces Etats nouvellement indépendants par la promotion de l'économie de marché et de la démocratie, entraîne, avec l'implication d'agences américaines de sécurité dans la définition des politiques commerciales d'exploitation et d'évacuation du pétrole du bassin caspien, la découverte d'"une route de la soie de l'énergie", qui mène à la redécouverte de l'importance géopolitique de la région

La construction d'une ligne stratégique pour la politique étrangère s'est élaborée avec pragmatisme durant les années 1990, passant d'une promotion de la démocratie et du libéralisme économique à l'implication dans l'évacuation du pétrole du bassin caspien puis à une coopération militaire.

L'abordage de la région selon une logique militaire illustre l'importance prise par la logique géopolitique sur une logique uniquement géoéconomique. Cette logique apparaît également plus décisionnelle voire plus opératoire dans la formulation d'une politique américaine dans cette région. L'engagement américain trouve ainsi progressivement une ligne opératoire pour sa stratégie sur ces rivages de l'Eurasie.

L'Administration Clinton avait encouragé les compagnies américaines à investir dans le projet de pipelines entre Bakou en Azerbaïdjan et Ceyhan en Turquie (projet dirigé par la compagnie British Petroleum, avec les compagnies US Unocal et Amoco, et les Saoudiens de Delta Oil), mais aussi le projet entre le Turkménistan et les terminaux pakistanais dans la Mer d'Oman, via Herat et Kandahar en Afghanistan (Unocal et Delta Oil). Avec l'Administration Bush, dont les relations avec les lobbies énergétiques sont régulièrement mises en avant[[25]](#footnote-25) et compte tenu surtout des prévisions concernant les réserves et les consommations d'hydrocarbures pour la première moitié de ce siècle, l'intérêt de la Maison Blanche pour les bordures méridionales de l'Eurasie s'est encore accru depuis le 11 septembre 2001.

***Le Grand Jeu : essai de définition***

*Par le Chef de bataillon DESMIT, à l’Institut Français de Géopolitique.*

*Alors que le terme de "Grand Jeu" revient régulièrement depuis la chute du mur de Berlin pour qualifier les relations entre les deux ex-superpuissances de la guerre froide, il convient, sous la célèbre question "de quoi s'agit-il ?" d'essayer de dresser une définition, c'est à dire de marquer les limites, historiques notamment, de ce que fut le Grand Jeu. C'est ce qu'espère faire l'auteur dans cette tentative qui ne raconte pas le déroulement des relations de puissance entre la Russie et la Grande Bretagne en Afghanistan.*

**« When every one is dead the great game is finished. Not before»**

Rudyard Kipling: Kim . 1901

**«  Penser toujours a l’Inde, n'en parler jamais »,**

Conseil donné en 1894 au jeune Nicolas II par son père, le tsar Alexandre III.

**I - Quand commence vraiment le grand jeu ?**

**Le**

Grand Jeu historique ne s'est développé avec cette conscience de rivalités géopolitiques qu'après 1858.

A cette date, le 2 août 1858, le Parlement britannique transfère à la Couronne les droits de la Compagnie et crée, à Londres, un secrétariat d’État à l’Inde. Présentée comme le rétablissement inéluctable d'un anachronisme (la gestion d'un empire par une compagnie), ou la conséquence de la révolte des Cipayes, il n'est pas innocent que cette reprise en main de la compagnie par la Couronne intervienne dans les temps où la Russie reprend son expansion vers le Sud.

La période précédente des relations entre la Grande-Bretagne et la Russie, si elle n'est pas exempte de rivalités, s'inscrit néanmoins dans la logique de l'équilibre des puissances en Europe, à l'Ouest du continent eurasien, à la suite de la défaite de l'empire napoléonien.

Les deux empires en expansion s'opposent depuis dans la question d'Orient car tout problème intérieur à "l'homme malade de l'Europe" au chevet duquel veillaient des grandes puissances européennes aux politiques contradictoires, risquait de se transformer en crise européenne, comme par exemple lors de l'indépendance de la Grèce (1826-1833) ou de la crise turco-egyptienne déclenchée par Mohammed Ali (1832-1841).

C'est la rencontre de la progression de l'empire russe vers des rivages de mers ouvertes avec un autre empire en expansion, la Grande-Bretagne, qui va déterminer le grand jeu

***Sur la route des indes***

***La Compagnie des Indes et la perle de l'Empire***

Apres la perte du premier empire britannique, lors de la consécration de l’indépendance des États-Unis, en 1783, l’expansion continue d’être, le plus souvent, le fait des compagnies, qui explorent, créent des établissements, concluent des traités, grignotent territoires et influences. Cette expansion a, partout dans le monde, été sous-tendu par la croissance formidable de l’économie industrielle et la nécessité de se procurer marchés, sources de matières premières, champs d’investissements sûrs.

Il convient cependant de consacrer une place à part à la perle indienne de l’empire.

L’Inde conserve jusqu’en 1857 le statut ambigu de dépendance d’une compagnie à charte, la Compagnie des Indes orientales crée en 1600, sur l'initiative du marchand londonien James Lancaster, au capital initial de 80 000 livres, elle-même pourtant soumise au contrôle du gouvernement royal : Depuis 1784, un organisme de régulation, le Board of Control, formé de six conseillers privés de la Couronne, veille à la bonne marche de l’administration; son président fait partie du cabinet et, très autonome par rapport à ses collègues, il est un véritable «ministre de l’Inde».

Née d’une aventure économique, la Compagnie vit le paradoxe d’être devenue avant tout un rouage administratif. Dès 1813, elle a perdu tout privilège pour les échanges Inde-métropole et, en 1833, ses actionnaires convertis en rentiers, elle ne joue plus de rôle commercial particulier.

En fait, le pouvoir politique laisse à une compagnie privée le soin de mettre à exécution les décisions qu’il prend et celle-ci devient la principale courroie de transmission des décisions.

***La révolte des Cipayes***

C’est en partie une politique d’occidentalisation, parce qu’elle se heurte à des résistances locales en touchant aux mœurs et aux croyances, qui aboutit à faire de la mutinerie de militaires locaux, en 1857 (*the Great Mutiny*) un mouvement si puissant que Londres s'en préoccupe. Commencée le 10 mai 1857 à Meerut, près de Delhi, au sein d’un régiment de cipayes, elle s’étend aux provinces du Nord-Ouest, s’appuie sur des mythes comme la promesse de la liberté cent ans après la bataille de Plassey, réhabilite un temps l’autorité théorique du Grand Moghol. Delhi n’est reconquise qu’en septembre 1857 et des combats sporadiques se poursuivent encore quelque temps.

Et, même si la responsabilité de la Compagnie n’est pas évidente, le Premier ministre Palmerston puis son successeur, lord Derby, estiment l’un et l’autre qu’elle constitue un anachronisme malheureux : Le 2 août 1858, le Parlement transfère à la Couronne les droits de la Compagnie et crée, à Londres, un secrétariat d’État à l’Inde.

Dès lors, le rôle considérable du souci de protéger l’Inde, ses voies d’accès, ses pourtours, et le choix de favoriser l’approche des marchés si prometteurs de l’Extrême-Orient déterminent l'ensemble de la politique d'expansion britannique de la Méditerranée à la mer de Chine.

***1815 – 1858 la bascule des intérêts russes de L'Europe a l'Asie***

***La conservation de l'équilibre européen***

Du coté russe, la politique extérieure de la fin du règne d'Alexandre 1er (1801-1825), et le règne de Nicolas 1er (1825-1855) s'inscrivent dans une logique européenne issue de la fin de l'empire napoléonien et de la mise en place du nouvel ordre européen décidé par les vainqueurs au Congrès de Vienne.

Les préoccupations d'Alexandre 1er au lendemain de la défaite des armées de Napoléon sont effectivement européennes : Au Congrès de Vienne, qui se prolongea de septembre 1814 jusqu'au 8 juin 1815, date à laquelle l'acte final fut signé, Alexandre 1er représentait lui-même la Russie, et joua un rôle de premier plan, ainsi que Metternich pour l'Autriche, Castlereagh pour la Grande-Bretagne, Hardenberg, pour la Prusse, et, à la fin, Talleyrand pour la France.

Le souverain russe, qui s'attendait à la « reconnaissance » de l'Europe, que la Russie avait « libérée de Napoléon », qui voulait créer un grand royaume de Pologne, sous le régime de l'union personnelle (c'est-à-dire qu'il en aurait été le roi), obtint effectivement son royaume de Pologne, mais il était plus petit qu'escompté. Alexandre octroya à la nouvelle Pologne une constitution libérale. Il se trouvait ainsi exercer à la fois lesfonctions d'empereur et autocrate russe, de grand-duc constitutionnel de la Finlande, et de roi constitutionnel de la Pologne.

Né en 1796, de dix-neuf ans le cadet d'Alexandre, le nouveau souverain Nicolas 1er fut élevé dans une atmosphère de réaction et de guerres incessantes contre Napoléon. Cette éducation explique en partie qu'il était décidé à défendre l'ordre établi dans sa patrie et tout particulièrement à défendre l'autocratie et qu'il devint également un protecteur de la doctrine légitimiste chez les autres : Nicolas 1er était résolu à maintenir et à défendre l'ordre existant en Europe, tout comme il considérait que c'était son devoir sacré de conserver intactes les institutions de son propre pays. Ces deux missions étaient d'ailleurs liées, et menacées, croyait-il, par la Révolution, à laquelle la défaite finale de Napoléon avait porté un coup sévère, mais dont la menace réapparaissait régulièrement en 1830, en 1848, et en d'autres occasions, cherchant à annuler les traités de 1815. Fidèle à ses principes, l'énergique souverain n'hésita pas à partir en campagne contre l'ennemi. « Policier de la Russie », il devint le « gendarme de l'Europe ».

Certes, peu après l'avènement de Nicolas 1er, la Russie entra en guerre contre la Perse ; le conflit se prolongea de juin 1826 à février 1828 . Le traité de Tourkmantchaï y mit fin en donnant à Saint Petersbourg une partie de l'Arménie, avec Erivan, le droit exclusif d'avoir une marine sur la Caspienne, des avantages commerciaux, et une indemnité de guerre considérable.

Mais la guerre contre la Turquie, puis celle contre la Pologne que la Russie apparaît contrainte de mener, retiennent les préoccupations russes sur des questions qui sont encore essentiellement européennes.

***Les guerres de Turquie et de Pologne***

Quelques semaines après avoir signé la paix avec la Perse, la Russie déclara la guerre à la Turquie. Ce conflit était l'aboutissement d'une crise internationale qui avait débuté en 1821, avec la révolte des Grecs contre les Turcs, la guerre d'Indépendance grecque. Si les Russes avaient traditionnellement de la sympathie pour les Grecs orthodoxes et n'éprouvaient qu'hostilité envers les Turcs, la Russie s'était engagée à maintenir le *statu quo* en Europe.

Le 20 octobre 1827, dans la baie de Navarin, les escadres combinées des Britanniques, des Français et des Russes détruisirent la flotte égyptienne, que son suzerain turc avait fait venir à son secours.

Les hostilités entre Russes et Turcs ne commencèrent pas avant avril 1828 et la Russie obligea l'État ottoman à signer, en 1829, le traité d'Andrinople.

Ainsi, l'empereur russe n'essaya pas de détruire son adversaire d'hier, considérant la Turquie comme un élément essentiel et indispensable de l'équilibre européen : La décision de conserver l'Etat ottoman correspondait aux conclusions réfléchies d'un comité spécial, créé par Nicolas 1er en 1829 pour examiner les nombreux problèmes soulevés par la défaite de la Turquie et l'évolution de la situation dans les Balkans. Le souverain russe fit entièrement sienne l'opinion du comité, selon lequel "les avantages que présentait le maintien de l'Empire ottoman en Europe l'emportaient sur les inconvénients".

Mais les conséquences de cette guerre n'étaient pas terminées : Comme il n'avait pas reçu la Syrie en récompense de l'aide apportée au sultan pendant la guerre de Grèce, le pacha d'Égypte Mohammed Ali se révolta contre son suzerain théorique ; en 1832, une armée égyptienne s'empara de la Syrie et envahit l'Anatolie, écrasant les forces turques. Les appels au secours désespérés du sultan ottoman n'éveillèrent aucun écho dans les capitales européennes, à l'exception de Saint-Pétersbourg.

L'empressement de Nicolas 1er à venir en aide à son ennemi d'hier s'expliquait facilement par les avantages politiques que la Russie pouvait retirer de son intervention. Mais en même temps, la décision correspondait parfaitement aux convictions légitimistes de l'autocrate russe, qui considérait Mohammed Ali comme un rebelle de plus, et de surcroît elle était conforme à la politique adoptée en 1829, qui visait au maintien de l'empire ottoman.

Le 20 février 1833, une escadre russe arrivait à Constantinople et quelques semaines plus tard, dix mille hommes environ débarquaient sur la rive asiatique du Bosphore.

Très préoccupées par cette péripétie inattendue, les grandes puissances s'employèrent de concert à réconcilier la Turquie avec l'Égypte, mirent au point la convention de Kütahya, qui devait être signée par les deux belligérants. Les Russes retirèrent leurs troupes après la signature avec la Turquie du traité d'Unkiar-Skelessi, le 8 juillet 1833. Un accord secret dispensait la Turquie d'aider la Russie en cas de guerre à condition de bloquer les Dardanelles à tout navire étranger : Cette alliance forcée donnait des moyens considérables à la Russie pour peser sur l'avenir de l'empire ottoman. La reprise des hostilités entre la Turquie et l'Égypte en 1839-1840 rendit caduc le traité d'Unkiar-Skelessi. Les puissances européennes agirent ensemble pour imposer un accord aux belligérants, conformément au traité de Londres du 15 juillet 1840, et elles signèrent également, le 13 juillet 1841, la convention des Détroits. Celle-ci, à laquelle participaient la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse, la Russie et la France, réaffirmait que le Bosphore et les Dardanelles seraient fermés, en temps de paix, à tout navire de guerre étranger, et substituait ainsi la garantie internationale des cinq signataires au traité bilatéral conclu entre la Russie et la Turquie.

Les patriotes polonais n'avaient jamais accepté les traités de 1815 qui, loin de faire renaître la Pologne historique, n'étaient à leurs yeux que le « quatrième partage de la Pologne ». Ils refusaient toute espèce de lien avec la Russie. Ils espéraient recouvrer les vastes territoires lituaniens, biélorusses et ukrainiens que la Pologne possédait avant son partage. Pour finir, en 1830, tandis que la révolution s'étendait en Europe, Varsovie se souleva contre les Russes, à la fin novembre. Le commandant en chef des troupes du royaume, le grand-duc Constantin, se montra incapable de faire face à la situation, et bientôt la Pologne échappait totalement au contrôle russe.

Il fallait donc la reconquérir et entreprendre une véritable guerre, puisque les Polonais avaient leur propre armée permanente, qui se rallia à la cause patriotique. Les troupes russes de Paskevitch ne purent faire leur entrée à Varsovie qu'après neuf mois de combats, et il fallut plus de temps encore pour anéantir détachements et bandes patriotiques repoussés dans la dense forêt polonaise, là où la population ne pouvait plus les soutenir.

Les puissances conservatrices, suite aux événements de 1830-1831 en Europe, et, à un moindre degré, aux conflits chroniques du Proche-Orient, se rapprochèrent à la fin de 1833 : Un accord fut réalisé lors de l'entrevue de Münchengrätz, à laquelle assistaient les empereurs de Russie et d'Autriche et le Kronprinz prussien, et peu de temps après à Berlin. Les accords de 1833 avaient donc pour but de protéger non seulement les intérêts immédiats des puissances signataires, mais encore l'ordre établi dans toute l'Europe.

Les interventions russes sont des conséquences d'événements spécifiquement européens, conséquences du Congrès de Vienne, de la préservation du statu quo en Europe y compris le maintien de la domination turque dans le Proche-Orient.

Les interventions de la Russie comme " gendarmes de la réaction " sont également liées aux développements des mouvements des nationalités européennes.

***Les réactions aux révolutions de 1848 - 1849***

La révolution de février 1848 en France ouvrit un nouveau chapitre de la lutte engagée entre l'ancien régime et les forces ascendantes du monde moderne, dans l'Europe du 19ème siècle.

La première intervention contre-révolutionnaire de la Russie eut lieu en juillet 1848, dans les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, où la Russie, agissant pour son propre compte et pour celui de la Turquie, infligea une défaite au mouvement national roumain.

L'intervention russe de l'été 1849 en Hongrie à la demande des Autrichiens fut également victorieuse, ce qui lui valut la haine tenace des Hongrois ; elle était dirigée en partie contre les Polonais, puisque les révolutionnaires polonais combattaient aux côtés des Hongrois.

Mais sa principale justification était la volonté de l'autocrate russe de préserver l'ordre établi en Europe, dont l'Empire autrichien était un des principaux piliers. La Russie prit encore le parti de l'Autriche dans la querelle austro-prussienne, dont l'enjeu était l'hégémonie en Allemagne ; elle aida les Habsbourg à remporter la grande victoire diplomatique que constituait la « reculade d'Olmütz ». Le 29 novembre 1850, les Prussiens renoncèrent à faire cavalier seul en Allemagne et acceptèrent, avec le retour au *statu quo,* la suprématie autrichienne sur toute la région.

### les relations entre la Russie et la Grande-Bretagne

Nicolas 1er fit un effort particulier, pour arriver à s'entendre sans réserve avec la Grande-Bretagne et se rendit personnellement en Angleterre au cours de l'été 1844. Dans un mémorandum officiel russe, préparé par Nesselrode, et que le gouvernement britannique ne contesta pas, il ressortait que la Russie et la Grande-Bretagne étaient d'accord pour maintenir l'État ottoman aussi longtemps que possible, et qu'au cas où sa dissolution serait imminente, les deux parties s'entendraient à l'avance pour répartir les territoires concernés et résoudre les autres problèmes qui pourraient se poser.

Mais les deux principaux points de cet accord (le maintien et le partage de la Turquie) étaient, en un sens, contradictoires, et de ce fait l'entente dépendait entièrement de l'identité, ou au moins d'une grande similitude, de vues des deux partenaires sur la situation au Proche-Orient. En réalité, ils ne furent jamais à l'unisson : Tandis que Nicolas 1er et ses collaborateurs y voyaient un pacte définitif d'importance vitale, pour les Britanniques ce n'était qu'un échange de vues confidentiel, qui n'engageait pas les premiers ministres ou les ministres des Affaires étrangères des futurs gouvernements de Sa Majesté.

***La Russie contre une coalition européenne***

En 1850, un conflit éclata en Terre sainte entre catholiques et orthodoxes, au sujet de certains droits concernant les sanctuaires les plus prestigieux de la chrétienté. Nicolas 1er envoya, en février 1853, le prince Alexandre Menchikov remettre un ultimatum aux Turcs. La querelle des Lieux saints devait être tranchée en faveur des orthodoxes, et la Porte devait reconnaître explicitement les droits de ses nombreux sujets orthodoxes. La Turquie accepta la première exigence, mais refusa d'admettre que la Russie intervînt en faveur des orthodoxes de l'Empire ottoman, car il s'agissait là d'une atteinte à sa souveraineté.

Une fois le conflit engagé, Nicolas 1er se proclama, sans hésitation, le champion de la Croix contre les infidèles. Mais l'agressivité de la Russie à l'égard de la Turquie, peut avoir différentes explications : Les nécessités économiques, par exemple la protection du commerce des céréales de la mer Noire, et/ou le besoin de débouchés au Proche-Orient ou bien des impératifs stratégiques, comme le contrôle des Détroits, et/ou de vastes projets d'expansion, plus ou moins inspirés de Catherine II.

Les combats s'engagèrent, en octobre 1853, entre la Russie et la Turquie. Le 30 novembre, les Russes anéantirent une escadre turque et des transports de troupes au large de Sinope. La Grande-Bretagne et la France s'allièrent alors à la Porte en mars 1854, et le Piémont Sardaigne les rejoignit l'année suivante.

Si l'Autriche s'arrêta juste au seuil de la guerre, elle exerça en revanche de fortes pressions diplomatiques en faveur des alliés. Nicolas 1er se retrouvait seul pour combattre une coalition européenne.

Le 11 septembre 1855, les forces russes abandonnèrent finalement Sébastopol, la ville qui cristallisa la lutte acharnée entre les belligérants. En dehors de la Crimée, il n'y eut de combats que dans le Caucase, où les Russes remportèrent des succès et prirent l'importante forteresse turque de Kars.

Nicolas 1er était mort en mars. Dès le début de 1856, son successeur, Alexandre II, et les alliés, vigoureusement soutenus par l'Autriche sur le plan diplomatique, étaient prêts à conclure la paix. Un congrès international imposant se tint à Paris, pendant un mois, de la fin février à la fin mars. II mit au point le traité de Paris, signé le 30 mars. En vertu de ce traité, la Russie cédait à la Turquie les bouches du Danube et une partie de la Bessarabie, et acceptait la neutralisation de la Bessarabie, c'est-à-dire qu'elle renonçait à y maintenir une marine ou à y construire des fortifications. En outre, la Russie abandonnait ses prétentions à exercer un protectorat sur les orthodoxes de l'Empire ottoman. Les principautés danubiennes recevaient la garantie conjointe des puissances signataires, et une commission internationale était créée pour veiller à la sécurité de la navigation sur le Danube. Le traité de Paris, qui décide la neutralisation de la mer Noire, enregistrait une nette détérioration des positions russes en Europe du Sud Est et au Proche Orient et un recul général de son influence.

L'imbroglio complexe et fatal avec la Grande-Bretagne fut l'une des raisons essentielles de l'erreur de Nicolas 1er, persuadé que sa politique proche orientale était fortement soutenue en Europe.

Pour la Russie, éviter l'anarchie et la révolution produites par des mouvements des libertés qui menaçaient les régimes conservateurs et l'ordre européen à conserver fermement depuis 1815 nécessitait la répartition de territoires à dépecer pendant la lente agonie de l'homme malade de l'Europe. L'idée était que les grandes puissances européennes devaient procéder à une répartition équitable des territoires et des sphères d'influence, dans les Balkans comme dans le Proche-Orient. Cette ligne conservatrice conforme aux idées légitimistes du Tsar avait conduit la politique étrangère russe dans le jeu des politiques de puissances centrales en Europe mais devait mener après la défaite russe en Crimée à des réorientations de ses interventions.

Avec la guerre de Crimée, c'était le monde de Nicolas 1er qui s'écroulait : En Europe, la politique extérieure russe n'avait abouti qu'à des résultats mitigés. En revanche, l'empire des tsars continuait à s'étendre en Asie. L'isolement russe en Occident contribue largement à déplacer les intérêts russes de l'occident vers elle-même et à une nouvelle progression vers l'est et le sud.

Sous le règne d'Alexandre qui commença avec la fin de la guerre de Crimée et la conclusion du traité de Paris, le territoire de l'empire s'étendit considérablement au Caucase, en Asie centrale, et en Extrême-Orient.

Au final, ce sont bien les années 1856-1858, en coïncidence avec la date retenue pour la Grande-Bretagne, qui marquent pour la Russie une étape majeure, celle d'une fin d'une politique européenne et d'un repli en Eurasie et l'application d'efforts sur le flanc sud de la Russie.

Du coté russe, les effets du blocus des côtes du sud des Etats-Unis décidé le 19 avril 1861 par A.Lincoln président des Etats-Unis en fonction depuis le 4 mars dans le cadre de la guerre de sécession poussèrent les Russes à rechercher des terres productrices de coton, vers le sud, l'Asie centrale, notamment. L'industrie cotonnière russe qui ne dispose pas de stock comparable à ceux de l'Angleterre connaît en effet une croissance rapide et continue en Russie depuis la première moitié du 19ème siècle. Elle est, de plus, au cœur de la politique de modernisation et de reformes promise par le manifeste d'Alexandre II annonçant la fin de la guerre de Crimée : Contrairement aux vieilles manufactures de lin de possessions seigneuriales, le coton est traité dans des entreprises capitalistes employant des travailleurs libres, dont les salaires, assurément bas, ne cessent cependant de monter. La place du coton dans la modernisation voulue par le nouveau tsar constitue un enjeu primordial et la chute de l'approvisionnement américain détermine le maintien de la poussée russe en Asie.

**II - Quand se termine le Grand Jeu ?**

L'unification de l'Allemagne en 1871, que le gouvernement tsariste avait plutôt facilité, créait une situation nouvelle pour les deux empires : Le rapport des forces en Europe évoluait de façon défavorable pour la Russie comme pour la Grande-Bretagne.

Certes, une nouvelle alliance, dite Entente des Trois Empereurs, formée en 1872 et 1873, incorporait la Russie et l'Entente pouvait être considérée comme une résurgence de la vieille alliance des monarchies conservatrices d'Europe orientale pour préserver l'ordre existant. Mais ce n'était plus Alexandre 1er ou Nicolas 1er qui était à la tête de la coalition des conservateurs : La direction de la nouvelle alliance revenait à Bismarck. En outre, les intérêts russes et allemands ne coïncidaient pas sur un certain nombre de points importants. L'Entente des Trois Empereurs échoua sur la question turque et balkanique, qui entraîna, dans les années soixante-dix, une série de crises internationales, et une nouvelle guerre entre la Russie et l'Empire ottoman. La révolte de la Bosnie et de l'Herzégovine, en juillet 1875, contre la domination turque s'étendit à toute la péninsule des Balkans. Enfin, la Russie avait beaucoup plus de mal à faire prévaloir sa politique en 1881 que cinquante ans auparavant.

La fin du siècle fut également marquée par une prise de conscience de plus en plus aiguë de la concurrence allemande par Londres. Sur le plan industriel, le Reich avait depuis une bonne dizaine d'années surpassé l'Angleterre dans plusieurs secteurs. En Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, les marchands allemands, n'hésitant pas à recourir au dumping pour fidéliser leur clientèle, ravissaient des parts de marché aux Anglais. L'Allemagne, entrée tardivement dans la course aux colonies, se trouvait en conflit avec les intérêts britanniques. Enfin, la Triple Alliance, qui associait Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie, était en place depuis 1882.

La diplomatie britannique depuis le congrès de Vienne était restée sur sa ligne directrice de s'engager le moins possible dans les affaires continentales, veiller à ce qu'aucun État ne fût en position d'hégémonie, et se consacrer prioritairement aux horizons lointains. Mais avec des acteurs dont les rôles étaient répartis d'une toute autre façon que dans la grande coalition anti-napoléonienne de 1814, il lui fallait de nouveau faire face aux appétits de domination d'une grande puissance menaçant de mettre à mal l'équilibre européen.

Certes, la loi de 1889 sur la défense navale (*Naval Defence Act),* fixait la règle dite du" double étalon " *(two-power standard)* d'entretenir une flotte supérieure à celles des deux autres grandes puissances navales réunies. Mais cette certitude même se vit à son tour mise en question lorsque le *Kaiser* Guillaume II, décidant que « l'avenir de l'Allemagne était sur les mers », lança en 1898 un ambitieux programme de construction navale -plus de 70 bâtiments, dont 36 cuirassés -qui fut revu encore à la hausse en 1906 et 1912.

Dès 1905, une base navale était installée à Scapa Flow, sans autre fonction que de protéger manifestement les îles Britanniques de l'invasion que prophétisaient sans relâche le *Dail*y *Mail* et le *Mirror* tandis que le roman de politique-fiction de William LeQueux " L'Invasion de 1910 " *(The Invasion of* 1910), devenait un véritable succès de librairie en 1906[[26]](#footnote-26).

Pour briser son isolement, la diplomatie anglaise avait également procédé à une véritable révolution en se rapprochant de la France, puis de la Russie. La persévérance française permit en 1907 la constitution d'une Triple Entente avec l'Angleterre et la Russie après la signature d'un compromis en Asie centrale.

L'accord de 1885 faisant de l'Afghanistan un État-tampon entre les deux impérialismes rivaux ne mit fin que provisoirement à la crise anglo-russe. Celle-ci est relancée par l'occupation par les Russes en 1890-1895 des vallées du Pamir, proches du cours supérieur de l'Indus.

Mais les défaites russes de 1905 face au Japon, affaiblirent son influence, notamment au Moyen-Orient et en Asie face à l’Angleterre.

Devenue le brillant second dans l’alliance franco-russe, alors qu’elle en était l’élément majeur de 1893, elle se rallia à l’entente franco-anglaise face à la montée en puissance de l'Allemagne et signa avec l’Angleterre la convention du 18 août 1907 qui faisait entrer l’Afghanistan et l’Iran méridional dans la zone d’influence de cette dernière et laissa l'Angleterre maîtresse du jeu à Kaboul. Ce compromis de 1907 au sujet des régions où les intérêts des deux puissances entraient en conflit, marquait un tournant dans la politique étrangère des deux empires qui s'orientaient désormais vers des relations plus cordiales face à l'émergence d'une menace supérieure en Europe, et marque la fin du Grand Jeu.

L'Afghanistan, "tombeau des empires[[27]](#footnote-27)", établi en Asie centrale comme un Etat tampon entre les possessions des deux empires fut au centre du Grand Jeu. Mais de manière plus large, c'est généralement l'Asie centrale qui apparaît comme étant le petit échiquier pour le Grand Jeu. Mais qu'est ce que l'Asie Centrale et par delà cette question quelles sont les limites territoriales de ce grand jeu ?

**III -Les limites territoriales du grand jeu et les limites de l'Asie Centrale**

Ce travail de définition des territoires n'apparaît pas anodin, car l'annotation des cartes ou les appellations de territoires révèlent ou gênèrent des représentations géopolitiques.

Le nouveau grand jeu du 21ème siècle, ne se déroule pas qu'autour de l'Afghanistan, Etat emblématique du grand jeu historique : Les nombreux think-tanks américains qui travaillent sur cette partie du monde décrivent dans l'acronyme CASC signifiant Central Asia and South Caucasus, une nouvelle entité géographique centrée sur la mer Caspienne. D'un autre coté, comme il a été spécifié par le ministre de la Défense de Russie Sergei Ivanov, les territoires sur lesquels s'implantent des organisations terroristes incluent "le Moyen-Orient ; les Balkans, la Somalie ainsi qu'un certain nombre d'Etats en Asie et dans le Caucase" : L'Afghanistan des talibans était un des rares États au monde à avoir reconnu l'indépendance de la Tchétchénie, en avril 2000. Déjà, sous Clinton et pour obtenir des sympathies américaines, la presse russe avait cherché à attirer l'attention internationale sur une déclaration de Chamil Bassaev, un des principaux chefs de la guérilla tchétchène qui aurait offert d'accueillir Oussama Ben Laden en Tchétchénie, s'il devait être contraint de quitter l'Afghanistan. Plus largement, les dirigeants russes sonnaient l'alarme en faisant valoir qu'un grand arc de subversion et de déstabilisation internationale basé sur l'extrémisme islamique s'étendait d'Est en Ouest, et allait des Philippines (avec référence au groupe Abou Sayaf) en passant par l'Afghanistan, l'Asie centrale ex- soviétique, la Tchétchénie, jusqu'au Kosovo et plus récemment en Macédoine. Leur opposition à l'UCK, au Kosovo, se fondait en partie là-dessus.

Dans la Grande Alliance [[28]](#footnote-28), les auteurs incorporent dans un même ensemble des territoires du Caucase et du Moyen Orient, définissant une aire géographique qui montre l'étendue des territoires, du sud du continent eurasien, objet et enjeux des relations spécifiques actuelles entre Moscou et Washington.

Le fait que les Etats-Unis incorporent dans l'Asie centrale non seulement les 5 républiques soviétiques et l'Afghanistan n'apparaît pas négligeable [[29]](#footnote-29) : Aux Etats-Unis, la convention de représentation de l'Asie centrale, restreinte aux cinq Etats issus de l'Union soviétique, est concurrencée dans les analyses stratégiques et la pratique de relations internationales par une représentation élargie qui apparaît, éventuellement plus opératoire, et en tous cas très révélatrice du changement de perception de l'Asie centrale. Les notions de Grande Asie centrale ("Greater Central Asia") ou d'Asie de l'intérieur ("Inner Asia[[30]](#footnote-30)") apparaissent plus pertinente chez certains analystes, y compris en France.

La géographie actuelle prend un concept d'Asie centrale limitée aux **5 républiques ex-soviétiques d'Asie centrale**

L'expression " Asie centrale " s'applique généralement à l'une des grandes régions du continent asiatique qui couvre un espace de près de 4 millions de km² peuplé de 53 millions d'habitants. L'espace, trait d'union entre plusieurs aires culturelles, est divisé en cinq Etats, créés par l'administration soviétique entre 1924 et 1936, et qui sont devenus indépendants en 1991 : Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Produits administratifs de la période soviétique, cinq nouveaux États sont ainsi apparus sur la carte politique de l'Asie centrale. Proclamée dans la plupart des cas à contrecœur, l'indépendance leur fut internationalement reconnue dès les premières semaines de 1992, avec l'adhésion à l'Organisation des Nations Unies.

L'Asie centrale est délimitée à l'est et au sud par les montagnes du Tian Shan, du Pamir et de l'Elbrouz ; à l'ouest par la mer Caspienne. Au nord, aucune obstacle - sinon l'immensité de ces étendues- ne vient séparer les steppes kazakhes des plaines russes, ce qui aura constitué, à partir de la fin du XVIIIe siècle un facteur propice à la pénétration russe.

Compte tenu de la diversité des populations et de leur imbrication dans un même espace géographique, le découpage territorial mis en œuvre à partir de 1924 par les communistes de Moscou pour constituer des républiques socialistes, au sein de la structure fédérale de l'Union des républiques socialistes soviétiques, pouvait difficilement échapper au risque d'arbitraire. L'exercice commencé en 1924 a connu des remaniements en 1929 et 1936 pour aboutir à la carte politique actuelle. Il obéissait à une volonté de rupture par rapport à l'organisation coloniale tsariste, articulée autour de deux gouvernorats -« des steppes » (capitale Orenbourg) et du Turkestan (capitale Tachkent) et de deux protectorats, Boukhara et Khiva. Il rompait également avec les structures pré coloniales : les trois Etats préexistants -Khiva, Boukhara et Kokand- organisations considérées comme féodales, qu'il était évidemment inconcevable de reconstituer.

Alors que la géographie désigne l'Asie centrale comme une zone spécifique, durant la période soviétique, l'Asie centrale n'était plus qu'un concept incertain, sa centralité même n'étant plus qu'un souvenir. Elle n'était plus habituellement perçue que comme le ventre mou d'une URSS ayant cherché à briser les vieilles attaches de la région avec ses marges méridionales, iraniennes et afghanes en particulier. La fin de l'Union soviétique réinsère l'Asie centrale dans sa géographie, celle notamment d'un centre de la périphérie : L'Asie centrale est redevenue l'une des pierres angulaires de l'équilibre géopolitique de l'Eurasie, sa réouverture suscitant à nouveau nombre de curiosités et d'intérêts stratégiques, économiques et culturelles.

Un nouveau concept dans lequel l'Asie centrale sort du cadre strict des cinq républiques issues de l'URSS: Du Xinjiang chinois au Baloutchistan iranien, des berges de l'Ienisseï à celles de la mer Caspienne, des monts ouraliens aux contreforts himalayens du Pamir, l’Asie médiane est un ensemble homogène géographiquement et historiquement, dont la naissance politique rééquilibre le continent asiatique, divisé intellectuellement en quatre ensembles inégaux aux contours souvent flous ( Proche-Orient, subcontinent Indien, Chine ; Sibérie, ou encore Asie arabo-persique, l'Asie indienne et l'Asie confucéenne).

Le résultat de l'effritement communiste est la réapparition d'un nouvel espace, au cœur même du continent, situé au confluent des influences perses, indiennes, chinoises européennes, là où tour à tour Mongols, Seldjoukides, Perses installèrent de brillants empires, là où Russes, Anglais, puis, Soviétiques, Iraniens, Américains se livrèrent au « grand jeu » des partages d'influence : **l'Asie médiane**[[31]](#footnote-31).

L'Asie médiane, est ceinturée par de vastes zones hostiles la délimitant précisément dans un ensemble géographique homogène. Au Nord, l'immense taïga sibérienne, de Kazan au lac Baïkal. A l'Est, le désert de Gobi et l'arc himalayen. Au sud, les déserts du Baloutchistan, les monts Zagros et le grand désert salé d'Iran. A l'Ouest la mer Caspienne et les monts de l'Oural. Cette ceinture, souvent difficilement franchissable, enferme un espace relativement homogène de zones fréquemment arides, voire désertiques, Takla-Makan chinois, Kara Koum turkmène, Kiril Koum ouzbéko-kazakh...et majoritairement dépourvues de reliefs, à l'exception de la grande déchirure des chaînes du Tian Chan et de l'Hindou Kouch, au sud-est.

Ainsi, l'Asie médiane ne peut pas être envisagée sans y adjoindre trois espaces annexes, dont les intérêts lui sont, à des degrés divers, liés : le monde caucasien, la Sibérie méridionale, le Xinjiang chinois.

De même, François Thual[[32]](#footnote-32) reprend la définition au sens large de l'Asie centrale en incorporant aux cinq républiques de l'Asie Centrale issues de l'union soviétique, le Xinjiang chinois, la Mongolie et l'Afghanistan dans un même ensemble.

Et ainsi se dessine une aire plus large.

Alexandre Adler, dans le numéro 486 de Courrier International, du 24 février 2000 établissait lui aussi une liaison entre les différents ensembles selon le faisceau de la route de la soie "Crise et basculement du régime iranien, atrocités russes assez systématiques en Tchétchénie pour sans doute asservir durablement à Moscou tous les peuples du Caucase, blocage du processus de paix israélo-syrien et montée des conflits indo-pakistanais, depuis le Panjshir afghan jusqu'au Cachemire indien. Ce sont là des processus bien distincts, dont les origines sont parfaitement séparées dans le temps et dans l'espace et qui, pourtant, vont à présent jouer en phase pour bouleverser la scène de cette Eurasie moyenne qui encadre l'ancienne route de la soie d'Alep en Syrie, à Kachgar au Xinjiang, de Kiev en Ukraine, aux frontières de la Chine ou encore de Bassorah à Bombay, avec un nœud névralgique (et pétrolier) autour de la Caspienne entre Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, à l'ouest, et Samarkand, à l'est, cité sainte des Turcs et des Iraniens d'Asie centrale, et Téhéran, centre de gravité de toute l'affaire au beau milieu."

Alors il convient finalement de reprendre la définition du **cercle de Samarcande** telle qu'elle est posée en ces termes par J.-L. Racine dans le numéro 84 de la revue Hérodote du même titre "En dessinant aujourd'hui le cercle de Samarcande, un cercle imaginaire de 2000 kilomètres de rayon, que traversaient de part en part les pistes caravanières de la route de la Soie, on (…) voudrait simplement aider à replacer l'Asie centrale d'aujourd'hui dans son contexte historique ineffaçable, et à insérer du même coup les républiques depuis peu indépendantes dans leur nouveau cadre géopolitique. Pas si nouveau que ça ajoute l'auteur, la disparition des frontières soviétiques permet aux États indépendants de renouer des liens à longue distance qu'avait amoindris et contrôlés le régime antérieur. L'espace reste le même, de la Turquie au Pakistan et à l'Inde, du golfe Persique à la Chine, mais la donne est changée dès lors que Moscou n'est plus le seul maître des destinées centrasiatiques. La figure du cercle rappelle utilement quelles sont les proximités premières. Et toutes les relations qui comptent aujourd'hui pour les États d'Asie centrale ne se laissent pas enfermer dans ce cercle".

**IV - En guise de conclusion pour cet essai de definition**

***L'acception "historique" de la définition***

Si les limites temporelles mentionnées si dessus, qui ont l'avantage d'avoir un sens à la fois pour l'empire russe et l'empire britannique peuvent faire l'objet de débats interminables entre historiens, il est clair que les limites territoriales de ce que fut le Grand Jeu sont fonctions des noms donnés à des ensembles géographiques et que ces noms traduisent parfois des ambitions géopolitiques, souvent des représentations induites.

Dans le même esprit, le terme de Grand Jeu connu lui-même plusieurs acceptions.

Mais le Grand Jeu "historique" désignerait une période courte de l'histoire des relations entre deux **empires en** **expansion**, sur les rivages méridionaux de l'Eurasie, sur **le centre de la périphérie méridionale du continent eurasien,** sans **jamais s'affronter militairement**, et alors que **l'enjeu majeur**, celui de l'équilibre des puissances en Europe, **n'est pas troublé.**

La perception d'une montée des ambitions de la Prusse et d'une modification de l'équilibre européen marque la fin du Grand Jeu "historique", au sens de rivalités entre les empires de Londres et de Saint Petersbourg sur les territoires de l'Asie centrale.

La révolution russe de 1917 et la consolidation du communisme dans un seul pays empêcha probablement la reprise du Grand Jeu dans toute son acception historique après la Première Guerre mondiale : Le Grand Jeu limité à l'Asie Centrale entre Londres et Saint Petesbourg se termine bien avec le compromis de 1907.

***Vers d'autres acceptions ?***

En 1919, une troisième guerre anglo-afghane fut déclenchée par le roi Amanollah décidé à refouler la tutelle pressante que l'Angleterre faisait peser sur l'Afghanistan. À l'issue de cette guerre, le roi se lança dans la modernisation de son pays à l'imitation d'Atatürk et réussit à contenir les prétentions anglaises. Pendant dix ans, Amanollah entretint des relations très suivies avec l'U.R.S.S., bien que son pays servît de refuge aux révoltés de l'Asie Centrale soviétique qui fuyaient le communisme. Ce rapprochement diplomatique ne modifia pas le statut d'État Tampon de l'Afghanistan, ni sa fonction géostratégique de frontière entre le monde indien de l'empire britannique et le monde de l'Asie Centrale, désormais communiste. En 1929, Amanollah fut renversé à l'instigation des Anglais et Kaboul se réorienta, jusqu'en 1947, vers l'Inde anglaise.

Mais les deux acteurs prolongent surtout la partie sur une autre portion de l'échiquier : En Perse (puis en Iran), objet de la convention de 1907, se continue une partie du Grand Jeu jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une transition qui lie les deux acceptions. Car, ces rivalités de pouvoirs sur ces territoires, contrairement à l'Asie Centrale, se déroulent désormais sur fond de question pétrolière.

A tour de rôle, Anglais et Russes obtinrent des concessions extraordinaires qui mirent pratiquement entre leurs mains toutes les ressources de l’Iran ; la plus spectaculaire fut le contrôle par les Anglais de la recherche et de l’exploitation des pétroles en Iran du Sud (1901) et la création de l’Anglo-Persian Oil Company (1909) ; à l’Imperial Bank of Persia (anglaise) s’opposait la Banque d’escompte de la Perse (russe) ; à cela s’ajoutaient la domination politique des Anglais sur le sud du pays, celle des Russes sur le Nord.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans le sud du pays, les Anglais avaient étendu leur contrôle et pensaient pouvoir imposer leur autorité au gouvernement de Téhéran : le traité anglo-iranien du 9 août 1919, qui finalement, ne fut pas ratifié, visait à instituer leur protectorat sur l’ensemble de l’Iran, en profitant du retrait des russes. Mais, les provinces d’Azerbaïdjan iranien et du Ghilan se révoltèrent, et cette dernière se proclama même, en mai 1920, république soviétique du Ghilan.

De nombreux incidents éclatèrent dans la région de Téhéran au cours de l’automne et de l’hiver 1920-1921 ; des tentatives de complots eurent lieu, mais sans résultat, jusqu’à ce que l’une d’elles, dirigée par Seyyed Ziya ed-Din et soutenue par le colonel Reza khan, de la division «cosaque», réussisse à s’imposer à Téhéran le 20 février 1921 et prenne en main le pouvoir.

Seyyed Ziya ed-Din obtint le 26 février 1921 la conclusion d’un traité soviéto-persan, par lequel les Soviétiques renonçaient aux avantages acquis autrefois par les gouvernements tsaristes, mais en échange se voyaient accorder un droit d’intervention armée en Perse, au cas où leur sécurité serait menacée par une intervention étrangère dans ce pays, et l’interdiction pour les Persans de concéder à des étrangers autres que soviétiques des concessions pétrolières dans les cinq provinces du nord.

Mais sa politique heurtait trop d’intérêts en place et ne plaisait guère aux Britanniques. Trois mois après sa nomination, Seyyed Ziya ed-Din dut donner sa démission et même quitter le pays.

Cependant Reza khan demeurait à la tête de l’armée et, ses succès obtenus, par exemple dans la restauration de l’autorité gouvernementale, valurent à Reza khan un grand prestige et une influence croissante : Il aurait été assez tôt «protégé» par les Anglais, le général Ironside, ou sir Percy Loraine. Le 28 octobre 1923, Reza khan fut nommé Premier ministre. Comme l’avait fait Mustafa Kemal en Turquie, Reza khan envisagea de proclamer la république en Perse en 1924 ; mais il se heurta à l’opposition des milieux traditionnels et conservateurs, en particulier des milieux religieux. Reza khan obtint néanmoins la déposition du Shah et fut nommé président du gouvernement provisoire le 31 octobre 1925 puis se fit décerner la couronne royale le 12 décembre 1925 ; ainsi fut fondée la nouvelle dynastie des Pahlavi.

Pour améliorer les finances de l’Iran, il annonça en 1932 le retrait de toutes les concessions de l’Anglo-Persian Oil Company et, devant les menaces britanniques, porta l’affaire devant la Société des nations : Finalement un accord fut conclu en 1933, par lequel les royalties versées au gouvernement iranien étaient accrues, tandis qu’était réduit le périmètre d’exploitation de l’A.P.O.C. (devenue plus tard l’A.I.O.C., Anglo-Iranian Oil Company) ; toutefois la compagnie voyait renouveler sa concession pour soixante ans.

Avec l’Union soviétique, les relations furent relativement calmes : un traité de neutralité et de garanties réciproques fut signé le 1er octobre 1927 et une compagnie mixte irano-soviétique créée pour l’exploitation des pêcheries sur la côte méridionale de la mer Caspienne. Cependant le Parti communiste iranien, fondé en 1920, fut interdit en 1931 et, par la suite, des dirigeants communistes iraniens furent arrêtés et jugés, notamment au cours des procès de 1937.

Lorsque se déclencha la Seconde Guerre mondiale, malgré un rapprochement avec l’Allemagne hitlérienne durant les années 30, l’Iran se déclara neutre et le demeura jusqu’à la fin du mois d’août 1941. L’attaque allemande contre l’Union soviétique, le 22 juin 1941, fit de l’Iran le lieu de jonction des Britanniques et des Soviétiques, de nouveau alliés contre un Reich allemand. En effet, en comparaison avec Odessa puis Mourmansk, l’Iran était la voie la plus pratique pour faire parvenir des armes aux Soviétiques, et d’autre part les Britanniques tenaient à protéger les pétroles de l’A.I.O.C. et la route de l’Inde, menacés par l’avance allemande vers le Caucase.

Dès juillet 1941, Britanniques et Soviétiques envoyèrent à Reza shah une note diplomatique demandant l’expulsion des ressortissants allemands : devant le refus du shah, les deux puissances alliées, avec l’appui des États-Unis, se déclarèrent alors contraintes d’intervenir militairement en Iran, sans pour autant vouloir porter atteinte à la souveraineté du shah ni à l’intégrité territoriale du pays. Le 25 août 1941, les armées britanniques pénétraient dans le sud et l’ouest de l’Iran et s’installaient au Khouzistan et au Kurdistan, tandis que les armées soviétiques occupaient le Nord, notamment les provinces d’Azerbaïdjan et du Khorasan.

Le 29 janvier 1942, malgré l’opposition de plusieurs députés, un traité d’alliance fut signé entre l’Iran, la Grande-Bretagne et l’Union soviétique ; ces deux dernières puissances s’engageaient notamment à défendre l’Iran contre toute agression, à sauvegarder et à respecter son intégrité territoriale et son indépendance politique, à évacuer leurs troupes du pays au plus tard six mois après la suspension des hostilités. C’est à Téhéran que se réunirent pour la première fois Roosevelt, Churchill et Staline, à la fin de novembre 1943.

Après la guerre, les Britanniques, appliquant le traité de 1942, retirèrent leurs troupes d’Iran avant le 2 mars 1946. En revanche, dans leur zone d’occupation, les Soviétiques avaient facilité la création de partis politiques favorables à leur cause, le parti *Tudeh* («la masse»), le Mouvement démocratique d’Azerbaïdjan et le Mouvement pour l’autonomie kurde, par l’intermédiaire desquels ils dirigeaient les provinces azéries et kurdes, interdisant toute intervention des autorités politiques et militaires iraniennes. Et à la fin de la guerre, les Soviétiques favorisèrent la formation de gouvernements autonomes en Azerbaïdjan et au Kurdistan iraniens (nov. 1945), tout en refusant d’évacuer leurs troupes.

Un accord fut conclu en avril 1946 entre l'URSS et l'Iran : contre l’évacuation des troupes russes, l’Iran octroyait une concession pétrolière aux Soviétiques dans le nord du pays. Si les Soviétiques retirèrent bien leurs troupes en mai 1946, ils n’en continuèrent pas moins à exercer une pression politique.

La Seconde Guerre mondiale avait cependant établit un nouveau système international dans lequel, cette fois, la modification portait sur le repositionnement de la Grande-Bretagne : Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Grande Bretagne est contrainte de renoncer à ce rôle d'acteur majeur sur l'échiquier mondial en deux étapes : La guerre civile grecque conduit Londres à demander à Washington d'endosser ce rôle. Puis, à l'occasion de la crise de Suez de 1956 qui révèlent l'importance des deux superpuissances (atomiques) que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique, elle renonce à toute influence à l'Est du Nil.

Puis ce terme fut également utilisé pour décrire les relations entre Moscou et Washington sur les rivages méridionaux du continent eurasien dès le début de la guerre froide lors de la guerre civile en Grèce de la fin de la Seconde Guerre mondiale, où la Grande Bretagne, sortie exsangue d'une longue lutte contre l'Allemagne nazie, passe d'ailleurs "le relais" aux Etats-Unis pour une politique de containment.

Peu après, l’Iran adhéra au pacte de Bagdad (oct. 1955) dont faisaient également partie la Turquie, l’Irak, le Pakistan et la Grande-Bretagne. Ce pacte est devenu le Cento : Central Treaty Organization en 1959, après le retrait de l’Irak ; les États-Unis participaient aux commissions militaires et économiques du pacte, et conclurent avec les États membres des accords bilatéraux de coopération militaire et économique en mars 1959.

Pris dans un sens large, ce Grand Jeu qui avait débuté il y a plus de cent ans se poursuivait : Il avait vu s'affronter successivement l'Empire russe, l'Empire soviétique puis l'U.R.S.S. avec l'Empire anglais, puis l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur ces bordures méridionales de l'Eurasie.

Après la chute de l'Union soviétique, le terme est utilisé pour décrire les enjeux du désenclavement des ressources en hydrocarbure du bassin de la Mer Caspienne vers les marchés occidentaux ou asiatiques selon des routes, plutôt occidentales pour Washington, qui doivent en tous cas éviter la Russie et la République islamique d'Iran.

Après les attentats du 11 septembre 2001, il est employé pour décrire les rivalités entre les grandes puissances en Asie centrale.

On en arrive presque à une représentation géopolitique globale censée fournir une grille de lecture immuable et explicative des applications de forces de certains Etats dans une direction et dans un temps donnés[[33]](#footnote-33), celle de la lutte du centre de l'espace terrestre contre l'océan global, sur les rivages eurasiens décrite par l'école de géopolitique anglo-saxonne, et en particulier par N.J. Spykman (1893-1943), dont certains auteurs estiment qu'il a contribué à la théorie du containment.

S'il convient de manier avec prudence tout schéma systématique menant à des conclusions rapides sur "l'éternel recommencement de l'histoire" et toutes mises en équation des relations internationales aboutissant à une vision linéaire de celles-ci, force est de constater que cette théorie géopolitique, qui peut éventuellement inspirer des politiques de puissances, est à même de rendre compte d'évènements historiques se déroulant sur ces territoires et de leur perception par les protagonistes, à cette échelle d'analyse. Car, au final, aujourd'hui encore, en relations internationales, c'est aussi le terrain qui commande.

***OST sans repères, officier qui se perd***

*Par le Commandant de VICQ de CUMPTICH*

**P**

réfaçant l’ouvrage *Conscription et Armée de métier* de Bernard BOENE et Michel-Louis MARTIN, Pierre DABEZIES écrivait en 1991 que : « la spécificité militaire, due à la mission unique des armées, n’empêche nullement la diversité ». En septembre 2002, vingt deux jeunes diplômés du troisième cycle universitaire, dont cinq jeunes femmes, intégraient l’École Spéciale Militaire de Saint-Cyr dans le cadre d’une nouvelle réforme visant –selon les propos tenus à la fois par les politiciens venus le présenter dés novembre 2000 et par le commandement chargé de sa mise en œuvre- à élargir le vivier de recrutement des futurs cadres de l’Armée de Terre. Dix ans après les propos de Pierre DABEZIES et presque vingt ans après que la scolarité de l’ESM a été passée de deux à trois années voici que dans la continuité de la création en 1988 d’une filière d’accès à Saint-Cyr pour les titulaires d’un diplôme du second degré de l’enseignement supérieur, une énième réforme se proposait de concourir à l’élargissement de la diversité du recrutement. Un peu comme si l’Institution avait honte d’une homogamie de recrutement de ses officiers que d’aucuns pourraient stigmatiser comme autant de manifestations patentes de cet « espace social nécessairement réduit, société partielle, étroite et bien liée » telle que la décrivait l’historien Raoul GIRARDET[[34]](#footnote-34) ou de ce que d’autres appelleraient volontiers un désir obsessionnel et compulsif de se comparer au monde civil par peur d’en être rejeté, rompant ainsi avec le sacro-saint lien Armée-Nation tant de fois mis en exergue mais tant de fois galvaudé ! Aujourd’hui, la première « promotion » de ceux que l’on a affublé du sobriquet d’OST pour Officiers Sur Titre- mais que d’aucuns n’hésitent pas à considérer comme des Officiers Sans Traditions[[35]](#footnote-35)- a quitté l’école depuis un an et s’apprête à quitter les différentes écoles d’application où ses membres ont été répartis pour entamer leur carrière d’officier. Ou tout au moins ce qu’il reste de la dite « promotion », puisqu’un certain nombre des officiers issus de ce nouveau mode de recrutement ont déjà démissionné avant même de rejoindre les corps de troupe. Qu’on le considère comme relatif ou qu’on appuie sur sa totalité, cet échec – car comment qualifier autrement le départ si précoce de jeunes officiers ?- ne peut laisser indifférent. Que l’on explique ces démissions par la jeunesse de la réforme en prétextant qu’il faut laisser le temps au temps ou que l’on joue les Cassandre affirmant qu’ils l’avaient bien dit, chacun y va de sa théorie. Nous nous appuierons pour notre part sur celle de la déviance, partant du principe qu’en labellisant par le règlement les OST comme des Saint-Cyriens comme les autres tout en les isolant du groupe dont ils sont sensés intérioriser les valeurs, l’Institution a peut être préjugé des mécanismes de la construction identitaire ; ignorant ce soin qu’ont la plupart des sociologues, ainsi que le souligne Erving GOFFMAN[[36]](#footnote-36), de «montrer comment l’individu est façonné par les groupes, comment il s’identifie à eux et comment il dépérit s’ils ne lui apportent pas le soutien émotionnel qu’il attend. » Parallèlement à la déviance, un autre concept peut aider à donner une assise théorique à la réflexion, concept presque dialogique du premier, à savoir celui des représentations sociales. Pourquoi appliquer cette dernière théorie à une école comme l’ESM ? Parce qu’il s’agit avant tout d’une école s’appuyant sur une forte tradition, régit par une stabilité et soudée par des coutumes, des croyances et des rituels collectifs, à l’instar de ces sociétés dites traditionnelles dans lesquelles le père de la sociologie française, DURKHEIM, et ses successeurs ont recherché les valeurs collectives de la société. Ce même DURKHEIM pour qui la notion de représentation pouvait être cernée au moyen de deux termes : le consensus et la conformité.

Or c’est bien à un problème de conformité – ou plutôt de non-conformité- que sont confrontés les OST vis-à-vis du modèle classique et attendu du Saint-Cyrien. En effet, même si les motivations au recrutement des OST paraissent en première approche assez voisines de celles qui ont pu être observées chez les autres saint-cyriens, à la réserve prés qu’étant plus tardives elles sont également plus fragiles ou tout au moins aisément assujetties à la déception, l’absence de repères pour fixer symboliquement l’espace Saint-Cyrien et s’y fixer soi-même dans le cadre d’une construction identitaire réussie grève presque de façon rédhibitoire l’intégration de cette population différente dans la famille saint-cyrienne.

Au cours de leur année de scolarité aux Écoles de COETQUIDAN, la population des Officiers Sur Titre a fait entre autres l’objet d’une étude menée par le LARES, Laboratoire de Recherches Economiques et Sociales, de l’université de Rennes II. C’est cette même étude qui a servi de cadre pour un mémoire dont sont tirées les quelques réflexions qui suivent.

**Recrutement entre choix sous influence et choix personnel mûrement réfléchi**

Dans la tentative de découvrir les fondements de la construction du projet « Saint-Cyr » chez les jeunes gens recrutés à Bac + 5 en 2002, leur propre vision, du moins celle qui transparaît des entretiens, peut permettre quelques éclaircissements. Parmi celles ci, on peut dégager une constante à peine voilée : quel que soit le sous-groupe auquel il appartient, à savoir milieu originel « militarisé » ou non, la quasi-totalité des personnes interrogées rejette avec plus ou moins de force toute idée d’influence extérieure sur leur décision. Pourtant, la même tendance majoritaire se dégage lorsqu’il s’agit de reconnaître l’influence du milieu familial, des grands-parents ou de la proche parenté si ce n’est des parents eux-mêmes ou celle de la proximité du milieu institutionnel à l’instar de certains qui possédaient casernes, quartiers ou écoles militaires dans leur environnement spatial familier.

En résumé, à l’issue des entretiens, s’est insinuée la conviction que le nombre des personnes ayant un milieu familial « militarisé », ou tout au moins dans lequel l’armée bénéficiaient généralement d’une certaine sacralisation, était bien plus important que ne le montraient les statistiques « brutes » fournies par le commandement au début de l’enquête. Dans tous les cas, le milieu familial est plutôt favorable ou adopte au moins une neutralité bienveillante à l’égard du monde militaire. Donc, sans insister sur un endo-recrutement patent, on pouvait néanmoins conclure à l’existence de liens indirects entre le choix du recrutement Bac + 5 et l’environnement familial ou institutionnel de l’ensemble des 22 personnes concernées.

Plus ambiguë apparaissait la décision d’opter pour ce nouveau type de recrutement. De façon récurrente, dans tous les entretiens revenait la notion de mûre réflexion. Si le cadre de contact de ces élèves mettait en avant le « projet professionnel mûrement réfléchi », la tendance que l’on pouvait dégager était plutôt celle d’un choix tardif dans sa finalisation mais ancien dans ses prémices. Cependant, en fait de choix mûrement réfléchi, on pouvait presque dire que ce qui caractérisait le plus la population étudiée était plutôt son indécision. Indécision du type de celle qui fait qu’un jeune homme passe plus de cinq heures dans un CIRAT pour se renseigner ou qu’un autre n’entre finalement pas dans le lycée militaire où il était admis ! Incertitude de la vocation laissant déjà augurer de parcours chaotique ou à fin brutale, et constituant à notre sens plus une faiblesse qu’une force. Même si l’élan initial du néophyte s’avère parfois plus fort que celui du candidat plus averti, il peut s’essouffler en revanche beaucoup plus facilement ; la vocation relevant alors plus du feu de paille que du feu sacré !

**Des visions du monde militaire entre mythe et raison**

Les entretiens menés ont ainsi permis de dégager combien ces jeunes étudiants intégrant une grande école militaire comme l’ESM se construisaient des images parfois fictives ou erronées du monde militaire ; images sur lesquelles pourtant se fondait une part importante de leur vocation. Au terme des entretiens, il était assez difficile de dégager des points précis de convergence entre les avis des différents protagonistes. On pouvait même dire qu’il y avait autant de représentations que de personnes, ce qui au demeurant n’était pas si incongru dans la mesure où l’on touchait au domaine des opinions. La tendance générale était donc plutôt diffuse. Finalement, l’ensemble apparaissait très conventionnel. Il se rapprochait de l’état d’esprit que véhicule le sens commun sur le monde militaire et que l’on peut retrouver dans une certaine presse.

Bien qu’elle ne soit pas nommée explicitement, l’action semblait constituer un leitmotiv certain. Les OST semblaient avoir été en quelque sorte abreuvés d’images d’action, opérationnelles pourrait-on dire, et qui font de l’officier un homme d’action avant tout. Quiconque s’intéresse un peu à la presse militaire, comme les journaux « Terre magazine » ou « Armées d’aujourd’hui », ou consulte les différentes brochures d’information, s’aperçoit du caractère assez partiel des images véhiculées. Aspect qui s’explique nécessairement par le fait qu’il s’agisse de présenter de manière attractive une institution qui doit résolument honorer les droits ouverts que le ministère des Finances lui a consentis. On peut ainsi citer en exemple les très récentes « Rencontres Nation-Défense » et les images montrées par les médias et les propos tenus par les commentateurs voire par les militaires interviewés. Ainsi a-t-on pu voir des images de pilotes et de simulateurs de vol, des commandos, autant d’images faciles à intérioriser et par-là même d’autant plus marquantes. De même a-t-on pu entendre un général se défendre de toute tentative de « journées de recrutement », le simple fait d’avoir à s’en défendre induisant un doute légitime. Les jeunes recrutés au niveau Bac + 5 n’ont pas échappé, y compris certains fils de militaires, à cette sorte d’endoctrinement de l’image, qui constitue au demeurant une des caractéristiques de nos sociétés dites modernes.

De sorte qu’à écouter certains, on pouvait croire entendre un discours officiel ou lire une brochure. Ainsi a-t-on pu entendre à propos des qualités nécessaires à tout officier aujourd’hui : « une capacité à commander et à manager et une réflexion éthique affirmée et assise. » Au-delà d’une certaine naïveté du verbe, on retrouvait ici des propos très académiques et une emphase qui sonnait creux. Le discours apparaît donc empreint de conformisme. On pouvait sans doute voir derrière ces propos « officiels » l’influence de la malléabilité de ces néophytes, qui était évoquée par leur cadre de contact lorsqu’il mettait en avant la plus grande facilité qu’il éprouve à les commander, en comparaison avec des Sous-Lieutenants issus du recrutement « habituel » qu’il avait eu sous ses ordres l’année précédente. « Ils sont nouveaux et donc ils obéissent. »

Y-avait-il tout de même des termes qui revenaient de façon récurrente dans les propos des jeunes OST ? Dans la nébuleuse des images et représentations collectées, certaines notions se retrouvaient, en effet, majoritairement. En premier lieu, que l’on parle du monde militaire ou de l’officier, c’était la notion de disponibilité qui l’emportait : cette dernière était citée quatre fois sur six.

A titre de rappel, il est au demeurant intéressant de constater que les campagnes de recrutement de l’Armée de Terre ont été volontairement centrées au fil du temps « sur le cœur du métier de soldat fait de volontarisme, de disponibilité de sens du service, jusqu’au péril de sa vie si nécessaire ». Ces propos sont tirés d’un dossier réalisé par la revue « Objectif Défense », revue destinée aux cadres, en date de février 2003. Même s’il ne s’agit que d’une simple coïncidence, les similitudes avec les idées exprimées par les jeunes gens interrogés demeuraient toutefois surprenantes. Comment ne pas rapprocher l’idée « d’excellence au niveau de ce que l’on y apprenait » souligné par un des jeunes du slogan de la campagne de 1997 dite de « L’engagement par excellence » ? Deuxièmement, le sens du devoir et du service, souvent par comparaison avec le milieu civil qui est parfois représenté comme un lieu où l’on semble plus attaché à ses droits qu’à ses devoirs, sont des notions également récurrentes que l’on soit enfant de militaire ou non. Bon nombre des officiers sur titre évoquaient aussi une exemplarité morale et éthique qui est généralement rattaché à la loyauté et à la force de l’engagement de l’officier. Ici encore il s’agissait de visions très conventionnelles et très conformes à ce que l’on pourrait appeler la doctrine officielle. Par delà ces images confusément partagées, certains propos s’expliquaient par la formation antérieure des intéressés. Ainsi, les notions de rigueur et d’ordre étaient principalement mises en exergue par les élèves ayant une formation scientifique. « Je voyais le milieu militaire comme quelque chose de rigoureux, chose qui m’intéressait de part ma formation mathématique » déclarait ainsi une jeune femme titulaire d’un DESS de mathématiques et d’outils informatiques.

Parallèlement au conformisme conventionnel des représentations de la population des OST, ces derniers montraient également un parallélisme identique en termes de représentations mythiques. Certes, tous les OST n’étaient pas concernés par cette forme de sacralisation mais il existait néanmoins une tendance suffisamment partagée pour mériter d’être soulignée. On retrouvait en effet chez certains, souvent ceux qui se référaient à leurs grands-parents, une sacralisation du sacrifice des anciens. Qui avait perdu un oncle en Algérie reconnaissait un modèle lourd à porter ! Face à l’idée de la mort, qu’environ 30% des personnes interrogées citaient spontanément, tous les OST avouaient y avoir pensé avec plus ou moins d’acuité. Aucun d’entre eux n’y voyant au demeurant une entrave à la vocation. « En temps de guerre, la mort est parmi nous », cette idée pourrait résumer assez correctement la vision générale. Le plus souvent la difficulté principale ne se situait pas au niveau de la mort personnelle mais plutôt au niveau de celui d’avoir à donner l’ordre de tuer. Difficulté soulignée par Bernard BOENE dans son ouvrage  *La spécificité militaire*  paru chez Armand Colin en 1990 : « Institutionnellement, ontologiquement, l’officier demeure cependant le seul, dans l’état présent de nos sociétés, non pas seulement à courir le risque de recevoir la mort, mais aussi à avoir le pouvoir et le droit de la donner. Le seul également, non pas seulement à être autorisé à conduire d’autres hommes à la mort, mais aussi à leur donner l’ordre de tuer. » Toutefois, une certaine conscience aiguë du contexte différent de celui des anciens se manifestait au travers du sentiment que le prix de la vie humaine est de nos jours plus important qu’auparavant.

D’aucuns prétendaient même faire référence aux même mythes que les autres saint-cyriens, sous-entendant par là ceux issus d’un autre mode de recrutement plus conforme à l’habitude. C’est ce que l’une des personnes interrogées se représentait comme « tous les clichés possibles du civil *fana mili.* » Indubitablement, il s’agissait là de l’expression d’un désir de se conformer à un modèle, un idéal-type presque, prenant pour référence les clichés véhiculés par les élèves provenant des lycées militaires. On retrouve cet effet de sacralisation à propos de l’honneur. Interrogé sur l’actualité du phénomène, tous les O.S.T admettaient la véracité de cette proposition. Ils insistaient sur un problème de définition : l’honneur, mal connoté depuis l’épisode de VICHY, aurait revêtu d’autres formes aujourd’hui plus parlantes : le civisme, la citoyenneté et la loyauté. C’est dans cette dernière acception que se découvrait l’effet sacralisateur, et plus particulièrement dans l’image de l’officier « fidèle à l’institution, à la France et à ses institutions. ».

Lorsque l’on demandait aux OST de différencier, si différences, il y avait, le milieu militaire et le milieu civil, tous sans exception commençaient par accorder une supériorité en termes de positivité au milieu militaire, puis paradoxalement relativisaient dans le discours cette supériorité primitivement accordée à l’armée. Ainsi, pouvait-on entendre que « la disponibilité ne fait pas partie du monopole de l’armée ». Ce qui était différence devenait point commun : la responsabilité d’un chef d’entreprise vis à vis de son personnel était assimilée à celle d’un officier vis à vis de ses hommes. Il en fut de même pour la rigueur dont la primauté était d’abord accordée à l’armée puis largement relativisée à l’aune des premières expériences à l’école : « Ici, on a l’impression qu’il n’y a pas vraiment d’objectif à atteindre et que l’on a le temps. » Une certaine différence de temporalité était mise en avant et que l’on pouvait faire coïncider avec l’image un temps de paix dans le quel le milieu civil serait plus performant et un temps de guerre où seule l’armée serait à son avantage : « le côté rigueur que j’ai trouvé à l’armée existe dans tout ce qui est combat et parade. ». L’intériorisation d’images que l’on pourrait qualifier d’Épinal n’excluait donc pas chez les OST un certain esprit critique.

On retrouvait les hésitations qui avaient assailli les candidats au recrutement Bac + 5 à l’heure du choix, lorsqu’on les interrogeait sur la façon dont ils concevaient leur carrière future et en particulier la durée qu’ils envisageaient pour cette dernière.

Quel que soit le milieu familial d’origine, militaire ou non, les jeunes recrutés sur titre éprouvaient tous des difficultés à se projeter au-delà du temps de commandement. Cela est bien compréhensible d’ailleurs pour des jeunes qui étaient somme toutes assez ignorants du déroulement précis d’une carrière militaire. Cette ignorance n’étant par-ailleurs pas l’apanage de cette population, bien peu nombreux étant en effet les jeunes élèves issus d’un autre type de recrutement parfaitement au courant des cursus possibles, au commencement de leur cursus tout au moins.

Autre point plus inquiétant déjà quant à l’avenir de ces jeunes néophytes, le fait que la quasi-majorité des jeunes O.S.T se déclaraient prêts à renoncer à leur carrière si cette dernière venait à entraver leur vie familiale ou à ne pas répondre à leurs attentes. « Il est tout à fait possible que dans les années à venir, je change de métier s’il venait à y avoir une incompatibilité entre ma vie professionnelle et ma vie familiale » insistait ainsi un fils de militaire. « Je suis au service d’une institution mais j’attends d’être heureux dans le métier » disait un autre Lieutenant issu d’une famille non militaire. Ce type d’opinion n’était donc pas propre à une catégorie particulière. De même, les genres n’avaient rien à voir dans cette représentation. Parmi les jeunes femmes interrogées, toutes admettaient être actuellement disponibles pour tout type de postes ou de missions mais qu’elles ne le seraient plus forcément demain.

D’autres envisageaient un retour aux études, une façon de « rattraper la voie universitaire » au cours de leur deuxième partie de carrière, tout en restant proche de l’institution militaire dans le cadre de ce que d’aucuns appelaient une « carrière civile-réserve ».

Si bien qu’en prenant pour définitives de telles opinions, on pouvait d’ores et déjà conclure qu’aucun des O.S.T ne demeurerait dans l’institution d’ici dix ans. On comprend mieux, dés lors, la notion de challenge mise en exergue par le cadre de contact des jeunes Bac + 5 d’une réponse adéquate aux attentes de ces derniers et exhortée par le commandement d’une manière générale. Se raccrochant à son idée de « choix mûrement réfléchi » de l’engagement, le chef de la section O.S.T ne pensait pas que ses élèves feraient une carrière courte et envisageait que seuls deux ou trois quitteraient l’institution assez rapidement, c’est à dire à l’issue de l’année d’école d’application ou au bout d’une ou deux années de régiment. Ironie du sort, les démissions multiples des premiers OST en école d’application résonnent d’un curieux écho à ces propos recueillis huit mois plus tôt !

**Manque de repères et panne d’intégration**

Relatives similitudes, mais empreintes de cette naïveté propre aux néophytes, des motivations premières au recrutement entre futurs OST et candidats au recrutement « habituel » de l’ESM donc, mais fort particularisme des modes de vie à l’école ; ce qui n’a pas facilité l’éventuelle intégration de la petite section des premiers dans la promotion des seconds. Sans le vouloir, dans son souci de protéger une population recrutée dans le cadre d ‘une réforme qui se devait d’être réussie, l’Institution a parfois concouru à différencier de façon trop flagrante les OST.

Un premier point peut ainsi être abordé : celui du statut et du grade. Point symbolique sinon essentiel car ainsi qu’André THIEBLEMONT le remarque dans son ouvrage  *Cultures et logiques militaires* paru en 1990 aux Editions du SEUIL en reprenant des éléments d’une thèse consacrée au langage des militaires : « Aucune information n’est laissée au hasard et tout est fait pour que les identités, appartenances, statuts et spécialités de chacun soient suffisamment exhibés pour ne provoquer aucune confusion et éviter tout anonymat. » Affubler dés janvier 2003 les OST d’un galon de Lieutenant, a joué en la défaveur de ceux ci en stigmatisant de manière irréversiblement visible leur différence. Surtout lorsque l’on connaît l’importance considérable du grade en termes de symbolique militaire !

Statutairement, les élèves recrutés au niveau Bac + 5 se retrouvaient dans une situation paradoxale, à savoir qu’ils appartenaient juridiquement à une promotion de Lieutenants ayant déjà quitté l’école alors qu’ils étaient physiquement liés à une promotion de Sous-Lieutenants ! Comment dés lors se construire une identité cohérente dans un groupe dont on ne porte pas les attributs ? Les OST interrogés soulignaient d’ailleurs tout l’aspect négatif de ce galon. Vu du commandement, le phénomène du grade n’était pas interprété de la même façon. Pour le cadre de contact, en termes de ce qu’il nommait « l’affichage » il ne s’agissait finalement que de la manifestation patente de la volonté de considérer d’emblée ces jeunes gens comme des officiers à part entière. Cette vision négligeait ainsi cette loi du fonctionnement des groupes sociaux qui veut que tout individu se singularisant soit sanctionné, en raison de la menace, réelle ou supposée, qu’en se distinguant il est sensé faire peser sur l’unité du groupe considéré et la solidarité de ses membres.

Semestrialisation de la formation obligeant, et compte tenu de la différence de temporalité existant entre des OST n’effectuant qu’une année aux écoles et des saint-cyriens de recrutement traditionnel effectuant leurs trois années réglementaires, pratiquement aucune activité militaire commune n’a pu être effectuée avec les Sous-Lieutenants du premier bataillon auquel ces dits OST étaient sensés appartenir. Chacun n’ignore pas combien la cohésion même d’un groupe, l’esprit même d’une promotion, relève de la pratique en commun d’activités. Cette vie côte à côte, ce partage de joies et parfois de souffrances, cet échange aux accents parfois quasi-mystiques, constitue en effet le principal sujet des conversations tenues lors des retrouvailles avec d’anciens camarades de promotion, quelle que soit d’ailleurs l’école ou le mode de recrutement dont on provient. Or donc, la programmation amène les jeunes gens recrutés au niveau Bac + 5 à côtoyer lors de leurs périodes de formation militaire non pas leurs supposés camarades Sous-Lieutenants du premier bataillon mais la quasi-totalité des élèves des écoles de COETQUIDAN. Diversité qui enrichit, diront certains, mais surtout hétérogénéité des échanges qui les transforme en élèves de l’utopie, au sens premier du terme tel que l’a défini Thomas MORE dés 1516, c’est à dire de nulle part. Conjuguée à un regroupement en une section distincte – mais que faire d’autre compte tenu justement des différences de temporalité déjà citées plus haut -, à un classement final particulier offrant un panel presque complet d’armes possibles – exception faite de la gendarmerie et de l’ALAT- ainsi qu’à ce que certains cadres admettent en privé relever d’un certain manque d’anticipation, cette diversité concoure à l’isolement à la fois psychique et symbolique de ceux que l’on voudrait voir considérés comme des saint-cyriens comme les autres.

Enfin, nul ne saurait ignorer combien la tradition occupe une place importante, fondamentale, voire vitale à l’École Spéciale Militaire de Saint-Cyr. Ecole de traditions par excellence, elle forge une sorte d’universalité saint-cyrienne au travers des rituels de « bahutage » au cours desquels se transmet aux jeunes générations le flambeau des valeurs communes du groupe. Citant à nouveau André THIEBLEMONT, on rappellera l’existence dans les traditions saint-cyriennes d’une « esthétique de l’épreuve » qui fait que pour tout Saint-Cyrien ce « bahutage » revêt un sens double : celui de qui a beaucoup enduré d’une part, et de l’autre ce qui est beau et bien fait. Dans ce domaine particulièrement sensible de la cohésion d’une promotion, les OST ont une nouvelle fois été traités en marge du reste du groupe saint-cyrien. Certes, force est de constater qu’un certain nombre de séances de « bahutage » leur ont été consacré sur ordre par le grand carré et le conseil des fines en fonction à l’époque, séances dont l’esprit a été de façon générale très apprécié par tous, mais ce « minimum » ainsi qu’ils le qualifient d’ailleurs eux-mêmes n’a pas vraiment permis aux OST de se sentir inclus. D’autant que toujours du fait des incompatibilités temporelles des diverses programmations, l’ensemble de la promotion sortante dont ces mêmes OST sont sensés faire partie n’a pas pu ne serait-ce qu’assister à la remise du casoar, soit un autre rituel symbolique non partagé et pas des moindres dans la tradition saint-cyrienne !

A l’heure où certains des officiers issus de la réforme dite des Bac + 5 démissionnent avant même d’en terminer de leur école d’application, force est de constater que les premières impressions dégagées des entretiens menés par le LARES de l’université de RENNES II – dans le cadre rappelons-le d’une enquête mandatée par le CoFAT – relevaient déjà quelques faiblesses susceptibles de mener à la situation d’aujourd’hui. Le choix de ce mode tardif de recrutement qui chez certains s’inscrivait dans une temporalité longue faite d’atermoiements et d’introspections faisait qu’on en venait à se demander si ce « choix mûri » souligné par leur cadre de contact constituait vraiment une des forces des OST ou si ce n’était pas plutôt une de leurs faiblesses pour un avenir qui les confronterait avec les « grandeurs et servitudes » du métier militaire ? Dans ce même registre de temporalité, on constatait que ces nouveaux candidats n’envisageaient leur future carrière que sur un court terme, comme un moyen d’étoffer sa carte de visite, vision à l’Anglo-saxonne avions- nous même suggéré alors.

On n’entera pas dans la polémique en prétendant que la principale lacune de la réforme est la réforme elle-même, le sujet n’étant pas là, toutefois il faut souligner combien est dommageable une telle non congruence des temporalités entre ceux que l’on souhaiterait voir appartenir au même groupe. Sans trajectoire commune il est impossible de bâtir une quelconque communauté, tout au plus obtient-on une indifférence polie qui peut vite se transformer en ostracisme pur et simple dans le cadre de ce que d’aucuns vont considérer- à tort ou à raison- comme un dévoyage de la symbolique saint-cyrienne même. Car on ne le sait que trop, confronté à l’altérité la réaction la plus facile de tout groupe humain – car souvent la plus populaire- consiste à rejeter l’autre différent au nom d’un ethnocentrisme si bien intériorisé qu’il en est devenu naturel aux yeux de ceux qui en jouent.

Faut-il pour autant réformer la réforme, voire même, comme certains esprits chagrins le souhaiteraient, la supprimer ? Il n’est peut être pas nécessaire d’en arriver jusque là, quelques aménagements destinés à augmenter les occasions pour les uns et les autres de partager ensemble des moments forts de la formation d’officier pourraient renforcer l’inter connaissance et par-là même réduire les frontières symboliques qui séparent les OST de ceux qui s’estiment comme les véritables saint-cyriens. Toutefois la marge de manœuvre est extrêmement réduite, et toute nouvelle mesure risque d’apparaître comme une tentative de replâtrage vouée à l’échec. Pourra-t-on sauver l’officier sur titre ?

**ARTICLES d’INTÉRÊT GÉNÉRAL**

# 



**Marchés financiers ; autorité, puissance et souveraineté.**

*Ce texte est tiré d’une conférence prononcée à l’Ecole militaire, dans le cadre des conférences de l’AEMSST,*

*par Monsieur Hervé JUVIN, Président d’EUROGROUP Institute, le 18 novembre 2004.)*

***«  L’homme de guerre doit être capable de considérer longuement et fortement les mêmes objets sans en être incommodé »***

*Napoléon Ier ( cité par Charles de Gaulle, Le fil de l’épée)*

**Il**

s’agit ici de politique, donc de pouvoir, de propriété, et de territoire. Le système des marchés financiers s’est étendu d’abord aux économies à partir de la décision du Président Nixon, en août 1971, de suspendre la convertibilité du dollar en or et de laisser les monnaies flotter, puis aux sociétés toute entières, à partir de l’émission des titres de leur dette sur les marchés financiers par les Etats, dans les années 1980. Mais ce système des marchés financiers est rarement considéré sous cet angle politique, qui est pourtant aujourd’hui le plus actuel, pour ne pas dire urgent. Ce système qui fait société entre nous, ou prétend y parvenir, ce système qui a fait notre richesse économique, met en effet hors-jeu un vaste ensemble d’institutions, d’autorités, de régulations, sans les remplacer. Le hors-jeu de maintes institutions nationales et internationales est patent. Le hors-jeu de maintes juridictions, de maintes lois, est patent. Le hors-jeu même de beaucoup des acteurs en charge de la défense et des sécurités est patent. Et rien ne vient. Faute de mesurer bien de quoi il s’agit, faute de considérer longuement, fortement et sans fatigue la situation radicalement nouvelle que les marchés créent dans nos démocraties, dans et à l’extérieur de nos frontières, les mots de défense et de sécurité risquent bientôt d’être des cadavres que même la nostalgie aura oubliée, tant le besoin de survivre nous emportera.

**1 – Du marché comme vérité**

**De quoi s’agit-il ?**

Le grand changement date du XVIIIè siècle ; le marché était le lieu d’exercice du contrôle et du pouvoir, il devient le lieu où s’exprime la vérité. Le marché était le lieu physique où les représentants du pouvoir contrôlaient les poids, les mesures et les monnaies, où les règles s’appliquaient pour aboutir au juste prix, rémunérant correctement le producteur, satisfaisant l’acheteur, par exemple sur la grand place du village, à jour et heure fixe. Dorénavant, c’est le prix né de la plus large confrontation d’acheteurs et de vendeurs libres qui est juste. L’espace laissé libre par le reflux du beau, du bon et du vrai, comme reflet d’un monde supérieur, est occupé par les marchés qui disent le prix, et qui disant le prix, dans des sociétés envahies par l’économie, disent aussi le bon, le beau et le vrai.

Ce changement s’inscrit dans la nature même du politique et de ce que Michel Foucault appelait la Gouvernementalité. Tout représentant du pouvoir s’interrogeait ; est-ce que j’ai bien appliqué les lois venues d’en haut – de Dieu, de la tradition, du Roi ? Après la constitution des Nations, après aussi l’essor donné au totalitarisme par les révolutions nationales, il s’interrogeait ; est-ce que j’ai bien porté la Nation et l’Etat jusqu’où ils doivent aller ? Dorénavant, la notion d’économie a envahi la gouvernementalité. De sorte que la question est ; ai-je progressé dans l’économie du pouvoir, de l’autorité, de la contrainte ? Est-ce que j’ai moins dépensé ma force, ma légitimité, ma puissance, pour agir ?

Désormais, le marché dit la vérité, y compris dans l’économie du pouvoir et de la puissance. La vérité des relations entre les acteurs est dans le marché, pour tout ce qui est rationnel dans leurs choix ( Von Mises ), certains, comme Gary Becker, diront que même ce qui est irrationnel, mais dépend d’un rapport avec le réel, y est. Et cette vérité s’impose à tous les acteurs, y compris l’Etat.

Ce changement a des conséquences très concrètes, par exemple sur la planification. Ce qui est en jeu, c’est le principe même de l’autorité centralisée. La question n’est pas qu’un pouvoir qui décide d’en haut peut se tromper, c’est qu’il se trompe nécessairement. Ce qui est en jeu, c’est l’illusion de la maîtrise du temps. Un texte de Ferguson, un penseur américain qui publie en 1767 un texte sur l’histoire des colonies américaines est intéressant à ce titre. Les Français ont développé des théories sur ce qu’il fallait faire, en voyant loin et en investissant à long terme. Ils ont perdu. Les Anglais ont cherché à tirer le maximum de ce qui valait quelque chose, tout de suite. Les affaires se sont accélérées, les entreprises sont venues, ont investi. Ils ont gagné. Les hommes des comptoirs gagnent contre les hommes du territoire.

Ce changement touche une France dans laquelle l’Etat a précédé et a modelé la société, l’économie étant un moyen et une fonction subordonnée, extérieure au pacte national. L’inverse se produit ; le modèle de l’économie est devenu le modèle de la société, et c’est l’Etat qui se trouve subordonné, extériorisé, parfois même marginalisé.

Il faut bien mesurer ce qui se dit ; c’est l’illégitimité de l’Etat, de l’administration, tels que nous en avons eu l’habitude – qui se mêlent de tout ; et qui croient qu’un point de vue d’en haut peut être le meilleur. Non, dit le monde ; plus les acteurs édictent eux-mêmes leurs règles, s’organisent eux-mêmes pour les respecter, plus l’économie du pouvoir est bonne. Le Japon et la France sont les pays qui ont fait passer la société avant l’économie. Mais c’est la même chose, dit le monde. Mais c’est la même chose, dit une Allemagne dont la monnaie et la croissance ont fait la constitution et la démocratie. Mais c’est la même chose, disent des Etats-Unis dont l’aptitude au salut individuel, à la réussite individuelle et à la consommation fonde la société et les Etats. Et c’est un premier point qui se joue entre les marchés et l’exercice du pouvoir politique ; le marché est devenu l’index du pouvoir, une bonne politique est une politique reconnue par les marchés.

**2 – Du marché comme universel**

**Qu’est-ce qui est en jeu ?**

On ne se fait plus la guerre pour un territoire, on se fait la guerre pour imposer ses lois, ses règles, ses modes de vie. Et on fait la guerre, par traités de commerce, par accords financiers, par mouvements de capitaux, pour réussir cette utopie : l’universalité du marché.

L’enjeu est la poursuite du projet occidental d’individualisation et de rationalisation, dont l’une des manifestations, parmi d’autres, est la sortie de la religion. Le marché en est l’instrument. Le marché a vocation universelle, parce qu’aucun bien, aucune relation, aucun échange, ne peut se dérouler hors de lui sans être une perte pour ses intermédiaires et pour ses acteurs ; et même, parce que tout ce qui s’oppose à la facilité des transactions, à la monétarisation de toute relation et de tout actif, comme croyance, comme valeur ou comme fidélité, doit être liquidé. Tony Blair déclarait ; « nos idéaux sont les meilleurs, et dès que les peuples ont le choix, ils les adoptent » ; et Bill Clinton précisait, au printemps 1999, devant la presse, lors de l’intervention américaine dans les Balkans ; «  le conflit n’est pas entre nous et tel ou tel peuple européen, il est entre le globalisme et le tribalisme ». En gros, si l’on fait la guerre, c’est pour se faire des clients. Le marchand suit les tanks. Et c’est presque gagné ; à part Cuba et la Corée du Nord, presque tous les pays du monde font passer la satisfaction des besoins de la population, à travers des mécanismes de marché, au premier plan de leurs règles de fonctionnement. Et, derrière les écarts politiques, idéologiques, etc., à peu près tous sont d’accord que leur participation à l’économie mondiale est la condition.

Ce gain est bien sûr paradoxal ; la « victoire » qui ouvre le marché fait peut-être des clients, pas des amis. Ce qui explique le trouble et l’anxiété de l’opinion est aussi ce qui fait la formidable continuité de notre histoire ; le projet occidental d’universalisme et de rationalité, né quelque part, voilà en gros 1000 ans, se poursuit. Mais il est illisible. Mais il s’impose plus qu’il ne convainc. Mais nous sommes étonnés de ce que nous produisons.

Cette course à l’universel a trois conséquences. La première, c’est que le monde est devenu petit, donc qu’il devient plus difficile de s’y supporter. Ce n’est pas la distance qui provoque le conflit, c’est le confinement et c’est l’interdépendance. Un mal de vivre en résulte, qui n’est pas pour rien dans l’insatisfaction de nos sociétés européennes et dans le malaise qui les traverse. Et il faut regarder avec attention ce qui se passe en Terre Sainte, entre Israël et la Palestine ; le mur qui organise la séparation entre des voisins si proches et pourtant inconciliables, parce que pas prêts à liquider leurs croyances, leurs valeurs et leurs fidélités, est la figure qui monte et qui peut-être présage un avenir bien différent de ce à quoi nous sommes habitués.

La seconde, c’est que nous n’avons plus le monopole du marché et du capitalisme. C’est une découverte que nous sommes seulement en train de faire devant la Chine, l’Inde, etc. Nos vraies armes nous étaient inconnues ; nous les reconnaissons maintenant que d’autres les brandissent contre nous. En matière de puissance, la stratégie essentielle passe par l’acquisition du capitalisme et du marché comme armes à grande rayon d’action.

La troisième, c’est que la seule force qui résiste, qui dit qu’il y a autre chose, que l’on peut, et même qu’il faut vivre autrement, c’est l’Islam. L’autre globalisme est là. Nous avons du mal à le comprendre parce que beaucoup d’entre nous viennent d’un monde, catholiques bretons, juifs pratiquants, protestants agités par leur conscience minoritaire, militants gaullistes ou communistes, où la croyance dominait l’économie. Mais c’est fini. La sortie de la religion, ce n’est pas que les églises soient vides – même si elles le sont, certaines même à Noël ou à Pâques. C’est qu’on choisit dans la religion ce qu’on prend et ce qu’on jette – d’où ce paradoxe ; jamais certaines des valeurs enseignées par les religions chrétiennes n’ont été aussi présentes dans la société, qu’au moment où les religions peuvent le moins ordonner. Et c’est le fait que la vie compte plus que la religion – comme le répètent les discours prononcés lors de l’abolition de la peine de mort en France ; rien ne vaut plus qu’une vie humaine. La religion était quelque chose qui disait que non, ce qui se passe pendant une vie engage l’éternité. Son expression la plus forte est la fameuse phrase tant reprochée à Simon de Monfort «  tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens » ; c’est ce qu’il y a de plus proche du raisonnement des suicidés kamikazes palestiniens – qu’importe de perdre cette vie si l’éternité est derrière. Nous sommes là au cœur de la stratégie – des raisons de vivre ou de mourir. Une religion qui a l’éternité en partage est non soluble dans le marché, dans le chat sur Internet et dans Pink TV. Ca résiste. D’où la surévaluation stratégique de la menace islamique ; l’Islam demeure, ou veut demeurer, une religion qui est tout ce qu’est une religion ; qui est en surplomb de toute la vie, et de toute la mort. Le problème n’est pas que les masses victimes de l’Islam soient en état d’abrutissement collectif assez évident, et que la coexistence avec des pays laïcs ou chrétiens ne va pas de soi, il est inverse ; c’est que l’Islam prouve qu’il peut attirer des diplômés de haut niveau, recruter dans les grandes écoles, et susciter une fidélité qui va jusqu’à la mort. De sorte que rien n’est plus idiot que de condamner une soi-disant déviation de l’Islam ; ce qu’il y a de plus proche d’un Islamiste d’aujourd’hui, c’est un paysan « catholique et breton » des années 1950. L’un est à une génération – un abîme – de nous ; l’autre, à nos portes, dans nos métros – et c’est toute la question.

Je crois qu’il est utile de s’arrêter sur ce point. L’extension du marché à toutes les relations économiques, mais aussi sociales et humaines, promet la fin de l’histoire – la fin en tous cas des guerres comme les horreurs nationales les ont produites. Sauf qu’avant cet éden, il faut régler un détail ; ceux qui ne veulent pas entrer dans la communauté universelle du marché. Le conflit des civilisations est inéluctable, pas du tout à cause de l’ambition de conquête des islamistes qui ont assez de problèmes à régler entre eux, à cause de l’universalisme du marché. Il vaut la peine de s’arrêter un moment sur cette question, parce qu’elle signifie que la souveraineté comme nous l’avons connue, depuis le fameux traité de Westphalie, est finie – même pour la superpuissance. Le marché ne fonctionne qu’à la conquête ; ce qui l’excite, ce sont les nouveaux marchés. L’excitation du moment sur la Chine, sur l’Inde, sur la Russie, va provoquer une nouvelle bulle – mais ça marche toujours comme ça. L’extension du marché suppose que partout soient installés des good governement, c’est-à-dire des gouvernements qui disent «  laissez tranquilles les croyances, les discours, c’est très bien, on va continuer à faire semblant, l’important c’est quand même les autoroutes, le prix du gas-oil et les films X sur le câble ». Ce n’est pas une plaisanterie ; Salman Rushdie vient d’écrire que la diffusion de la pornographie était un indicateur pertinent du développement de la civilisation, en tant qu’expression de la liberté du consommateur. Imaginez ce qu’un Jules Ferry, un Jaurés ou un Saint-Just en auraient dit ! Et l’expression est forte parce qu’elle touche un domaine qui a été supposé hors marché, relever justement de la croyance, de la morale, de la religion – Salman Rushdie dit que c’est tout le contraire, c’est justement là que doit aller aussi le marché. Le marché est universel, pas seulement dans la géographie, aussi dans les rapports humains. L’affirmation suppose surtout que plus personne ne vive selon des lois et des règles qui soient étrangères au marché, c’est-à-dire à ce que le marché présente comme sa liberté. La liberté des mœurs, la liberté des consommations, la mobilité familiale, etc., qui fabriquent l’isolement, donc le consommateur insatiable, doivent s’imposer partout parce qu’elles imposent le marché.

**3 – Le marché comme territoire**

Pour l’argentin cinéaste Fernando Solanas, « les agressions économiques sont beaucoup plus meurtrières que les guerres ». Non parce qu’elles font des morts, mais parce qu’elles concernent un méta-territoire qui détermine la propriété, et qui décide du pouvoir.

La stratégie, science de la puissance, mais aussi de la légitimité, demeure étonnamment muette devant l’avènement d’un nouveau territoire, celui de la finance de marché. Comme elle est muette devant ces nouveaux territoires que sont ceux de la bio-génétique des populations, ou ceux du droit. Quand une société française cotée, leader sur son marché, est rachetée par une société sise au Luxembourg, elle-même entièrement détenue par quatre fonds d’investissement domiciliés aux Iles Caïman, ce n’est sans doute pas un problème de stratégie, c’est sûrement un problème de pouvoir, de territoire, et de sécurité.

La question est que le monde du marché s’est organisé comme un territoire virtuel qui se superpose aux territoires physiques, mais avec une géographie qui est fiscale, réglementaire et institutionnelle. Dans cette carte, des coins perdus du monde, des têtes d’épingle comme les Iles Caïman, comme Chypre, occupent une place de capitales mondiales ; des lieux bien connus, comme le Luxembourg, comme la Russie, comme les îles anglo-normandes, acquièrent une dimension imprévue. D’autres en revanche sont ravalés au second rang, voire disparaissent tout à fait. Ce n’est pas rien. Cela signifie qu’ils sont l’objet, non l’acteur. Cela signifie que les prérogatives de la puissance publique – lever l’impôt, décider de la règle, appliquer la loi – s’y trouvent peu à peu retirées. Et cela signifie que la propriété de ce qui fait la richesse et l’emploi peu à peu s’en va, sans que des moyens d’action soient trouvés.

Les frontières ne sont plus supposées s’opposer aux mouvements de capitaux. La règle serait valable, si elles ne s’opposaient pas non plus aux mouvements d’information sur ces capitaux. Mais les frontières, poreuses ici, sont opaques là ; liberté de mouvement aux capitaux, blocage absolu de l’information les concernant. Liberté de mouvement aux acteurs de la finance de marché, paralysie imposée à l’enquêteur, à l’actionnaire, au magistrat. Le paradoxe de cette liberté et de cette opacité n’est pas suffisamment souligné ; il porte en lui l’explosion d’un système sans structure, sans contrôle et sans mesure. Car l’économie de marché est le fruit de la règle, et même, d’un consensus social autour de la règle et du contrat dont les conditions sont fragiles, ténues, et jamais assurées dans le temps. Car le marché est incapable d’édicter ses propres règles, mieux même, il est très capable de ruiner les conditions de son fonctionnement durable.

Les paradoxes de la libéralisation des mouvements de capitaux, non accompagnée d’organisations internationales, de garanties d’informations et de transparence à la mesure des mouvements déclenchés, sont tels qu’ils vont faire des sécurités financières et économiques un sujet majeur des dix prochaines années. De sorte que l’abaissement des frontières est illusoire, qui maintient l’opacité de l’information ; de sorte que les bénéfices bien réels enregistrés en terme de commerce, de diversification, de division des risques, et même de mise en concurrence des politiques publiques, peuvent se voir effacés par l’avantage exorbitant donné aux capitaux illégaux et à l’argent sale ; de sorte que la confusion établie entre fraude fiscale et grand banditisme, argent au noir du commerce ou de l’artisanat et capitaux des grands trafics internationaux, bénéficie exagérément aux secondes populations, l’argent du crime s’abritant derrière l’argent de la fraude pour éviter l’exposition aux regards.

L’extension des meta-propriétés, dont la finance n’est qu’une part, est considérable, au point que les territoires se voient progressivement et partiellement déshabillés de leurs prérogatives, notamment de la première ; la souveraineté. La question ; « qu’y a-t-il à défendre » a trouvé une réponse très claire quand la frontière définissait un territoire sur lequel intérêts économiques, sociaux, et politiques se trouvaient conjoints. Ils se sont disjoints. La richesse était la propriété d’une part du territoire national ; la richesse devient le résultat de la rupture avec tout territoire national. Une planète financière s’est formée, qui se joue des frontières ; consulter l’état de consolidation d’un groupe européen en dit plus sur ce plan que de longs discours. Un droit des contrats s’est mis en place, qui surplombe les droits nationaux. Une propriété du vivant se met en place, qui borne la propriété de la terre, des plantes et des animaux. Une propriété du virtuel se met en place, qui métamorphose les territoires.

Le changement majeur des dix dernières années n’est pas que la planète se soit convertie au marché, ni que le mouvement de privatisation ait bousculé les bastions des Etats ; c’est qu’une forme plus complexe et sournoise de privatisation s’est déroulée, qui permet à des formes économiques non identifiées de contrôler, d’agir et de développer des capacités inaperçues, non calculées et non mesurées pour ce qu’elles valent. Et c’est que du territoire virtuel de la finance de marché, soient sortis des acteurs assez puissants pour prendre le contrôle d’Etats, de régions, ou de portions significatives de territoires nationaux ; et la Russie, et l’Italie, et le Maroc, et Monaco, valent d’être considérés comme des Etats sous influence, sinon sous contrôle, d’acteurs financiers rassemblant mafias, sociétés, investisseurs, dans des ensembles à la fois invisibles, puissants, et actifs.

Le système financier peut être détourné ; il n’a en lui-même aucune fin, il n’est porteur d’aucun système social en lui-même. Faudra-t-il bientôt parler d’armée financière, dans le même sens qu’il est question de police financière ? Faudra-t-il parler d’exécution financière d’un acteur ou d’une puissance non-coopérative, au même titre que l’exécution des condamnés a longtemps été la clé de voûte de l’édifice pénal ? La seule certitude est que le territoire financier qui se met en place peut disposer de la puissance des Etats, il peut vider de leur substance les choix démocratiques, il ne trouve aujourd’hui ni structure, ni organisation internationale, publique ou privée, à la hauteur des défis qu’il contient.

**4 – Du monde du lien au monde de la règle**

**Vers quoi allons-nous ?**

Le monde de la Défense tel que nous l’avons connu et que nous le pensons encore est un monde du lien. L’idéologie des valeurs nationales, de la Nation en armes, de la reconquête à l’Est, de la libération puis de la reconstruction du territoire, etc., a toujours puissamment utilisé le lien, sans d’ailleurs que sa nature soit bien précisée, puisqu’aux liens du sang, magnifiquement exprimés par Barrès, se joignaient les liens de la civilisation – la dette de la colonisation payée par les spahis, les tirailleurs sénégalais ou ivoiriens, etc. Elle avait pour condition la fermeture aux frontières, une expérience historique partagée et la conscience d’un destin donnant consistance au mot de solidarité, auquel je préférerais celui de fraternité.

Je n’ai aucune fraternité d’aucune sorte avec les dealers qui sont à ma porte, et dont je n’ai pas de raison de douter qu’ils disposent de la nationalité française. Je ne ressens aucun sentiment de solidarité avec les deux millions de porteurs de carte Vitale falsifiée, qui profitent de leur présence en France pour être soignés au frais de la collectivité. Le marché des hommes, de la mobilité humaine et de l’insignifiance de la nationalité, devient l’une des ressources du renouvellement du marché du travail, du maintien à bas niveau des salaires – à travers le marché des hommes, l’économie saisit la société et tient la démocratie.

Un mot aide à y voir clair dans la transformation politique la plus importante à laquelle nous soyons confrontés ; c’est l’utilisation du mot «  invasion » dans la polémique politique. Le mot d’invasion est utilisé par le Front national, il est aussi repris d’autres ; Edith Cresson pour arrêter les magnétoscopes japonais à Poitiers, voici vingt ans, tel ou tel syndicat devant les délocalisations, tel syndicat professionnel devant les développements de commerces asiatiques ou autres ; il est intéressant parce qu’il est évidemment militaire. S’il y a invasion, il faut faire marcher l’armée.

Evidemment, ça n’est pas ça du tout. S’ils en avaient le courage, les industriels expliqueraient comment on a fait venir par villages entiers du Sahel des hommes jeunes qui ont fait l’économie de la première robotisation – et accessoirement la fortune des retraités des années 1970. S’ils en avaient le courage, les politiques d’aujourd’hui diraient comment la nationalité n’a plus aucune importance, si les gens contribuent à l’économie, soit en faisant des enfants, soit en générant de l’activité, soit en travaillant. La transformation, c’est que l’ordre du marché s’est substitué à celui de l’appartenance ; sa conséquence, c’est que le monde de la règle se substitue à celui du lien.

La différence entre invasion et ouverture, ce n’est plus le statut, l’état-civil, l’origine, la religion, la culture. C’est la règle. Ce qui est dit, même si ça n’est jamais avoué, c’est qu’être Français, c’est simplement être dans la règle de ce qui s’appelle la République – dans un ensemble de lois, de réglements, de normes, de codes, de mœurs, etc., dont le périmètre et les modalités d’expression varient d’ailleurs selon les régions, les circonstances et les heures. C’est là que ça va se jouer dans les années à venir. Car la règle est un capital structurel qui n’est pas partagé et dont les conditions d’apparition sont méconnues. Et nous avons très peu travaillé sur ce qui fait qu’un réfugié afghan ou un nomade du Kalahari va spontanément ou non entrer dans la règle en vigueur en France. Car nous venons d’un monde de l’implicite, où l’on est d’abord la fille ou le fils de, où chacun est né quelque part, d’un terroir ou d’une ville, un monde qui est inintelligent sur l’entrée dans la règle de ceux qui n’y sont pas nés – règle comme explicite, comme arbitrage, comme adaptation permanente, etc.

Le premier devoir des armées et des polices va être de garantir l’application stricte de la règle comme principe d’appartenance et de reconnaissance. S’il faut entendre Spinoza – on ne naît pas citoyen, on le devient – il faut prêter attention à Goethe, qui a des choses à dire sur ce point du débat. Que se passe-t-il quand Goethe est consulté au moment du renouveau allemand sur une anthologie littéraire ? Contrairement à ce qu’avait choisi Herder, il insiste pour que des auteurs étrangers y soient inclus ; on en tire argument pour en faire un apôtre de l’ouverture. Sans doute. Mais on oublie que le même Goethe avait écrit, quelques années avant ; «  mieux vaut une injustice qu’un désordre ». Et il expliquait qu’en des temps compliqués comme ceux que vivait l’Allemagne, avec la Révolution française, etc., le désordre du monde faisait naître d’immenses souffrances, et que construire ou reconstruire une autorité forte, capable d’injustice au nom de l’ordre, ferait naître le bien. En d’autres termes, Goethe avait tout vu ; si le monde est ouvert, la loi doit être impitoyable, et le bras de la justice tomber armé sans trop de considérations. Devant ce monde qui vient, il faut se garder de l’illusion ; il est tout, sauf confortable, sauf pitoyable, sauf amical.

**Conclusion**

Les relations depuis longtemps apparemment établies entre puissance, légitimité et souveraineté ne le sont plus.

Nos pays d’Europe occidentale ne savent plus ce qu’est la stratégie et ce qu’est la puissance. Ils les réduisent à des affaires militaires et diplomatiques, alors que la finance et l’argent en sont des éléments majeurs. De ce fait, ils oublient d’investir dans l’un des territoires majeurs de la souveraineté qui vient. La première source de la capacité stratégique est l’état des lieux ; relevé des forces en présence, connaissance du terrain, vision de la confrontation possible. Le général de Gaulle en faisait la capacité décisive de Napoléon Ier. La domination sans partage du politiquement correct, voire la censure des informations et des opinions, réduisent à rien cette capacité de voir le monde tel qu’il est, les territoires tels qu’ils se constituent, et le danger de marginalisation de la France telle qu’elle se regarde.

La question des relations transverses entre acteurs économiques publics et privés, sur les sujets d’intelligence collective, de capacité d’agir, n’est pas traitée ; elle est essentielle. Industriels de l’armement et des hautes technologies, banquiers, assureurs, etc., doivent être capables de décloisonner leurs horizons pour se parler. C’est une question de légitimité ; le pouvoir politique n’est plus seul légitime pour affirmer, décider, orienter.

Le marché ne comporte pas en lui-même les moyens de se réguler et de s’organiser. D’où l’urgence de recomposer sur les nouveaux territoires de souveraineté, les institutions, les réseaux et les structures permettant de porter le contrôle à la mesure des pouvoirs, et l’autorité au niveau de la puissance acquise.

## Comparaison des concepts de laïcité

## en France et en Turquie

*Par Madame Marta TOUYKOVA- GUILLEMET, Docteur en science politique IEP Paris, Chercheur associé au CEREMS (Centre d’études et de recherche de l’enseignement militaire supérieur)*

**Publié avec l’aimable autorisation du CEREMS**

**I**

nitié au début du 20e s. par les élites locales, le processus de sécularisation et de laïcisation s’inscrit dans le contexte plus large de la modernisation, et de l’occidentalisation de la société turque, ainsi que de la construction d’un Etat moderne, consécutif au démantèlement de l’Empire ottoman. Ce projet témoigne de l’ouverture de ces élites à l’influence extérieure – et particulièrement européenne – ainsi que de leur volonté d’y puiser des modèles. Ainsi, le terme turc de *lâiklik* a-t-il été forgé à partir du vocable français.

Tout comme la France, la Turquie a introduit la laïcité dans sa législation et ses textes fondamentaux. **La Turquie est ainsi devenue le premier – et reste le seul – Etat laïque du monde musulman**. Elément d’autant plus notable que la tradition islamique ne permet pas aisément de dissocier le politique du religieux. Cette spécificité de la Turquie est fréquemment soulignée alors que la perspective de son éventuelle intégration au sein de l’UE se rapproche ; elle suscite des interrogations sur la compatibilité de l’islam et de la modernité. Quels sont les fondements historiques de cette laïcité à la turque et comment en établir la spécificité ? Celle-ci n’est-elle que le reflet fidèle du concept français de laïcité, ou bien ce dernier n’a-t-il pas subi une transformation substantielle en s’adaptant au contexte culturel turc ?

### **Les étapes de laïcisation en Turquie : une histoire mouvementée**

Elément central du projet kémaliste de création d’un Etat-nation moderne, la laïcisation se développe en plusieurs étapes :

* 1. Le **gouvernement Jeune-Turc**, issu de la révolution constitutionnelle unioniste de 1908, lance une première série de mesures : limitation, en 1913, de l’aire d'intervention des tribunaux religieux ; rattachement, en 1915, de tous les **tribunaux** au ministère de la Justice ; fonctionnarisation des oulémas ; contrôle des fondations pieuses *(vâkïf*) par le ministère des Finances, etc. Ces mesures introduisent une réelle sécularisation sans pour autant limiter le champ d'intervention de l’islam.
  2. C’est avec la **proclamation de la République en octobre 1923** que sera mise en place une politique de laïcisation d’envergure sous l’impulsion de Mustafa Kemal.
     + **La religion est progressivement évacuée de la sphère politique** : l'acte le plus symbolique -et au grand retentissement dans le monde musulman- est l'abolition du califat en mars 1924. La Constitution de 1924, prévoit cependant que "la religion de l'Etat turc est l'islam" (art. 2). Ce n’est qu’en 1928 que cet article est amendé et la référence à l'islam supprimée.

L'aboutissement de cette évolution intervient en 1937, peu avant la mort d'Atatürk, lorsque le laïcisme et les cinq autres principes du kémalisme définis en 1931 ("*républicanisme, progressisme, populisme, étatisme et nationalism*e") sont intégrés à la loi fondamentale.

Le préambule de la constitution actuelle (1995 révisée en 2001) stipule « en vertu du principe de laïcité, les sentiments de religion, qui sont sacrés, ne peuvent en aucun cas être mêlés aux affaires de l'Etat ni à la politique ». Le texte interdit d’ailleurs toute référence à l’islam dans le nom des partis. L’art. 2 définit la République de Turquie comme « un Etat de droit démocratique, laïque et social ».

* + - **Ainsi que du système judiciaire**. En février 1926, le Code civil turc – calqué sur le code civil suisse – remplace le code ottoman et le droit de la *charia*. Les tribunaux religieux sont supprimés et le système judiciaire est entièrement réorganisé, cette réforme est largement inspirée du modèle français : dans ce domaine la laïcisation est totale.
    - **Et de la sphère sociale** avec la réforme de l’alphabet et la réforme linguistique ; l'obligation de lancer l'appel à la prière et de prier en turc, et non plus en arabe ; l’adoption du calendrier chrétien ; l'intégration des écoles religieuses au système scolaire public ; les réformes vestimentaires, etc.

### **Deux conceptions divergentes de la laïcité**

Dans les deux pays la redéfinition des rapports entre l’Etat et le religieux consacre l’égalité de tous les citoyens indépendamment de leur confession et exclut la notion de religion d’Etat. Il existe toutefois des différences de fond entre les deux conceptions de la laïcité.

En France, les mesures de sécularisation et de laïcisation mises en place au cours du 19e siècle aboutissent à la séparation de l’Eglise et de l’Etat promulguée par la loi de 1905. L’Etat se désinvestit et adopte une neutralité à l’égard du religieux. (L’Alsace, la Moselle et certains TOM bénéficient néanmoins d’un statut dérogatoire).

En France, la laïcité peut se définir comme une remise en cause du monopole d’une religion (E. Poulat <http://islamlaicite.org/article227.html>). Alors que la Turquie, bien que république laïque, n’en demeure pas moins un pays où l’islam sunnite constitue une « religion d’Etat par défaut » (O. Roy <http://www.universalis.fr/statiques/TDS/turquie/extrait.pdf>), la seule religion prise en compte et souvent en charge par le pouvoir. De fait, la Turquie se rapproche des Etats qui reconnaissent l’autorité d’une religion mais pas son autonomie vis-à-vis de l’Etat.

Le modèle de la laïcité turque vise à **établir un contrôle de l’Etat sur un islam national**. Pour exercer sa tutelle, l’Etat est doté de moyens juridiques et administratifs. Placée sous l’autorité du Premier Ministre, **la Direction des affaires religieuses** est la seconde administration du pays – après l’armée – par ses effectifs et son budget. Elle contrôle les mosquées ; nomme ou destitue les imams et muezzins, après avoir surveillé leur formation ; supervise l’enseignement de l’islam, etc. Elle est censée veiller à l’apolitisme de l’islam et dispose ainsi des moyens d’un contrôle permanent de l’appareil clérical, et d’orientation de la vie religieuse du pays.

* ***La laïcité en Turquie : un principe contesté et fragilisé ?***

Mise en œuvre depuis plus de 70 ans et inscrite dans la loi fondamentale, la laïcité n’en a pas moins connu des remises en cause épisodiques, et ce, dès la mort de Mustafa Kemal et l’instauration du multipartisme (1946). Les tensions qui en ont découlé se sont soldées à deux reprises par des interventions militaires (1971, 1980), l’Armée turque s’étant ainsi posée en garante de la laïcité.

La contestation du modèle laïque est principalement issue de mouvements se réclamant d’un islam politique. Ceux-ci revendiquent l’aménagement du principe de laïcité en vue d’accroître le rôle de la religion dans la vie publique. D’autre part, comme la France, la Turquie a connu des incidents provoqués par le port du foulard (*türban*) par des étudiantes à l’Université, qui ont relancé les querelles et les interrogations sur la nécessité d’adapter l’arsenal juridique face à l’incontestable renouveau du religieux dans la société turque.

Si le développement de courants islamisants témoigne du retour de la religion dans l’espace politique turc, il semble cependant que la majorité de ceux-ci soient modérés et attachés au régime démocratique. La trajectoire de l’AKP (Parti de la justice et de développement) actuellement au pouvoir et pourtant issu de l’ancien parti islamiste du *Refah* (bien-être), est une bonne illustration de ce phénomène, même si l’AKP ne peut, dans l’état actuel de son programme, être qualifié d’islamiste (D. Billion <http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_revpde_ar_02101.htm>. La laïcité reste donc en Turquie un concept assez éloigné de celui que prône le modèle français. Si la laïcité est effectivement inscrite dans le droit de ce pays, l’islam y occupe en pratique une place centrale. L’emprise de cette religion sur la société n’excède cependant pas le poids considérable de l’orthodoxie en Grèce ou du catholicisme en Pologne. Le risque persiste toutefois que des mouvements radicaux ne s’insèrent dans les processus démocratiques, afin d’ensuite en subvertir les règles.

L’IFODT A UN AN.

*Par le Général de corps d’armée Jean-Philippe WIRTH, Inspecteur des Forces en Opérations et de la Défense du Territoire*

**Sur**

proposition du chef d'état-major des armées (CEMA), le gouvernement a créé en 2004 l'inspection des forces en opérations et de la défense du territoire (IFODT), et le 5 janvier 2004, le champ de compétence de l'inspecteur a été défini par arrêté ministériel.  
Cette décision répond à un besoin émergent d'évaluation de l'action des forces déployées par les armées à l'extérieur comme à l'intérieur du territoire national, quel que soit le cadre de leur engagement. Elle fait ainsi de L'IFODT l'inspecteur du CEMA.

Elle traduit aussi l'unité d'action des armées engagées contre les nouvelles formes de menaces et de risques qui pèsent sur la sécurité de notre pays et de ses voisins européens. L'IFODT est donc interarmées par nature, ce que reflète sa composition.

Enfin, cette mesure vise à renforcer la cohérence des organismes interarmées qui sont placés directement aux ordres du CEMA et dont le nombre n'a cessé de croître avec le remodelage des forces opéré depuis la fin de la guerre froide. La création de l'IFODT s'inscrit ainsi dans la démarche de modernisation du ministère de la Défense.

\*

Cette disposition constitue une étape supplémentaire de la réforme du haut commandement militaire qui a clairement placé le CEMA au cœur du dispositif interarmées et qui a fait de lui l'unique responsable militaire du commandement des opérations dans lesquelles des forces françaises sont engagées, qu'il s'agisse de forces permanentes ou de forces de circonstance, d'une intervention à caractère multinational ou exclusivement national.

L'état-major des armées fournit au CEMA l'aide à la décision qui lui est nécessaire. Il lui offre toutes les capacités d'un bras droit réactif et puissant, investi en permanence dans la planification et dans la conduite de l'action. Véritable bras gauche du CEMA, l'IFODT qui lui est directement subordonné, lui procure une capacité d'appréciation autonome de la situation des forces effectivement déployées sur le terrain. Sa création repose sur l'idée que le même organisme ne peut pas à la fois « bien faire » et « se regarder faire ».

Concrètement l'IFODT agit sur mandat personnel du CEMA et va au contact des acteurs engagés sur les théâtres d'opérations à tous les niveaux de responsabilité. Il exerce ses compétences d'inspection dans les trois principaux domaines suivants :

S'agissant des opérations (OPEX comme OPINT), il évalue les conditions, le sens et la portée des actions dans lesquelles sont engagées les forces françaises, dès lors que celles-ci sont déployées dans une posture opérationnelle, c'est-à-dire qu'elles passent sous le commandement opérationnel (OPCOM) du CEMA. Ainsi l'IFODT a-t-il déjà inspecté les éléments français présents au Tchad (EPERVIER), en Afghanistan (PAMIR et EPIDOTE), et en Côte d'Ivoire (LICORNE)

En matière de défense du territoire, outre la contribution des armées à la sécurité civile (HEPHAISTOS) ou à la sécurité générale (VIGIPIRATE), il contrôle les mesures planifiées et mises en œuvre par les armées pour assurer l'exécution des différents plans de protection et de défense dans les milieux terrestre, aérien et maritime. Dans ce cadre, il fournit au CEMA une appréciation d'ensemble de la situation des points et réseaux sensibles militaires.

Enfin l'IFODT est compétent pour inspecter in situ les différents organismes interarmées (OIA) placés sous le commandement direct du CEMA, au regard de leur mission, de leur organisation et de leur fonctionnement. Dans le respect de la subordination organique à leur armée d'appartenance, il peut aussi connaître des missions remplies par les organismes à vocation interarmées (OVIA). Tel a été le cas pour sa récente inspection de la Base de transit interarmées de La Rochelle.

\*

Pour l'exercice de ses attributions le général inspecteur (dont le poste est destiné à tourner entre les trois armées) dispose d'un état-major interarmées dont la taille est comparable à celle d'une inspection générale. D'un effectif d'une dizaine de personnes, il se compose d'un chef d'état-major (CHEM/IHEDN), de trois officiers supérieurs brevetés de l'EMS (un par armée) et d'un secrétariat.

Installé provisoirement dans les locaux de l'ancienne IDOT à la caserne Reuilly, l'état-major est appelé à rejoindre le général inspecteur auprès du CEMA en se colocalisant avec l'EMA au sein du pôle stratégique de Paris, dans les meilleurs délais prévus pour la réalisation de ce projet.

En effet, en fonction des besoins fies a chaque inspection, le noyau toujours constitué par l’IFODT pour composer l'équipe d'inspection, peut être enrichi d'un apport externe en provenance de l'EMA, des états-majors d'armée ou des directions de service interarmées. Jusqu'à présent, ce renforcement a été systématiquement recherché, notamment dans le domaine de l'expertise disponible au sein de la division « opérations » de l'EMA.

Chaque inspection s'articule en trois phases, à savoir une préparation à base de dossiers et de présentations d'état-major, un déplacement d'environ 8 jours sur les lieux de l'action, et la rédaction d'un compte-rendu à destination exclusive du CEMA,

Etabli en coordination avec ceux des autres organismes du ministère, le programme annuel des inspectons de l'IFQPT est approuvé par le CEMA qui se réserve en outre la possibilité 4e mandater inopinément son inspecteur pour toute mission qu'une évolution de situation rendrait soudainement nécessaire, ou pour le représenter le cas échéant.

Ce programme prévoit une dizaine d'inspections majeures par an (OPEX, OPINT et OIA) et presque autant d'inspections ponctuelles de points et réseaux sensibles (PRS) de niveau national, conduites en partenariat avec la DPSD dans le respect du rôle propre à cette direction.

Dans le cadre de ses inspections, l'IFODT est naturellement amené à prendre de nombreux contacts avec les autorités civiles françaises associées à l'emploi opérationnel des années, comme les ambassadeurs et les préfets, ainsi qu'avec les principaux commandants d' forces multinationales au sein desquelles sont engagés des détachements militaires français.Initiée dès l'automne 2003, la montée en puissance de l'IFODT s’est poursuivie jusqu'à la fin 2004, année pour laquelle elle a constitué l'une des dix priorités d'actions défini par le CEMA.

La capacité nouvelle d'inspection dont il dispose dès à présent, et qui couvre en définitive ses domaines de responsabilité non partagée au sein du ministère, lui permet en effet de manifester une proximité accrue vis-à-vis des nombreux hommes et femmes engagés dans les multiples opérations qu'il conduit.

**De l’Uniforme**

*Par Madame le Professeur des universités Françoise THIBAUT,* *Professeur de droit aux Universités de Poitiers.*

L'

Cette réflexion a été initialement publiée dans *Le Casoar,* bulletin de liaison de la Saint-Cyrienne (Amicale des élèves et anciens élèves de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr), n° 163, oct 2001, p. 74 à 76.

uniforme uniformise. Il informe et désinforme.

L'uniforme uniformisateur désinforme sur l'intime, sur l'individu porteur qui n'est plus qu'un porte-vêtement indicateur d'une fonction. Il est d'ailleurs possible de concevoir cette uniformisation comme une atteinte à l'identité ou, au contraire, comme une protection du plus secret de l'individualité : l'uniforme induit en lui-même que tous les porteurs de la même enveloppe distinctive seront traités de la même façon et/ou accompliront des tâches identiques. Cette enveloppe rend donc indistincts ses porteurs. L'uniforme sert à ne pas être distingué et entrave toute individualisation. D'un autre côté, l'uniforme informe d'une fonction - « l'habit fait le moine » -, c'est un médium ravageur d'une redoutable efficacité ;

on est vêtu en « ce que l'on fait, ce que l'on est » ; outil de repérage visuel instantané, c'est un simplificateur des relations sociales, un outil hiérarchique et fonctionnel ; peu importe ce qu'il y a à l'intérieur de l'enveloppe distinctive du moment que le rôle indiquéparl'uniforme est rempli.

L'uniforme commença sans doute sa belle carrière à la Tour de Babel ; la Bible ne le dit pas, mais c'est presque évident : dans la multitude affairée, puis le galimatias des langues différentes, la seule façon de s'y retrouver fut de vêtir les transporteurs en transporteurs, les tailleurs de pierres en tailleurs de pierres, les esclaves en esclaves, leurs gardiens en gardiens. Trois mille ans avant les balbutiements de la civilisation indo-européenne, les empereurs de Chine du Nord, déjà, vêtaient les lettrés en lettrés, leur imposant de longues robes entravées pour les empêcher de cavaler, de faire autre chose que penser et s'exercer à la calligraphie. Une complexe hiérarchie de coiffures et de vêtements permettait de distinguer les différents serviteurs de l'État. Le tablier de cuir distinguait aussi le céramiste et le forgeron : même loin du feu, ces artisans devaient toujours en être vêtus, afin que, en cas d'urgence, on les retrouve facilement.

Plus proches de nous, la pourpre bordant la toge indiquait à Rome la fonction délibératrice ou sénatoriale, et les épouses des sénateurs romains étaient astreintes au port d'une unique coiffure permettant de les distinguer en quelque lieu qu'elles fussent ; l'oubli de cette obligation étant lourdement sanctionné.

L'uniforme « oblige » et « libère » ; il est la plus efficace des cartes de visite ; il évite toute explication, et même la déclinaison d'une identité. Point de discours, point de tracas de langues étrangères et de patois mystérieux. Arborer l'habit ou les signes distinctifs de son rôle social évite toute autre justification. La fonction existe dès que l'uniforme apparaît; l'infirmier apporte avec lui l'hôpital, le militaire son bivouac ou son casernement ; la distinction par la « tenue » peut d'ailleurs être valorisante ou dévalorisante, une indication de grade, de hiérarchie, de classification ; tout fautif est en fautif (parfois très voyant), son gardien en gardien ; la présence des deux uniformes ensemble indique automatiquement la hiérarchie : celui qui doit se soumettre et celui qui commande. Mais il « oblige » aussi :

malheur à celui dont l'attitude ne correspond pas à ce que l'on attend de l'uniforme...

L'apogée du système est dans « l'uniforme de masse », pour deux raisons : parce qu'il dépersonnalise complètement ceux qui le portent, et parce qu'il fait la fortune de ceux qui le fournissent. Avec la conscription patriotique au nom de l'État national, la République française inventa « l'usine de confection » et, par là, les premières fabrications « à la chaîne » : une des premières manifestations de *la première révolution industrielle* est la mise en fabrication des uniformes militaires. Avant, en vertu de la personnalisation des commandements, et de l'origine privée des effectifs, les chefs de guerre équipaient leurs hommes, les officiers s'équipant le plus souvent à leurs frais. Les riches s'équipaient richement, pas toujours uniformément ; les pauvres allaient « n'importe comment », ou en guenilles (mot issu de *guet,* en néerlandais, qui veut dire *coquin),* d'où la difficulté parfois de distinguer les gens de guerre des voleurs, faute de repères clairs ; même le roi équipe lui-même. ses troupes. Le premier des « uniformes » uniformisateur militaire de notre histoire occidentale est certainement la tunique du *Croisé :* dans le chaos humain et les imprévisibles retournements des Terres saintes, la Croix par-dessus la cotte vaut identité. La conscription de la République élective, qui vient bien plus tard, indique un repérage clair, et appelle aussi la facilitation des sanctions aux comportements inadéquats ; toute indélicatesse commise par un uniforme est immédiatement signalable ; celui qui accuse a un indicateur clair (qui peut d'ailleurs aussi l'inciter au silence) ; mais, en principe, l'uniforme protège à la fois l'autorité et la victime. Le système hiérarchique prend « corps » à travers l'uniforme et ses signes distinctifs, de même que le système de sanctions.

Sur les chemins de Compostelle, le pèlerin se distinguait à son large manteau, sa coiffure, son bâton et sa coquille... On le reconnaissait de loin.De même les religieux, les *régu- liers,* itinérants et mendiants... les *séculiers,* plus libres hors les offices mais astreints au port des signes distinctifs de leur fonction sacrée, à la robe ou à la longue veste à rabats. En ces longs siècles de culture parcimonieuse, souvent retenue par l'élite, d'analphabétisme quasi général, le vêtement indique non seulement la fonction mais l'appartenance sociale : vêture de petite ou haute noblesse, mise sombre du bourgeois, livrée domestique. Tout comme les enseignes des boutiques, la vêture révèle le métier, le niveau des revenus, parfois même l'âge et le rang dans l'activité : le nombre de rubans au chapeau, les boutons, les galons, les boucles aux chaussures - le port même de chaussures en ces temps ou tant de gens vont nu-pieds ou en sabots -, le droit à l'épée ou au chapeau, au bicorne ou au tricorne, au col de fourrure, aux revers garnis d'hermine ou de ragondin... Dans les rôles plus humbles cela joue aussi : il existe différentes catégories de nécessiteux, repérables aisément. En les secourant, on aide aussi l'institution qui les protège ; l'uniforme des internats uniformise les enfants, formant d'indistinctes masses bleues, noires ou grises. Mme de Maintenon mit toutes ses *jeunes filles de Saint-Cyr* en uniforme, ne distinguant leur classe que par des couleurs différentes de tabliers ; il y a aussi les bons et les mauvais élèves, ceux arborant un ruban blanc ou rouge prouvant leur excellence, ceux voués au moyen bleu pâle ou au médiocre vert, enfin ceux porteurs de l'infamante coiffure du crétin...

Le Vatican se préoccupa de protéger les chrétiens des maux spirituels ou temporels qui pourraient les détourner du droit chemin : en 1215, le concile de Latran imposa le port de signes distinctifs aux musulmans (vert) et aux juifs (jaune) présents en terre chrétienne, ainsi qu'aux lépreux (noir) et aux prostituées (rouge). La cape, le mantelet, le chapeau, le tablier, rubans et revers prenaient un sens social et distinctif, appartenant à une stratégie de prévention, de précaution morale et sanitaire. La Révolution française crut bien faire à l'automne 1791, par trois décrets successifs, en demandant aux *juifs du pape -* ceux de l'Avignonnais et du Comtat Venaissin - de renoncer à la cape jaune, aux rubans et aux tabliers ornés de bandes jaunes indiquant leur appartenance au judaïsme, afin qu'ils fussent, comme les protestants, « des Français libres, comme les autres ». Cet abandon leur parut effrayant, car ces signes distinctifs, adoptés depuis Clément VI, constituaient leur « armure » dans leurs déplacements, leurs commerces et la pratique de leurs mœurs.

L'abolition brutalement ordonnée déclencha émeutes et manifestations à Carpentras et alentours, une « guerre des rubans et des tabliers » qui ne prit fin qu'en 1807 à la suite de l'Édit impérial de *francisation ;* tout aussi brutale et inattendue fut la *Guerre des perruques et des bonnets,* en Suède, vers 1751, sous Charles XII, entre la Noblesse (les perruques) et le Tiers (les bonnets) pour l'abolition des privilèges et des droits féodaux, origine du parlementarisme nordique moderne.

Religion, guerre et éducation sont souvent liées par *l'uniforme,* l'arborant et se signalant très tôt dans toutes les sociétés, car ces trois secteurs d'activités « représentent » aussi une mentalité, une adhésion culturelle, politique, une « appartenance » mentale aussi bien que pratique, engendrant la «défense» ou la propagation *(propagatio fide).* Dans un ouvrage récent, l'écrivain nord-américain Alison Lurie rappelle' que « l'uniforme est un costume totalement déterminé par les autres » évoquant le rôle symbolique et signalétique du vêtement, sa signification d'intégration et de fonction sociales : le vêtement de travail ne correspond pas à un choix, ni à un instinct personnel ; il indique « l'action dans le groupe social » et il est conçu « pour garder les gens à leur place » dans un rapport d'efficience, de hiérarchie et d'ordre. Il contribue à ce qu'une tâche se fasse plus facilement, et que cette dernière se trouve non seulement « indiquée », mais aussi valorisée et reconnue. C'est une évidence pour le « rôle » militaire : sur le terrain, dans la fureur du combat, le vacarme et la fumée, il est essentiel de repérer le chef, le commandant, de voir où sont les hommes de l'unité, qui doit être protégé ou éliminé. Cela est valable pour les combats classiques, terrestres ; mais ça l'est aussi pour des corps plus techniques, au sein même des unités en action, dans lesquelles les hommes ne se connaissent pas forcément : un informaticien ne saurait être confondu avec le lanceur de projectiles. Dans les situations de combat, ou d'urgence, dans lesquelles il y obligation d'une extrême rapidité sans confusion, l'uniforme aide au repérage visuel indispensable.

Le plus souvent, de nos jours, on endosse l'uniforme de sa fonction uniquement dans le laps de temps où on l'accomplit : le maître d'hôtel et le serveur revêtent leur tenue sombre et leur nœud papillon dans leur établissement, le chef de chantier son bleu de travail dans son vestiaire, tout comme l'hôtesse d'accueil, l'infirmière, le professeur ; plus jamais de repérage professionnel au long des rues des grandes villes ; fini, Gabin en *spahi* dans les bistrots d'Orange, Jean Chevrier en aviateur cherchant sa belle vers le Pont des Arts, plus jamais le *pompon rouge* du matelot sur les Boulevards... Le militaire devenu fonctionnel et non plus élément du corps social ne revêt l'uniforme que dans ses quartiers ou dans des circonstances précises. Le pompier n'est pas pompier tout le temps, ni le dentiste, ni le juge ; la caractéristique la plus spectaculaire de la déambulation urbaine contemporaine est son *anonymat ;* la rue n'est plus un spectacle social : elle est un fleuve anonyme, grisé-bleuté,de gens indistincts, dont la *liberté* consiste justement à n'être ni signalés ni repérés.

L'uniforme désormais universel, planétaire, asexué et mondial est désormais *volontaire :* c'est le « Jean », qu'il soit *blue, black,* lavé, foncé, noirci, *stoned, washed,* délavé, coupillé, élégant, griffé, de récup, numérisé, large ou étroit, propre ou sale, pauvre ou chic. D'abord utilitaire et ouvrier, uniforme des ouvriers, des bûcherons, des chercheurs d'or du Kiondike et du Yukkon à cause de sa robustesse et de sa facilité d'entretien, puis, après la Seconde Guerre mondiale, signe de révolte et de jeunesse insoumise, le « Jean » enveloppe désormais toutes les classes sociales, tous les âges, toutes les activités. Tenue préférée du voyageur, du touriste, il estbanal dans les écoles et universités, toléré dans les bureaux, admis dans les banques, commun dans les commerces : il est *l'uniforme des non-uniformisés.* Il est le vêtement de loisir des cadres, des militaires et des juges, le commun compagnon de toutes les jeunesses du monde, des chrétiens et des musulmans, des Palestiniens comme des Israéliens..., celui sur lequel on se précipite lorsque l'on quitte le vêtement de fonction. Il fait partie de la panoplie libertaire, signe d'évolution progressiste et de modernité, alors qu'en fait il est un signe majeur d'uniformisation des masses, d'indistinction des individus.

Toutefois, sa symbolique libérale et occidentale est si forte qu'il fut un temps interdit en Union soviétique (années 1960-1970) où il fut l'objet d'un florissant marché parallèle, alors qu'au départ il est surtout l'uniforme du camarade-ouvrier. Étrange destin d'un uniforme professionnel détourné pour devenir le repère d'une individualisation contestataire ! Maintenant, celui qui le revêt, qu'il soit général ou *pacha* d'un quelconque monstre nucléaire, devient parfaitement anonyme, indéterminé, abandonne ses galons, redevient étudiant dans sa tête par le truchement de ce *« grimpant de Nîmes »...*

La définition avancée par Lurie[[37]](#footnote-37), concept très ramassé de la signification du vêtement, est un résumé simplificateur du monde vestimentaire complexe dans lequel nous évoluons : la très grande diversité des origines et des vies fait du « vêtement non signalétique uniformisé » un protecteur de l'intimité et provoque une perte d'identité. Selon les contextes, les circonstances, l'État politique où l'on se situe, ce peut être un avantage ou un inconvénient.

En France, l'uniforme militaire a complètement déserté les rues après la guerre d'Algérie afin... d' « éviter toute provocation »... Pour un individu, passer dans une même journée de l'uniforme au « Jean » signifie « aller du repérage volontaire à l'anonymat programmé » : revêtir l'uniforme signalétique le matin pour l'abandonner le soir et revêtir celui de 1' « uniformité » indifférenciée signifie une intellectualisation importante de sa propre vie et une compréhension profonde du « droit à l'intimité et à la vie privée » telles qu'elles sont exprimées dans les lois françaises. L'individu perturbateur dans ce mécanisme, c'est la *femme* dont la coquetterie, le goût identitaire, l'attraction pour l'incongru « imaginaire différent » perdurent, même à travers le phénomène très uniformisateur de la « mode de masse ». Un vêtement peu coûteux et « à la mode » peut désormais être fabriqué et vendu - comme un uniforme - à des dizaines de millions d'exemplaires..., mais les femmes trouveront toujours l'idée d'une broderie, d'un pli, d'un ruban, qui les différencie de la voisine...

Finalement *grandir, être éduqué,* c'est s'être laissé endoctriner pour s'habiller « conforme » dans le travail comme dans le jeu : on ne joue pas au foot en complet veston ; on ne va pas dans sa tour de bureaux en combinaison de plongée. Toutefois la mode généralisée des tennis et des baskets, des « chaussures molles », vient de l'extension phénoménale des sports et des loisirs dans la vie quotidienne : la ville copie les stades, les fabricants l'ont bien compris. À quand les militaires en survêtements ? Il y a trente-cinq ans, l'acteur américain Dustin Hoffmann déboulait dans les soirées mondaines en smoking et en « baskets » : c'était un pionnier... Les officiers chargés de l'instruction des conscrits ont volontiers raconté les problèmes que posait aux jeunes recrues, après des années de « pieds mous », le port des chaussures réglementaires. En fait, une des premières choses que nous apprenons, c'est que l'uniforme est un moyen de communication extraordinairement effi- cace et permet de s'y retrouver, en hiérarchie sociale, quand on débute dans la vie. Le policier-gardien de la sortie de l'école, l'agent au coin de la rue, le pompier avec son extincteur sont sans doute les premières représentations de l'autorité et du « pouvoir d'agir » qu'un enfant reconnaît à son uniforme : pour l'enfant, l'uniforme est presque toujours prestigieux, car il représente l'« acte », l'intervention, le pouvoir d'agir et de changer le cours des choses. Si papa est général et apparaît en uniforme, avec ses décorations, un jour de cérémonie, on sait instinctivement que « papa a du pouvoir et de l'autorité ». En grandissant, on peut acquérir un avant-goût *d'uniformité* chez les scouts ou dans certaines écoles primaires pratiquant l'uniforme. Entouré de personnes habillées comme nous, nous développons un double sentiment : à l'interne, celui de l'appartenance et de puissance du groupe ; vis-à-vis de l'extérieur, celui de la différence. Pour cette raison, tous les régimes autoritaires, quels qu'ils soient, imposent à leurs populations et en particulier à leur jeunesse – du Duce à Mao - le port de vêtements identiques et des uniformes « civils ». Selon Marx dans *Le Capital,* l'individu n'est qu'un *rouage* du grand projet communiste : il « est » dans la masse anonyme uniformisée qui fait la force du système et se fond en elle en arborant l'uniforme prolétarien. II est à sa place, fonctionnellement, systémiquement et socialement. Mais peut-être que dans sa tête ?

Aujourd'hui, dans les sociétés occidentales développées, c'est sans doute dans le monde des *services* qu'on a le plus recours à l'uniforme : serveurs, chauffeurs, hôtesses, accompagnateurs en tous genres, gardiens, personnels navigants portent les uniformes qui définissent leurs fonctions. Le tourisme et les métiers liés aux transports le pratiquent largement, sans doute en raison des difficultés linguistiques et de la nécessité d'offrir un service parfait. L'uniforme définit le service, donc le travail de celui qui le porte : un commandant de bord en jogging mettrait mal à l'aise, de même que le policier en « jeans » n'inspirerait pas tout à fait confiance. L'uniforme sert à gommer l'individualité, contribue à la dépersonnalisation de celui ou celle qui remplit une fonction. Dans les avions, les chefs de cabine, qui affrontent parfois beaucoup d'agressivité de la part des passagers, disent couramment que leur uniforme leur sert d' « armure » et que les mécontentements ou anxiétés s'adressent « non pas à eux mais à la Compagnie dont ils assurent le service ». Il y a d'ailleurs un paradoxe : car, dans le même temps, les lois récentes tendent à imposer une responsabilité individuelle accrue dans de nombreuses fonctions administratives, obligeant le fonctionnaire ou l'acteur (rarement en uniforme) à faire connaître son identité par un badge ou un cavalier posé sur son bureau ou son guichet. La fonctionnaire territoriale, l'employé des postes, l'agent contractuel peuvent - dans une certaine marge - se vêtir à peu près comme ils veulent dans leur travail ; mais il ont l'obligation d'arborer un signe de reconnaissance compréhensible pour l'usager indiquant leur grade et leur fonction : c'est une sorte d' « uniforme minimaliste » permettant le repérage hiérarchique et fonctionnel.

L'uniforme fonctionne donc comme une sorte de « balise » pour ceux qui ont « besoin » de service, de la personne en uniforme. L'uniforme répond à un « besoin » social : repérer l'uniforme ou le porteur du badge relève de la nécessité de trouver celui ou celle qui doit être le bon interlocuteur, qui résoudra le problème ou indiquera la procédure, qu'il s'agisse du docteur en blouse, de la lingère de l'hôtel, ou du policier au carrefour. Peut-être nos sociétés n'ont-elles plus « besoin » d'uniformes militaires dans les rues pour faire régner l'ordre, depuis que la guerre a été déclarée hors la loi par l'ONU ?

Se professionnalisant, l'armée - surtout de terre - se rapproche de plus en plus du « service public » sécuritaire. C'est d'ailleurs un reproche que les militaires font aux terroristes ou aux civils des guérillas indéterminées : ils tirent dans le dos et ne portent pas d'uniformes. C'est peut-être aussi parce qu'il porte l'uniforme que le militaire est désormais de plus en plus perçu comme un « prestataire de rétablissement de l'ordre et de la sécurité ». L'uniforme indique de manière générale que « chacun est à sa place dans la société » et que cette même société est à peu près en ordre ou sur la voie du rétablissement de cet ordre sécuritaire. Dans les situations de « crises », telles qu'elles sont perçues, l'uniforme militaire signifie, pour la majorité des habitants des pays démocratiques, une clarification situationnelle, un retour à la normalité, une réinsertion de la justice, l'espoir d'un rétablissement de l'ordre, des secours, du calme... et non plus le bruit et la fureur de plus en plus perpétrés sans uniforme...

Réfléchir à cet aspect des choses n'est pas inutile...

***Les PAGES des COURS SUPÉRIEURS***



**Les actes du Colloque EMSST 2004,**

**« La spécificité militaire : Mythe ou réalité ? »,**

**sont disponibles sur un double DVD ,**

**S’adresser àl’Amicale de l’EMSST au prix de 10€ l’ensemble,**

**mais en quantité limitée.**

Commande, accompagnée du règlement, à adresser à :

CESAT/ EMSST

BP 54

00 445 ARMEES

***L’E M S S T***



# Vie de l’EMSST

**Le**

brevet technique d’études militaires supérieures (BTEMS) a été attribué, à compter du premier novembre 2004, à quarante neuf officiers stagiaires appartenant à l’enseignement militaire supérieur de l’armée de terre, voie Enseignement militaire supérieur scientifique et technique.

Cette année, la population élue a compté en son sein un seul officier du grade de lieutenant-colonel. L’arme du génie, suivie de près de l’arme blindée et cavalerie puis du matériel comporte le plus grand pourcentage d’officiers brevetés. L’artillerie et l’infanterie sont dans la moyenne alors que l’arme du train et celle des transmissions remportent à elles deux le plus faible pourcentage.

Sans aucune surprise, l’écrasante majorité de ces officiers est issue de l’ESM. Les officiers sur titre viennent en deuxième position suivis de ceux issus des recrutements semi-directs puis ceux en provenance de l’Ecole Polytechnique. Un seul officier a dignement représenté les officiers d’origine du Corps technique et administratif.

Avec ces nouveaux brevetés qui signent pour la grande majorité, leur départ de l‘école militaire, l’EMSST ne se retrouve pas pour autant dépeuplée puisque au concours d’entrée de l’année 2004, cinquante autres officiers sont venus remplir le vide ainsi laissé par leurs aînés.

La proportion des officiers appartenant à l’arme du génie rétrograde légèrement en faveur de l’artillerie qui remonte d’une place. Les transmissions prennent quelques places à l’infanterie alors que cette année est marquée par le retour en force de l’ALAT qui est représentée par cinq officiers.

Le millésime 2005 se distingue de son prédécesseur par le doublement de la population des officiers d’origine «recrutement sur titre ».

Quant aux scolarités offertes, les proportions et tendances ont été respectées et la différence entre les deux millésimes reste minime même si cette année la population des SHS semblait être déçue face aux choix proposés.

Notons qu’en LRI la répartition entre langues et relations internationales reste identique et que cette année la langue arabe fait une percée au détriment de la langue russe.

En SHS la répartition entre économie et finances d’une part et le contrôle de gestion d’autre part est inversée sans pour autant influencer la proportion des finances et techniques budgétaires par rapport aux GRH.

Enfin, la filière SI reste la garante de la stabilité en matière de répartition de types de scolarité.

Comme à l’accoutumée, après leur orientation définitive, les futurs stagiaires ont rejoint leur corps d’origine et vont s’atteler à une remise à niveau nécessaire pour la poursuite d’une scolarité sereine. Ils ne le savent pas tous encore, mais à l’heure où ils sont persuadés de faire une pause, c’est un nouvel horizon d’efforts qui se présente à eux.

Tout l’encadrement de l’EMSST se joint à son directeur pour les assurer de leur disponibilité et de leur soutien et renouvellent leurs sincères félicitations à ces hommes et femmes qui ont réussi le concours 2004.

***Réformer l’ONU***

*Par le chef de bataillon François RONDEAU du NOYER[[38]](#footnote-38)*

*« Nous sommes, comme vous le voyez, très soucieux de la liberté de pensée et de la souveraineté des Etats membres de la Société des Nations non encore vaincus. Que chacun des Etats fasse ce qu’il lui plaira. […] Notre rôle est d’émettre des vœux prudents, de voter des résolutions habiles qui ne désobligent personne. Notre tâche se résume en ceci : être anodins ! Nous accomplirons cette tâche avec une vigueur toujours grandissante. »*

**L’**

*Albert Cohen, Mangeclous, 1938.*

actualité de la réunion des membres de l’Assemblée, de septembre à décembre, redonne comme chaque année, une place à l’ONU sur la scène médiatique. Or, cet automne, de quoi parle-t-on ? De la réforme attendue de l’Organisation. On a ainsi pu voir le Président Jacques Chirac, à New York, s’exprimer sur son désir de voir l’Allemagne rejoindre la « dream team » des pays siégeant en permanence au Conseil de sécurité.

Car, de cette réforme, la presse ne s’intéresse qu’à une seule partie : l’élargissement désiré du Conseil de Sécurité. Pourtant, l’objet de cette réforme, inscrit dans la Déclaration du Millénaire (septembre 2000), est plus vaste, et aborde des domaines divers, comme par exemple :

* le renforcement de la coopération des Nations unies avec les organisations régionales,
* le renforcement du Conseil économique et social et de la Cour internationale de Justice,
* la revitalisation de l’Assemblée générale, organe central de l’Organisation.

Mais, hurlant avec les loups, nous avons choisi de nous intéresser nous aussi à l’avenir du Conseil de sécurité.

Ce que nous voulons suggérer, c’est que, dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationale, les aménagements envisagés du Conseil de sécurité ne sont pas de nature à soulager les maux qu’ils se sont donnés pour objet de guérir.

C’est pourquoi il s’agira de présenter les objectifs qui justifient la mise en œuvre d’une réforme du Conseil de sécurité. Nous prétendons il n’y a pas de lien entre ces buts et les propositions du « groupe d’experts ». Dès lors, est-il possible d’évoquer une nouvelle direction possible pour orienter le cours de cette entreprise de rénovation ?

\*

\* \*

Que reproche-t-on à l’organe le plus médiatique de l’ONU ? Une rapide et incomplète revue de presse permet de faire la synthèse des critiques :

* les décisions sont trop lentes et souvent inefficaces ;
* et le manque de légitimité du Conseil est d’autre part considéré comme la cause principale de ces faiblesses.

Trois exemples permettent d’illustrer ces critiques avérées. Trop tardives, trop lentes, les décisions du Conseil de sécurité le sont sans aucun doute dans de nombreux cas. La crise du Soudan le montre : alors que la nécessité d’intervenir s’imposait au vu de l’ensemble des rapports et témoignages des observateurs, la résolution, permettent une ingérence, a tardé, et a été obtenue malgré les réticences de la Chine et du Pakistan.

La crise israëlo-palestinienne est quant à elle un signe de l’inefficacité des décisions du conseil. Les nombreuses résolutions ne semblent pas avoir une influence sur l’apaisement du conflit.

Enfin, le désir de l’Allemagne de faire partie des membres permanents montre que la composition du Conseil ne paraît pas satisfaire aux critères de légitimité dont ce groupe juge nécessaire de s’enorgueillir.

\*

\* \*

Tentons désormais d’analyser ces constats : quelles sont les causes de ces faiblesses ? C’est tout d’abord bien sûr l’histoire qui explique la composition du Conseil de Sécurité, et son actuelle illégitimité. En 1945, il était logique de ne pas accueillir l’Allemagne, nazie et vaincue, au sein du club des états possédant le droit de veto.

Ensuite, la lourdeur de la bureaucratie de l’ONU est une cause de son inefficacité. Prenons l’exemple du Département des opérations du maintien de la paix, placé sous l’autorité du secrétaire général : il est surprenant de constater qu’il n’y existe pas de Centre Opérationnel. En cas de crise, les acteurs de la prise de décision ne peuvent se rassembler dans un même lieu ; la récupération, la transmission puis l’analyse de l’information nécessaire ne fait pas l’objet d’une organisation centralisée. Ce n’est pas le cas non plus de la conception et de la transmission des ordres. Le processus de la prise de décision suit des méandres bureaucratiques peu structurés. Les « cellules de crises » de nombreux organismes, comme par exemple en France celle du Premier Ministre, auraient des leçons à donner à la plus célèbre des organisations internationales.

Mais nous souhaitons insister sur une autre explication des faiblesses de l’Organisation ; celle ci en effet doit composer avec les contraintes « constitutionnelles » imposées par la Charte fondatrice. Par principe, l’ONU s’interdit de se considérer comme au-dessus des gouvernements qui la composent. L’ONU ne veut pas être une sorte de gouvernement mondial, ni les Etats perdre de leur souveraineté. A l’Assemblée générale, ceux ci sont considérés comme égaux entre eux, cette égalité étant cependant réduite par ailleurs par l’existence du Conseil. Cependant, ici aussi, la décision ne naît que du consensus, les cinq membres permanents possédant un droit de veto.

Dès lors, il est normal que les décisions soient difficiles à prendre, puisqu’elles doivent être précédées par la persuasion de l’ensemble des participants. Si l’on considère que les quinze membres du Conseil peuvent être comparés à quinze personnes non assujetties à une autorité supérieure, et qui doivent prendre une décision par le consensus, on comprend qu’il soit difficile de passer rapidement et avec efficacité du débat à l’action.

Force est donc de constater qu’augmenter le nombre des membres, permanents et non permanents, ne conduira pas à améliorer l’efficacité de l’Organisation. Elargi, le Conseil de sécurité sera plus légitime, mais certainement pas plus efficace ni plus rapide. Les récentes étapes de la construction européenne illustrent la difficulté croissante de parler d’une même voix lorsque s’accroissent les partenaires.

\*

\* \*

Dès lors, comment orienter la réforme de l’ONU ? Il ne peut ici être question que de proposer des pistes.

On peut tenter de moderniser les modes d’actions, et s’attaquer aux causes « organisationnelles et managériales ». Pour reprendre un exemple déjà cité, la création, au Département des opérations de maintien de la paix, d’un centre opérationnel, accélérant la prise de décision en temps de crise, s’impose.

Mais une autre voie est peut-être aujourd’hui négligée, qui répondrait pourtant à un besoin actuel et essentiel des relations internationales : il s’agit du rôle de tribune que l’ONU peut jouer.

Dans le dernier chapitre de son Supplément au Voyage en Onusie (Fayard, 2003), Alain Dejammet souligne les deux dimensions de l’ONU :

« Au fond des choses, on en revient à la seule question qui mérite d’être posée : force ou/et discussion ? »

Pourquoi penser que c’est dans le domaine de sa capacité d’intervention qu’il faut renforcer le rôle de l’ONU ? N’oublions pas que le passé des Nations unies ne comporte que peu d’interventions sous casques bleus à la réussite éclatante. Pour s’imposer par la force, une coalition, permanente ou de circonstance, est mieux armée. En tous cas, si le bilan de l’ONU est considéré comme globalement positif, c’est autant grâce à sa faculté de maintenir le dialogue entre des partis opposés que grâce à ses actions de force. L’exemple de la Guerre Froide illustre cette idée : en assumant son rôle de lieu privilégié d’expression de l’opposition est ouest, l’ONU a participé à éviter l’affrontement armé. Sans l’ONU, sur le pupitre de quelle tribune Khrouchtchev aurait-il pu asséner son fameux coup de chaussure ?

Il ne s’agit pas d’affirmer que ce rôle de forum à disparu. Mais de constater qu’il pourrait être judicieux de le renforcer.

Les désaccords opposent de plus en plus des entités de natures diverses : Etats sans nations, nations sans Etats, associations, syndicats, autorités religieuses, groupuscules représentant ou non les intérêts de tout un peuple. On est frappé de constater que ce n’est plus en priorité à l’ONU que les acteurs cherchent à s’exprimer. Par exemple, c’est hors de la tribune de l’ONU que les altermondialistes cherchent à se faire entendre. Et, en cette période où tente de s’imposer la thèse du « choc des civilisations », l’organisation n’a pas jusqu’à présent réussi à arbitrer le désaccord qui s’installe entre les tenants d’une civilisation islamisée et ceux d’une société sur le modèle occidental.

L’ONU, qui a été capable, dans la deuxième partie du vingtième siècle, d’orchestrer avec brio l’aspiration à l’indépendance des peuples colonisés, doit retrouver son rôle de tribune mondiale. L’action viendra ensuite, tout naturellement. L’Organisation doit retrouver son rôle d’arbitre des débats. Elle peut redevenir la tribune médiatique qui a expliqué son succès.

**Un**

***Science et management***

homme, dans la nacelle d’une montgolfière ne sait plus où il se trouve. Il descend et aperçoit une femme au sol. Il descend encore plus bas et l’interpelle :

«Excusez-moi ! Pouvez-vous m’aider ? J’avais promis à un ami de le rencontrer et j’ai déjà une heure de retard car je ne sais plus où je me trouve. »



La femme au sol répond :

« Vous êtes dans la nacelle d’un ballon à air chaud à environ 10 m du sol. Vous vous trouvez exactement à 49°, 28’ et 11’’ Nord et 8°, 25’ et 58’’ Est ».

«Vous devez être ingénieur» dit l’aérostier.

«Je le suis«, répond la femme, «comment avez-vous deviné ?»

«Eh bien», dit l’aérostier, «tout ce que vous m’avez dit à l’air techniquement parfaitement correct, mais je n’ai pas la moindre idée de ce que je peux faire de vos informations et en fait je ne sais toujours pas où je me trouve. Pour parler ouvertement, vous ne m’avez été d’aucune aide. Pire, vous avez encore retardé mon voyage.»

La femme lui répond :

«Vous devez être un «top manager».»

«Oui,» répond l’homme avec fierté, «mais comment avez-vous deviné ?»

«Eh bien», dit la femme, «vous ne savez ni où vous êtes, ni où vous allez. Vous avez atteint votre position actuelle en chauffant et en brassant une énorme quantité d’air. Vous avez fait une promesse sans avoir la moindre idée comment vous pourriez la tenir et vous comptez maintenant sur les gens situés en dessous de vous pour qu’ils résolvent votre problème. Votre situation avant et après notre rencontre n’a pas changé, mais comme par hasard, c’est moi maintenant qui à vos yeux en suis responsable !»

***L’E S O R S E M***



## 

**La promotion de l’O R S E M 2004**

**«  Cen André Arthus Bertrand »**

**est reçue à l’Hôtel de Lassay par Monsieur Jean-Louis DEBRE,**

**Président de l’Assemblée Nationale.**

*Par le Capitaine (R) Jean-Marc COSTES-REVUZ du 27ème BCA, Président du 1er groupe de la promotion CEN André Arthus Bertrand*

**Le**

vendredi 28 janvier 2005 au soir, une cinquantaine d’officiers de l’Armée de Terre et d’armées de pays amis, tous diplômés de l’Ecole Supérieure des Officiers de Réserve Spécialistes d’Etat-Major en août 2004, se réunissaient à l’Ecole Militaire – accompagnés pour la plupart de leur épouse – pour un important rendez-vous donné à la promotion CEN André Arthus Bertrand : la visite du Palais Bourbon et de l’Hôtel de Lassay, à l’invitation du Président de l’Assemblée Nationale, Monsieur Jean-Louis DEBRE.

Premier événement officiel et d’importance depuis la cérémonie de remise des diplômes à la promotion en août dernier, cette soirée s’annonçait a priori comme marquante par son caractère solennel mais aussi en raison de la présence d’un grand personnage de l’Etat ainsi que de plusieurs officiers généraux. Déjà, lors du déplacement collectif vers le Palais Bourbon, les visages exprimaient des sentiments tels que curiosité ou satisfaction, mais tous affichaient une visible et indéniable fierté. En effet, cette invitation marquait pour l’ensemble une forme certaine de reconnaissance de l’Etat et partant, de la Nation, pour l’investissement personnel et les sacrifices consentis par chacun pour suivre cette formation de haut niveau et poursuivre cet engagement particulier – peu connus de nos concitoyens – que sont la vie et la carrière d’un officier de réserve.

Cette réception fut donc chargée d’émotion. Emotion de se trouver dans le temple du pouvoir législatif français, émotion de voir un lieu où se sont écrites certaines des plus grandes pages de l’Histoire de France et où se sont cotoyés d’illustres personnages dont les noms et l’esprit rayonnent encore dans le monde entier. La visite des lieux fut assurée par des guides-conférenciers dont la connaissance et la maîtrise historique n’avaient d’égal que leur humour, constellant le parcours d’anecdotes des plus savoureuses sur la vie au Palais.

Puis vint l’heure de la réception proprement dite par l’hôte et maître des lieux, le Président Jean-Louis DEBRE qui nous accueillit chaleureusement par un superbe et habile discours où se mélangeaient anecdotes et considérations historiques ou contemporaines, civiles comme militaires. Puis, après avoir loué les mérites de certaines personnes présentes, il termina en soulignant l’importance et l’intérêt que la Nation voue aux militaires de réserves au sein de notre Armée professionnalisée. A cette occasion, il réitéra chaleureusement la considération, l’estime et la confiance particulières qu’il porte aux Officiers de Réserves Spécialistes d’Etat-Major.

Le général CUCHE, Inspecteur de l’Armée de Terre et représentant le CEMAT, le remercia de son accueil par un discours également très apprécié de l’assistance. Enfin, le Colonel BOULNOIS, commandant de l’ESORSEM, accompagné du Colonel SERVENT, président de la Réunion des ORSEM et du Capitaine BOUJU, président de la promotion CEN André Arthus Bertrand, le remercia à son tour et lui remit un bloc de cristal représentant l’Ecole Militaire en souvenir de cette invitation mémorable.

Au delà des quelques coupes de champagne partagées autour d’un splendide cocktail dînatoire et du plaisir certain de se retrouver entre camarades de promotion dans un cadre prestigieux, cet événement trouve sa pleine signification dans le double message qu’il porte.

Le Président Debré a symbolisé par son invitation, toute la considération et la reconnaissance que la France, au travers de la représentation nationale, porte à son armée de terre et tout particulièrement à ses officiers de réserve.

Les ORSEM, en dégageant du temps sur leurs calendriers chargés de cadres pour venir en uniforme dans les murs de l’Assemblée Nationale, ont affiché leur attachement profond et sincère au service du pays et de ses institutions démocratiques.

Cette soirée a ainsi constitué un moment fort placé sous le signe de l’esprit de Défense et du lien Armée-Nation.

**Intervention de Monsieur Jean-Louis DEBRÉ,**

**Président de l’Assemblée nationale**

**J**

uste un mot si vous le permettez pour saluer les généraux, le colonel, mesdames et messieurs

je suis très heureux de vous accueillir aujourd’hui dans ce palais au cœur même de la démocratie parlementaire

Je voudrais saluer tout particulièrement le général Cuche, Inspecteur de l’Armée de terre et le général Ascensi.

Vous voir là ici aujourd’hui c’est pour moi quelque part reconnaître votre engagement, l’engagement que vous avez choisi au service de la France et vous êtes peut-être étonné que je vous aie proposé de visiter l’Assemblée nationale, mais entre les politiques et les militaires il y a toujours un fossé, vous nous regardez de haut, on vous regarde aussi de haut et pourtant il est nécessaire qu’il y ait entre vous et nous des rapports étroits.

Si je vous ai proposé de visiter l’Assemblée nationale c’est non seulement pour que vous connaissiez ces lieux magnifiques et, dans un instant, après le discours officiel, je vous raconterai une toute petite histoire mais quand la parenthèse sera terminée sur la vraie histoire de ce palais, mais c’est aussi parce que vous êtes au service de la nation, parce que vous êtes au service de notre pays, de l’ensemble de cette nation et que nous vivons dans un Etat de droit et que ce qui rassemble cette nation c’est la loi et vous êtes donc au cœur de la loi républicaine. C’est ici qu’elle se fabrique, non seulement à travers le budget de l’Armée et parce que tous les actes de la vie, de la vie sociale, de la vie individuelle reposent sur la loi et vous êtes au service de cette loi.

Donc vous avez visité ce Palais, vous êtes au cœur de la démocratie parlementaire. Notre fonction est de faire la loi, notre fonction aussi est de contrôler l’action du gouvernement.

Vous le savez, Montesquieu dans l’esprit des lois a expliqué qu’il y a trois pouvoirs le pouvoir de faire la loi, le pouvoir d’exécuter la loi, et le pouvoir de juger ceux qui contreviennent à la loi.

Et Montesquieu poursuivait tout homme qui a du pouvoir, est porté à en abuser et pour éviter cela il faut que ces trois pouvoirs soit séparés, que ces trois pouvoirs puissent s’observer, se contrôler et par conséquent la deuxième fonction de ce pouvoir, pour éviter que tout homme qui a du pouvoir soit porté à en abuser c’est de le contrôler c’est de pouvoir l’interroger et vous avez vu cet endroit qui est pour moi magique qui est l’hémicycle, magique parce qu’il est le théâtre où la république se fait transparente.

Qu’est ce qui distingue les régimes totalitaires qu’ils soient de droite ou de gauche par rapport à la démocratie c’est justement cet hémicycle là où des femmes et des hommes vont pouvoir s’exprimer, dire qu’ils ne sont pas d’accord, critiquer, contester, proposer autre chose en toute liberté en toute impunité.

Je ne connais aucun autre régime à part la république et notamment la république parlementaire qui supporte, qui accepte, qui tolère cela, qui tolère qu’il y ait des femmes et des hommes qui ne soient pas d’accord avec les puissants.

Quand vous regardez notre histoire, l’histoire de la France, vous voyez bien que tout homme est porté à abuser de son pouvoir et qu’il faut qu’il y ait cet hémicycle, qu’il y ait cet endroit magique où l’opposition qu’elle quelle soit puisse s’exprimer. Alors quand vous regarderez notre hémicycle ne dites pas comme tous les Français, il n’y a personne, ils ne sont pas là même s’il n’y a personne même s’il y a une personne il faut maintenir cet hémicycle même s’il y a une personne il faut maintenir ce lieu où dans ce monde d’intolérance, d’agressivité, d’hostilité générale et bien vos représentants, votre représentant, un représentant peut se lever se dresser et dire je ne suis pas d’accord. C’est ça la démocratie et c’est pour ça que quels que soient les moyens modernes de communication, de médiatisation il faut que le Parlement reste au cœur de la démocratie pour faire la loi pour contrôler l’action du gouvernement et évaluer les politiques publiques.

Enfin il y a une troisième fonction du Parlement qui est en train de se développer, le parlement doit être le lieu où les grandes questions de sociétés se débattent. Pourquoi ? Parce qu’aujourd’hui à la télévision, à la radio, dans la rue on débat de tous les sujets. Pourquoi on débat de tous ces sujets parce qu’ils intéressent nos concitoyens mais aussi parce que le politique s’est déchargé de la réflexion ! Parce que chaque fois que l’on aborde un sujet délicat en disant n’en parlez pas ! Je voudrais prendre quelques exemples trois exemples.

Lorsque je suis arrivé, j’ai voulu que dans cette maison on se préoccupe de savoir qu’elle va être notre position, qu’elle est notre position par rapport au port de signes religieux à l’école immédiatement on nous a dit mais ne parlez pas de cela, l’islam, les juifs… vous ouvriez la télévision, vous voyiez chez Fogiel, vous voyiez chez Ardisson, vous voyiez chez des gens totalement irresponsables qu’on abordait ces questions et nous rien et nous non surtout ça met en cause la laïcité ça met en cause la loi de 1905 vous comprenez tout ça va être dirigé contre l’islam c’est dirigé contre personne c’est que faire que dans cette maison au cœur de la démocratie parlementaire vos représentants puissent aborder tous les sujets et nous les avons abordés et ça a abouti à voter une loi dans un climat dépassionné et a voté une loi dans un consensus général.

Deuxième sujet qui a été abordé ici c’est la fin de vie. Alors là quel déchaînement car je ne dis pas ça pour les militaires mais quand on met ensemble des spécialistes, des médecins tous avaient leur avis mais tous avaient leur vérité et n’acceptaient pas la vérité des autres alors il y a en a certains qui disaient qu'il fallait interrompre la vie d’autres qu’il ne fallait pas l’interrompre, d’autres qu’il fallait …c’était épouvantable Et on nous a recommandé de ne pas en parler parce que cela soulevait des questions à la fois religieuses morales philosophiques nous en avons parlé nous en avons discuté comme on en discute mais beaucoup plus sérieusement ici ou là à la télévision à la radio et nous avons voté une loi dans un consensus total.

Il faut que cette assemblée, il faut que cette maison devienne le lieu où l’on débatte des grandes questions de société qui interpelle nos consciences.

Alors j’ai crée il y a quelques jours quelques semaines une mission sur le droit des enfants et le droit de la famille.

Pourquoi parce que tout est en train d’évoluer, parce que depuis que grâce à la science un enfant ne naît pas forcément d’un rapport physique entre un homme et une femme, tout à changé. L’adoption a changé, la légitimité a changé, la notion d’enfant naturel ou adultérin s’est modifiée. On peut le regretter, on peut s’en féliciter, on peut regretter ou se féliciter qu’aujourd’hui les couples homosexuels se développent. Ce n’est pas mon problème, c’est un fait de société et il faut donc qu’au cœur même de la démocratie parlementaire on aborde ces questions et on cherche à faire en sorte que notre législation soit conforme à ce qu’attendent nos concitoyens.

L’assemblée nationale est le lieu où l’on fait la loi l’Assemblée nationale est le lieu ou l’on évalue et contrôle le gouvernement, où on évalue les politiques publiques contrôle le gouvernement et l’assemblée nationale est le lieu où vos représentants abordent tous les questions y compris celles qui interpellent nos consciences heurtent nos habitudes ou bousculent nos réflexes.

C’est ça ce Palais, c’est ça l’Assemblée nationale le reste est purement accessoire et je crois très profondément vous qui êtes au service de la France qu’il ne faut pas avoir de regard critique sur cette maison. Les députés sont comme les hommes il y en a des biens il y en a des bons il y en a des mauvais il y en a qui prennent leur rôle à cœur d’autres qui sont plus légers dans leur réflexion peu importe nous sommes l’expression de la diversité de la France et la capacité de la France à réfléchir et à travers notre attitude et à travers notre réflexion à montrer que devait régner dans nos rapports la tolérance.

Voilà ce que je voulais mes généraux, mon colonel, mesdames et messieurs vous dire en vous remerciant d’être venus dans cette maison.

**Intervention du Général de corps d’armée Bruno CUCHE,**

**Inspecteur de l’Armée de Terre**

**M**

onsieur le Président de l’Assemblée nationale, mesdames et messieurs,

Je voudrais vous dire très simplement au nom des officiers présents et de celles et ceux qui les accompagnent, l’honneur et le grand plaisir que nous ressentons d’être ici, ce soir, chez vous à vos côtés, monsieur le Président.

Le respect historique pour la troisième année consécutive de la loi de programmation militaire témoigne de la volonté de l’Etat de donner aux armées les moyens de leurs missions. Votre invitation ce soir réaffirme avec force l’intérêt que la représentation nationale porte à sa défense et plus particulièrement à ses armées. A toute sa défense monsieur le Président, puisque aujourd’hui c’est sa composante « réserve » qui est mise à l’honneur à travers la dernière promotion de l’Ecole Supérieure des Officiers de Réserve spécialistes d’Etat-major, la promotion ARTHUS BERTRAND (cette école qui d’ailleurs vous le savez bien a compté parmi ses stagiaires un certain nombre d’élus).

Je souhaite à mon tour et publiquement les féliciter pour leur civisme mais également pour leur disponibilité et leur persévérance. Il en faut pour concilier harmonieusement exigence professionnelle, vie familiale ou autre distraction que vous venez de rappeler et responsabilités au sein de l’armée de terre.

En 1997, lors de la décision prise par le président de la République de professionnaliser les armées, la composante « réserve », et chacun le comprenait aisément à ce moment là n’a pas constitué la priorité d’un lourd chantier ou tout était à construire.

Aujourd’hui, la montée en puissance de cette composante fait partie des mesures de consolidation de l’armée de terre. La place qui doit revenir aux réserves à la « réserve » a été clairement rappelée par madame le ministre de la défense, à l’occasion des vœux aux armées.

Cette dynamique est bien lancée et la composante « réserve » est au cœur des deux priorités de l’armée de terre ; la préparation à l’engagement opérationnel naturellement mais aussi le rayonnement au sein de la nation.

Cet investissement au profit de la « Réserve » est indispensable à double titre :

Au plan opérationnel d’abord je le répète. En effet, l’armée de terre doit avec des effectifs comptés faire face à des situations de crise variables en intensité et en durée mais le plus souvent imprévisibles. Le plus souvent, le soldat de l’Armée de terre « le terrien » y occupe un rôle prépondérant. Les militaires professionnels à temps partiel que vous êtes que sont nos réservistes (et je tiens particulièrement à cette expression) sont l’appoint indispensable pour que l’armée de terre puisse remplir ses missions.

En 2004, plus d’un millier de réservistes ont participé à des missions opérationnelles de sécurité, de sauvegarde et d’intervention. Je rappellerai simplement le G8, le 60ème anniversaire des débarquements et de la libération de la métropole, l’opération VIGIPIRATE,

et pour certains d’entre eux dignement représentés ici quelques opérations extérieures aussi bien en Afghanistan qu’en République de Côte d’Ivoire.

D’évidence, une des clés de l’efficacité tant fonctionnelle qu’opérationnelle de l’armée de terre reposera plus que jamais demain sur l’intégration réussie de ses trois composantes ; personnel de réserve aujourd’hui dignement représenté chez vous, personnel civil mais aussi bien entendu personnel militaire de carrière ou sous contrat.

Cet engagement au profit de la « Réserve » est ensuite indispensable au plan du rayonnement sur le territoire national et dans la nation. La fin de la conscription a altéré simplement la relation privilégiée et physique qu’avaient les Français avec leur armée. Aujourd’hui nos réservistes viennent occuper ce vide et contribuent à enraciner ce lien tout en diffusant l’esprit de défense.

C’est pourquoi l’armée de terre s’emploie à valoriser sa composante réserve. En témoignent  quelques exemples :

* l’augmentation de ses effectifs (plus de 2000 officiers, sous-officiers et militaires du rang supplémentaires entre 2002 et 2004 ;
* l’ouverture déterminée au recrutement de jeunes civils sans aucune expérience préalable militaire (+ de 60% de la Réserve vient de cette origine) ;
* une plus grande rationalisation du cursus de formation des réservistes et de leur emploi encore à parfaire.

Mais ces bons chiffres ne doivent pas nous faire oublier que des progrès restent à faire pour développer l’attractivité de la réserve et pour en optimiser l’emploi. Nous nous y employons mais l’armée de terre attend également beaucoup de la modification de la loi de 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de la défense.

L’extension de la durée des services, la modification des limites d’âge et l’élaboration d’une véritable relation de partenariat entre la défense, l’employeur et le réserviste sont autant de pistes qui donneront un nouveau souffle, un nouvel élan à notre composante réserve.

Et l’ESORSEM dans tout cela. Ce centre de formation, cette école illustre et résume l’ambition de l’armée de terre pour sa composante « réserve ». Modèle d’osmose entre l’institution militaire et la société civile, elle est un atout pour l’efficacité de nos réservistes par la qualité de la formation qu’elle dispense. Elle est aussi un vecteur puissant du rayonnement de l’armée de terre dans la Nation comme de l’attractivité de la composante « réserve ».

Monsieur le président, je vous remercie une nouvelle fois infiniment de nous recevoir ce soir et d’honorer ainsi la composante réserve, partie intégrante de notre Armée de terre.

**Intervention du Colonel Alain BOULNOIS**

**Commandant l’ESORSEM**

**M**

onsieur le Président, avec votre permission, je souhaiterais dire quelques mots. Cependant, succéder à des orateurs tels que vous ou le général Cuche, réclame certaines précautions, c’est pourquoi je ne viens pas seul mais accompagné pour ne pas dire soutenu.

En effet, je ne m’exprimerai pas en mon nom propre mais au nom d’une trinité. Que personne ne s’inquiète, cette trinité, ne se prétend pas sainte. En revanche, elle est bien réelle!

Cette trinité se compose des ORSEM représentés ici par le Président de la dernière promotion, de l’Ecole que j’ai la fierté de commander et qui a la charge de les former et de la Réunion des ORSEM avec son Président le colonel Pierre Servent, qui prolonge l’action de ces jeunes officiers dans le cadre du rayonnement au sein de la nation.

Si j’ai souhaité prendre la parole, monsieur le Président, c’est tout simplement pour vous dire merci, et cela à trois titres : pour le plaisir, pour la fierté et pour le symbole.

Le plaisir parce que vous nous offrez l’occasion de nous retrouver, tous ensemble, dans des lieux prestigieux, un splendide monument de Paris qui mérite d’être connu et qui se situe au cœur de la vie politique de notre pays.

Plaisir renforcé parce que la visite s’est achevée sur une surprise avec le meilleur guide que nous pouvions souhaiter : nous ne nous attendions pas à votre voyage dans l’histoire du palais de Lassay, merci monsieur le Président.

La fierté, parce que le fait que vous preniez de votre temps pour nous accueillir, en dépit des charges inhérentes à votre haute fonction, indique très clairement la considération que vous portez à ces jeunes officiers de réserve. Cette catégorie de la population est tout à fait particulière par sa double citoyenneté : celle de citoyen très actif dans la vie ordinaire et celle liée au service du pays au travers de son engagement spécifique au sein de l’Armée de terre. Si les ORSEM agissent par conviction, il est particulièrement agréable et réconfortant pour eux de se sentir encouragés dans cette rude voie par l’accueil que vous nous faites aujourd’hui.

Enfin le symbole, vous l’avez vous-même évoqué, monsieur le Président : il n’est pas si fréquent de voir dans ces murs une horde de militaires. Certains y verraient même un signal d’alarme. Or, vous nous avez invités à venir en tenue. Nous vous en sommes particulièrement gré car l’image est forte. Elle nous permet d’afficher très clairement notre profond attachement au pays, et à ses institutions démocratiques.

Je finirai en disant que nous avons écouté attentivement l’explication très pédagogique de votre vision de l’ouverture que notre Parlement se doit d’avoir sur la société actuelle.

Je pense pouvoir affirmer, Monsieur le Président, que les ORSEM ici présents, sont en parfaite harmonie avec votre conception. Tout d’abord, leur double condition de civil et de militaire demande une belle ouverture d’esprit sur deux mondes aux caractéristiques différentes. Mais cette ouverture dépasse nos frontières puisque, vous pouvez le constater, cette promotion inclut un certain nombre d’officiers issus de pays alliés qui nous font l’amitié de suivre notre formation et d’être là ce soir.

Monsieur le Président j’en ai terminé, merci de nous avoir accordé ce temps de parole, et si vous le permettez, à titre tout à fait symbolique, la « trinité » souhaiterait vous remettre trois souvenirs de notre passage.

# ****Journée O R S E M de la Région Terre Sud-Ouest****

# ****du 6 novembre 2004****



**L'**

Photo : Franck Bertin

état-major de la RT-SO a organisé le samedi 6 novembre 2004 au 503° RT au camp de Souge et ce en étroite coopération avec la Réunion des ORSEM

une journée d'information destinée à tous les ORSEM de la Région Terre Sud-Ouest en présence notamment du colonel Vittet, chef du Bureau Réserve de la DPMAT.

Cette journée, placée sous l'autorité du général Dubois, chef de la division ORH de la RT-SO, a été un réelle succès en rassemblant plus d'une centaine d'officiers diplômés ORSEM.

Lors de cette journée le lieutenant-colonel Darnaudat, chef du Bureau Réserve de la région, a notamment effectué un point sur la réserve opérationnelle au sein

de la RT SO.

Le colonel Boulnois, commandant de l'Ecole Supérieure des ORSEM, a présenté l'Ecole et le cursus ORSEM ainsi que les orientations en cours.

Accompagné d'une délégation de membres du bureau, le colonel (R) Pierre Servent, président de la Réunion des ORSEM, a présenté celle-ci, son organisation et ses actions.

Cette journée devrait normalement être institutionnalisée chaque année en RT-SO.

Les officiers diplômés ORSEM, les officiers préparant le concours et les officiers certifiés intéressés par les activités de la Réunion en RT SO peuvent contacter le délégué régional le lieutenant-colonel (R) Bruno Eynard ([bruno.eynard@chateau-lagrange.com](mailto:bruno.eynard@chateau-lagrange.com))

***Le C S E M***



## 

***Le point de vue d’un pilote de F 18 HORNET***

***au sujet de l’appui aérien***

*Par le Chef de bataillon REY*

**L'**

U.S Central Command (CENTCOM) a divisé l'Irak en deux zones terrestres. L’armée de terre américaine[[39]](#footnote-39) était chargée de la partie ouest, tandis que le corps des Marines, avec l’armée britannique, s’occupait de la partie est. En revanche, ces deux armées opéraient selon deux philosophies distinctes concernant l'appui aérien. L’armée de terre utilisait uniquement des hélicoptères pour l'appui aérien et voulait que les avions dans son secteur ne fassent que de l’appui en profondeur. De son côté, le corps des Marines essayait d’employer les deux, avions et hélicoptères, dans la conduite de ses attaques. Si chaque armée détenait ses propres hélicoptères, les avions de toutes les armées (US Air Force, US Navy, US Marine Corps, Australian Air Force, Royal Air Force) pouvaient être mis à la disposition de l’une ou l’autre force terrestre, selon l’ATO (Air Tasking Order). Des hélicoptères appartenant aux deux armées ont été touchés mais c'est l’Army qui a eu le plus de pertes. En conséquence, elles réfléchissent à nouveau sur leur doctrine aérienne.

Cependant, quelle que soit la doctrine retenue, son application ne sera efficace que si la coopération air-sol est étroite à tous les niveaux.

Cet article se fonde sur mes expériences pendant l’Operation Iraqi Freedom (OIF). Lors des mois de mars et avril 2003, j’ai effectué vingt-cinq missions diverses essentiellement d’appui au sol à bord d'un FA-18. Bien qu'appartenant au corps des Marines des Etats-Unis, j’essaierai de ne pas être trop subjectif. Aussi, sans être un expert de la doctrine de l’armée de terre américaine, je m'appuierai sur des exemples concrets comme points de départ du propos de cet article. Enfin, pour rester à un niveau non classifié, plusieurs détails ne seront pas évoqués.

***Les définitions***

En préambule, il convient de décrire ce qu'est l'appui air-sol et le distinguer des missions en profondeur. Pour simplifier, cette notion concerne le terrain situé derrière la FSCL (Fire Support Coordination Line) où deux types de missions d'appui air-sol peuvent se présenter, Deep Air Support [[40]](#footnote-40)(DAS) et Close Air Support[[41]](#footnote-41) (CAS). Le ministre de la défense des Etats-Unis définit le Close Air Support comme  “l'action aérienne par les avions et les hélicoptères contre les cibles hostiles qui sont dans la proximité étroite aux forces amies et qui exigent l'intégration détaillée de chaque mission aérienne avec le feu et le mouvement des forces”. Le DAS est “une action aérienne contre les cibles ennemies à une telle distance des forces amies que l'intégration détaillée de chaque mission avec le feu et le mouvement n'est pas exigée. La coordination étroite entre le feu aérien et la manœuvre des forces amies est un facteur caractéristique des missions de DAS.” Les missions de DAS sont divisées en deux sous-missions, Air Interdiction (AI) et Armed Reconnaissance (AR), et peuvent se présenter de part et d'autre côté de la FSCL. Les opérations d’AI détruisent, neutralisent ou retardent le potentiel militaire ennemi avant qu’il ne puisse l’utiliser efficacement. Ce type d’opération est conduit en réaction contre une cible déjà connue. Une mission d’AR détecte et attaque les cibles d’opportunité (matériel, personnel, infrastructure) dans des zones assignées.

***Des philosophies opposées***

La doctrine, officieuse, de l’armée de terre, pendant OIF, était de ne pas laisser les avions conduire d’opérations offensives (CAS ou DAS) entre le Forward Line Of Troops (FLOT) et le FSCL. Aussi, l’armée de terre était peu disposée à laisser ses hélicoptères conduire des missions de CAS et préféraient les utiliser dans des missions de DAS loin de leur forces au sol. Ceci était du à la crainte de tir fratricide. De plus, l’armée de terre a fait peu d’entraînement avec les forces aériennes parce qu’elle utilise ses hélicoptères pour façonner le champ de bataille et qu'elle a "depuis une dizaine d'années", selon le *Military Review* (Jul-Aug 03), " un réel engouement pour les attaques en profondeur" . L'Army a aussi des difficultés pour trouver des unités de l’armée de l’air qui veulent s'entraîner avec elle. Compte tenu de cette expérience limitée d’intégration 3D, elle a décidé de séparer les avions, les hélicoptères et la mêlée dans son AOR (Area Of Responsability). Ainsi, j'ai eu plusieurs fois des missions CAS sur l’ATO pour appuyer la manœuvre de l’armée de terre mais je n'ai jamais été employé. L’ASOC (Air Support Operations Center), organisation qui cordonne et dirige l'appui aérien pour l’armée de terre, les forces spéciales ou le LCC (Land Component Commander), m’a toujours envoyé de l’autre côté de la FEBA (Forward Edge of the Battle Area) sans me donner les renseignements sur ce qui se passait dans ces endroits ni les informations sur les forces spéciales qui étaient réparties sur le terrain. Les A-10s de l’armée de l’air, qui ont comme mission principale d'appuyer les forces terrestres de l’armée de terre, étaient si sous-employés qu’ils demandaient à travailler dans l’AOR du corps des Marines.

A l’Est, le corps des Marines avait une philosophie différente mais malheureusement ne l’appliquait pas tout le temps. Le DASC (Direct Air Support Center), centre responsable de la conduite des opérations aériennes d'appui des forces terrestres, était chargé de la coordination entre tous les aéronefs et la manœuvre au sol. Suivant le volume de l’ennemi ou les demandes des FACs (Forward Air Controler), le DASC envoyait les moyens aériens appropriés. En théorie, les avions auraient du entrer en premier et supprimer les grandes unités pour laisser les cibles ponctuelles aux hélicoptères d’attaques. La plupart du temps, cela marchait très bien. Pourtant, plusieurs fois les hélicoptères ont reçu comme mission de conduire des AI ou AR sans avoir l'appui des avions. Quelque fois, ils ont rencontré un ennemi dissimulé et préparé qui leur a tiré dessus et leur a causé des dommages. Par conséquent, après deux semaines, les hélicoptères du corps des Marines n'avaient plus l'autorisation d’aller au-delà des forces terrestres sans escorte d’avions.

***Les risques tactiques***

L'avis de l’armée de terre, de séparer les avions, les hélicoptères et les forces terrestres, avait une certaine validité. Pendant OIF, tous les avions étaient interdits de voler en dessous de 3300 mètres pour éviter les menaces sol-air, sauf si les troupes étaient au contact. Toutefois, à 3300 mètres, un pilote a des difficultés pour déterminer si les forces sont amies ou ennemies. Plusieurs fois, les FACs ont demandé aux avions de laisser tomber leur bombes sur leurs propres positions au lieu de celles de l’ennemi. Une fois, dans la zone britannique, le FAC était désorienté, et a demandé aux avions de bombarder les troupes à l’est d’une route. Heureusement, le pilote se rappelait du briefing de renseignement qui disait que l’ennemi était du côté ouest. Il n'a donc rien fait, évitant ainsi un massacre sur les troupes alliées. Une autre fois, un FAC, sous le feu des forces irakiennes, a décrit très clairement l’endroit où il voulait les bombes. Mais, le pilote est sorti de son piqué parce qu’il a reconnu au dernier moment que ces positions étaient trop bien organisées pour être irakiennes…

Malgré le risque de tir fratricide, en séparant les avions des forces terrestres, on prive la mêlée d’un réel atout. Même si on possède une force nettement supérieure, l’effet psychologique d’un avion à réaction qui lâche des bombes de mille kilos ne peut pas être remis en question. En effet, pendant OIF, deux pilotes ont été décorés de la médaille de l’air parce qu’ils ont sauvé une compagnie du corps des Marines. Les pilotes ont reçu une mission de CAS urgente pour aider des forces qui étaient sur le point d’être dépassées. Les ennemis étaient si proches, que les pilotes ont du utiliser leurs canons-mitrailleurs pour les repousser. Aussi, au cours d'autres missions, les FACs ont demandé aux pilotes de voler au-dessous des têtes ennemies pour les effrayer et pour créer un impact psychologique. Cette tactique a produit plusieurs bons résultats en Irak.

En guise de conclusion, on peut retenir qu'en cloisonnant l’espace de bataille, le chef réduit clairement sa puissance de combat. L’intégration des avions, des hélicoptères, et des forces terrestres génère chez l’adversaire non seulement des problèmes multiples mais sert aussi de protection à des ressources limitées. Après l’embuscade de Najaf, où les tirs d'armes de petit calibre et ceux des armes sol-air ont causé des dommages sur 90 pour cent des hélicoptères d'une brigade, et où un équipage d'Apache a été capturé, l’Army a reconnu son erreur. Selon *Air Force Magazine* (Oct 03) "l'armée de terre réexamine sa doctrine d'utilisation des hélicoptères Apache après avoir été forcée de modifier sa tactique pendant l'OIF où selon le Général John M. Keane, l'engagement en profondeur des Apaches a du bénéficier de l'appui rapproché des avions à réaction." De l’autre côté, le corps des Marines modifie aussi sa tactique. Le général James Amos, chef des forces aériennes du corps des Marines pendant OIF, a dit "notre tactique actuelle qui permet à des équipages d'hélicoptères d'attaque de pénétrer profondément derrière les lignes ennemies sur des missions d’attaque en profondeur et faire du surplace au-dessus des villes pour fournir de l'appui air-sol rapproché est peu judicieuse" parce qu’ils présentent des cibles trop faciles pour l’ennemi. Le chef tactique doit faire face sur le champs de bataille à de nombreux risques. Une des solutions pour réduire ce risque est d'augmenter la coopération air-sol, à tous les niveaux, et à s'entraîner dès le temps de paix.

**La robotisation terrestre,**

**défi technologique, défi humain.**

*Par le Chef d’escadron VELUT, stagiaire de la 117° promotion du CSEM.*

**En**

1991 et pour la première fois dans l’histoire, des hommes se sont rendus à un robot. A Koweït City en effet, des soldats irakiens ont agité le drapeau blanc en apercevant un drone de reconnaissance de l’US Marine Corps survoler leur position.

Cet événement authentique remonte maintenant à plus de dix ans. Il amène cependant à s’interroger sur la place de la robotique militaire dans nos forces terrestres futures et sur ses conséquences humaines.

Partant du constat qu’un robot est nécessairement constitué d’un engin, d’un opérateur et d’un environnement, on entend par robotisation tout système pouvant se substituer à l’homme dans ses fonctions motrices et sensorielles, capacités réalisables à l’horizon 2015 .

La robotisation dans les forces terrestres est un enjeu majeur du futur. En effet, si elle est porteuse de nouvelles perspectives opérationnelles, elle modifie aussi profondément la place de l’homme dans l’espace de bataille.

Les drones terrestres doivent encore surmonter des obstacles techniques. Mais ils se généraliseront bientôt, répondant aux nouveaux besoins des armées. Enfin et surtout, leur emploi futur aura d’importantes répercussions d’ordre humain.

Les applications terrestres de la robotique sont progressives car en dépit des évolutions techniques, des contraintes persistent et nécessitent des efforts de recherche importants.

Le développement des drones bénéficie de la combinaison d’évolutions technologiques. C’est en particulier le cas pour la micro-électronique, l’énergétique, l’optronique et les transmissions de données. Ces progrès permettent aux machines d’appréhender, puis de dominer leur environnement. Elles suppriment aussi bien sûr la présence humaine à bord.

Lors du salon international de l’aéronautique de Singapour en février 2003, un drone d’observation aéroporté (1) a pour la première fois été présenté en vol au public, témoignant de la maîtrise désormais atteinte dans les automatismes.

On constate néanmoins que les drones terrestres tactiques (TUGV(2)) restent en retard sur leurs homologues marins ou aériens. En effet, l’environnement terrestre militaire est beaucoup plus complexe que les milieux homogènes que sont l’eau et l’air. Ces derniers sont déjà presque totalement maîtrisés par la technique.

Lors des dernières opérations en Irak, des drones aéroportés et marins (3) ont ainsi été largement employés par la coalition. Ils ont par exemple participé à la destruction de sites de missiles sol-air ou au déminage des chenaux d’accès aux ports.

C’est pour cette raison que les engins inhabités terrestres font l’objet d’efforts de recherche considérables tenant compte de l’évolution permanente de la robotique. Les Etats-Unis multiplient les programmes de TUGV. Les Européens agissent encore de manière dispersée mais réfléchissent activement à leur emploi.

En France, l’Etat-major de l’Armée de Terre envisage d’utiliser les systèmes robotisés pour différentes opérations : renseignement tactique, combat en zone urbaine, contre-minage, aide à l’engagement des unités de mêlée, reconnaissance et balisage NBC(4), mise en œuvre de contre-mesures, leurrage, opérations spéciales.

*La robotisation terrestre devrait donc bientôt se concrétiser, puis se généraliser.*

L’avènement de la robotique terrestre est en effet inéluctable. Tout en étant le complément naturel de la numérisation, elle donne une nouvelle dynamique aux principes de la guerre et répond aux réalités des forces futures.

La numérisation actuelle des forces armées prépare l’arrivée de la robotisation. La puissance de calcul et le travail en réseau des Systèmes d’Information et de Communication en font l’interface idéale pour prendre en compte les données émises ou reçues par les drones. Dans la future Bulle Opérationnelle Aéroterrestre ou BOA(5), la robotique jouera un rôle clef. Les premiers engins terrestres devraient être opérationnels vers 2015.

### Dans cette perspective, la Direction Générale de l’Armement (DGA) a mis au point le prototype SYRANO(6). Il préfigure les futurs drones de reconnaissance de la BOA.

Par ailleurs, l’emploi des systèmes robotisés répond aux trois principes de la guerre tout en les valorisant considérablement. Les drones de combat permettent de concentrer les efforts en soulageant les combattants, en particulier là où le danger est élevé. Ils économisent les moyens en complétant l’action de l’individu lorsque les tâches à effectuer sont rudes et pénibles. Ils garantissent enfin la liberté d’action en assurant une permanence et une disponibilité dont l’homme est incapable pour des raisons physiques évidentes.

Le TUGV MULE(7) destiné aux troupes aéroportées américaines est révélateur de ces capacités. A partir d’une plate-forme de base équipée de modules, il assumera les fonctions de fardier logistique, engin de déminage léger ou robot sentinelle armé.

Surtout, de manière plus générale, les engins automatisés arrivent au moment où les armées réduisent leur format, obligeant à une meilleure gestion des effectifs disponibles. Ils correspondent aussi à la volonté de diminuer les risques encourus par les soldats, même dans les opérations de basse intensité. Enfin, ils permettent une économie financière. N’embarquant personne à bord, les coûts liées à la présence d’un opérateur, comme l’ergonomie et le blindage, sont supprimés.

Suivant cette triple logique, les forces spéciales américaines ont employé des chenillettes téléopérées pour éclairer leur progression dans les caches d’Al Qaïda en Afghanistan.

Véritable multiplicateur de force opérationnel, le robot modifie aussi profondément le rôle de l’homme qui l’utilise.

Les implications humaines de la robotisation sont fondamentales. En effet, si l’homme garde le contrôle de la machine, sa cohabitation avec elle soulève de nombreuses questions éthiques et philosophiques.

En premier lieu, il faut souligner que les systèmes robotisés à venir demeureront téléopérés, même si des fonctions comme la mobilité pourront bénéficier d’une certaine autonomie. L’avantage est de conserver en permanence le contrôle de l’engin, de lui donner une souplesse de réaction, une capacité d’esquive, tout en réduisant les coûts grâce à une technologie simplifiée.

Ce besoin est d’autant plus indispensable lorsque le drone terrestre a un armement pour sa sûreté rapprochée ou sa mission elle-même. On imagine les conséquences de l’engagement d’un robot armé autonome en contrôle de foule. Il convient donc de laisser l’intelligence de situation humaine assurer seule la conduite de la manœuvre.

En second lieu, l’impact psychologique et sociologique de ces nouveaux équipements dans l’opinion publique doit être pris en compte. Il en est de même dans des pays de culture et de niveau de développement différents où ils seraient déployés. On peut se demander si l’emploi du robot sera toléré par les sociétés occidentales, soucieuses d’éviter les guerres « inhumaines ». Et comment il sera aussi perçu par d’autres peuples déjà traditionnellement hostiles aux techniques modernes.

Le Centre d’Analyse de la Défense de la DGA étudie actuellement cet aspect essentiel de la robotisation, ainsi que ses conséquences juridiques. L’ignorer risquerait de remettre largement en cause les avantages qu’elle est censée apporter aux forces.

Enfin, la mise en place de drones ne saurait se substituer au déploiement de combattants sur le terrain. Leur vocation est effectivement d’être complémentaire et d’assister les moyens humains. Cependant, le militaire placé aux commandes d’un robot s’éloigne inévitablement du lieu du combat. Il devient alors un simple servant. Parallèlement, les interfaces technologiques accroissent la dilution de sa responsabilité : en cas d’erreur fatale de tir, qui serait mis en cause ? L’opérateur-servant, son chef ou le concepteur de l’engin ?

Il est donc urgent de fixer des limites afin de laisser la primauté à l’homme. Il doit rester un soldat, sans se transformer en technicien froid et passif, protégé du danger par sa machine. Certes, le robot est capable d’exécuter remarquablement ses missions. Mais l’homme détient des qualités inaliénables qui font toute sa supériorité: le courage, le sacrifice, l’honneur.

La numérisation n’est que l’application des nouvelles technologies de l’information et de la communication au monde militaire. Or de nombreux débats agitent la communauté militaire à ce sujet. Ils tiennent parfois plus de la résistance à la modernité, voire au changement tout court qu’à une analyse raisonnée. Employée avec pragmatisme et discernement, la numérisation sauvera pourtant des vies et aidera à gagner des batailles.

La présence d’engins inhabités dans l’espace de bataille ne répond pas complètement à la même logique. Comme la numérisation, elle bouleversera la donne du combat classique. Elle participera à l’obtention de la supériorité tactique. Mais elle modifiera surtout le rapport traditionnel du soldat avec son arme et par conséquent, de l’homme avec la guerre.

La robotisation terrestre s’annonce donc bien comme un enjeu majeur, une véritable révolution culturelle à laquelle il faut se préparer. Comme le rappelle Hervé Coutau-Bégarie, « plus l'investissement matériel est grand, plus l'investissement intellectuel doit suivre ».

Il appartient désormais aux chefs militaires actuels et futurs d’anticiper cette avancée supplémentaire afin d’en exploiter tout le potentiel et d’en faire un nouvel outil de puissance.

**ACRONYMES :**

1) UAV : Unmanned Aerial Vehicle.

2) TUGV : Tactical Unmanned Ground Vehicle.

3) USV : Unmanned Surface Vehicle.

4) NBC : Nucléaire, Bactériologique, Chimique.

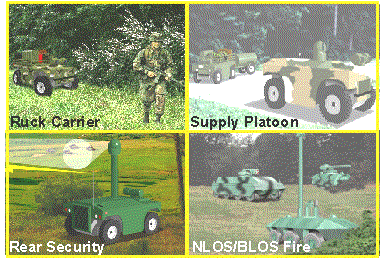
5) BOA : Bulle Opérationnelle Aéroterrestre. Etude de la DGA sur l’espace de bataille futur où l’ensemble des moyens aéroterrestres, automatisés ou non, agiront de façon coordonnée.

6) SYRANO : Système Robotisé d’Acquisition pour la Neutralisation d’Objectifs. Robot d’observation installé sur un engin Wiesel (blindé allemand, équivalent chenillé du VBL français).

7) MULE : Multi-role Utility/Logistics Equipment.

**ANNEXE**

***DRONES TERRESTRES MENTIONNES DANS L’ARTICLE***



Drone polyvalent MULE – applications possibles



Drone d’exploration MPRS employé par les forces américaines en Afghanistan.



Système Robotisé d’Acquisition pour la Neutralisation d’Objectifs (SYRANO) de la DGA

***La CHRONIQUE des ASSOCIATIONS***



## 

***M A R S***



***Le Conseil d’administration***

***de l’Association M A R S***

a la date du 20 octobre 2004-12-05

***président d’honneur***

M. le général de division FLICHY

Directeur du Collège Interarmées de défense

***président***

M. le général d’armée (CR) Michel SEVRIN

***vice-présidents***

M. le général de corps aérien (CR) Bernard CHOPLIN

M. l’amiral Philippe (CR) MALLARD

***rédacteur en chef***

M. le général de brigade (CR) Robert CARMONA

***secrétaire général***

M. le général de brigade (CR) Jacques MOURGEON

***trésorier***

M. le commissaire général (CR) Jean-Pierre CHOTIN

***chargé des relations avec les officiers étrangers***

M. le colonel Hervé GIAUME

**administrateurs**

MM le général major (CR) René BATS (Belgique)

le colonel BEMELMANS (Cesat)

le lieutenant-colonel Jean-François BIANCHI

le général de brigade aérienne Chris BLENCOWE (Grande-Bretagne)

le médecin général inspecteur (CR) François DELORME

le général de brigade aérienne (CR) Pierre GOINERE

le général de brigade Giacomo GUARNERA (Italie)

l’ingénieur général de l’armement (CR) Jacques GUELY

le général de brigade (gendarmerie) JULLIEN

le colonel LALANNE-BERDOUTICQ (CID)

le vice-amiral (CR) François PEZARD

Mme Anne ROUANET

MM le colonel (air) Alain SILVY

le capitaine de vaisseau WALZ (Allemagne).

***Les drones en zone urbaine***

*Par Olivier Darrason, qu,i avant de créer la Compagnie européenne d’intelligence stratégique (CEIS) dont il est le président, a été Sous-Préfet, membre du Conseil d’Etat puis Député et Jean Rannou, Général d’armée aérienne (cr).*

**A**

près celles du Kosovo, les opérations en Afghanistan et en Irak ont mis en lumière la place croissante prise par les drones dans la préparation et la conduite des opérations militaires. Il n’y pas eu d’étude spécifique sur leur emploi en zone urbaine mais leurs caractéristiques leur ouvrent un très large éventail de possibilités dans ce domaine.

La ville constitue en effet l’un des espaces de bataille, si ce n’est l’espace de bataille le plus contraignant et le plus dangereux pour les forces occupantes. Il s’agit d’un combat en trois dimensions dans les rues, les immeubles et les réseaux souterrains, avec un horizon souvent très rapproché et une visibilité fortement réduite ; ce combat se déroule dans un espace confiné favorable au défenseur, propice aux embuscades et aux piégeages, où les communications peuvent être perturbées et où la mobilité est souvent entravée de même que les possibilités de manœuvre, notamment pour les blindés lourds. Les missions d’appui feu rapproché utilisant les chars, les hélicoptères ou les avions de combat sont délicates à réaliser compte tenu de l’environnement et dangereuses pour les équipages du fait de l’efficacité des moyens de défense antichar et antiaérien. En outre, dans le cas d’une guérilla urbaine, ce qui est le plus probable, les défenseurs, peu nombreux, peuvent aisément se mêler à la foule et deviennent dès lors difficiles à localiser et à atteindre, d’autant que l’assaillant reste dans l’obligation d’éviter les dégâts collatéraux.

Tous les spécialistes s’accordent pour reconnaître qu’un renseignement de qualité est absolument indispensable pour préparer et conduire les opérations en zone urbaine, quelle que soit leur nature : guerre, contre guérilla, rétablissement de l’ordre ou de la sécurité. Les drones, qui ont d’abord été conçus pour effectuer des missions de surveillance et d’observation, sont donc appelés à tenir une place privilégiée dans ce contexte très particulier, car ils vont contribuer à doter les forces d’occupation d’une capacité nouvelle tout à fait déterminante en leur permettant de visualiser leur environnement immédiat, ce qui est pour elles un besoin vital si on veut réduire les pertes et repousser le seuil de létalité.

La panoplie des drones s’élargit très rapidement depuis trois ou quatre ans et va bientôt couvrir toute la gamme allant des engins de quelques centimètres d’envergure, capables de voir juste derrière la maison ou de se faufiler dans les couloirs, aux appareils stratégiques de 15 tonnes et 40 mètres d’envergure capables d’aller à plus de 10 000 Km et de tenir l’air pendant 48 heures à 60 000 pieds d’altitude. En fonction des besoins opérationnels, il y aura donc toujours plusieurs possibilités offertes par les drones en complément des autres systèmes, en particulier pour tout ce qui touche à la maîtrise de l’information et à la conduite des opérations en zone urbaine :

- en matière de renseignement : recueillir et transmettre des images et des données très précises, de jour comme de nuit et par tous les temps, voir au-delà du coin de la rue, surveiller les immeubles, y compris à l’intérieur, suivre les mouvements de l’adversaire et écouter ses communications, analyser l’environnement NRBC, détecter et localiser les mines ou encore inspecter des objets ou des colis douteux,

- dans le guidage des missions : identifier et désigner des cibles ponctuelles, guider les tirs en appui feu des unités au contact, participer à la coordination de la manoeuvre des petites unités au sol et assurer l’alerte à leur profit,

- comme relais aérien : servir de relais de communication et de signaux –pour le GPS par exemple - ou encore de plateforme de brouillage,

- comme moyen d’appui : les drones armés ont déjà démontré leur capacité d’appui au sol ; les futurs drones de combat seront également aptes à remplir cette mission,

- enfin, dans le cas de la guérilla urbaine ou du maintien de l’ordre, les drones pourront contribuer au contrôle des foules et de leurs mouvements, à une meilleure discrimination entre les « combattants » et les non combattants, ainsi qu’à des frappes au sol ciblées et très précises qui permettront de réduire les dommages collatéraux et les risques pour les forces d’intervention ; le seuil de létalité pour les non combattants devrait ainsi être repoussé.

Le terme drone a été utilisé pour la première fois par les Américains pour désigner un véhicule aérien sans pilote à bord. On utilise communément les sigles UAV (Unmanned Aerial Vehicle), Ucav (Unmanned Combat Aerial Vehicle) et Ucar (Unmanned Combat Armed Rotorcraft).

Les drones ont d’abord été développés par quelques armées de terre et quelques industriels pour assurer le renseignement au-delà des lignes de front. Ce fut le cas aux Etats-Unis, en Israël et en France pendant les années 1960. Les autres armées et les grands industriels de l’aéronautique n’ont commencé à s’intéresser vraiment à la question qu’au début des années 1990, d’abord aux Etats-Unis et en Israël, puis en France et en Europe. Actuellement, les Américains développent pratiquement tous les types de machines. Les Israéliens maîtrisent l’ensemble des segments, sauf celui des engins stratégiques qu’ils sont en train de développer mais la France (de même que les autres pays européens) ne dispose pour le moment que de la gamme tactique développée par l’armée de terre.

Le drone fait partie d’un système qui comprend le véhicule aérien lui-même et ses charges utiles, une ou plusieurs stations de contrôle, de pilotage et d’exploitation des données ainsi que des systèmes de liaisons de données. La partie la plus coûteuse est constituée par le segment sol du système qui sert cependant pour plusieurs machines, trois ou quatre dans la plupart des cas.

Jusqu’à présent, les drones ont été classés par le Américains en différents segments en fonction de leurs performances.

Les plus petits sont les **mini-drones** (moins de 50 centimètres d’envergure en principe), les **micro-drones** (10 à 20 centimètres d’envergure, cent grammes) et les **hélicoptères miniatures**. Baptisés UAV - Class 1 aux Etats-Unis, ils font l’objet depuis une dizaine d’années d’études très poussées en aérodynamique et donnent lieu à des développements technologies ambitieux en matière de microsystèmes et micro-mécanismes à la fois pour la mise au point du vecteur, de sa propulsion, de son pilotage et des charges utiles. Des études ont également été lancées récemment, en Israël, au Canada, en France et dans plusieurs autres pays. Les mini et micro-drones répondent parfaitement aux besoins des forces spéciales, des forces de sécurité et des groupes de combat qui peuvent exploiter directement les données à l’aide d’un système portable très léger et connaître ainsi leur environnement immédiat.

Cette gamme d’engins sophistiqués est complétée par les **drones de** **très courte portée** ou UAV - Class 2, plus rustiques, proches des modèles réduits (0,5 à 3 mètres d’envergure, quelques kilogrammes). Transportables par un soldat, ils sont lancés à la main et évoluent à faible vitesse et sans bruit au dessus des immeubles. Leur seule technologie sophistiquée concerne les capteurs et les transmissions de données en temps réel. Ce type de système, relativement fragile et vulnérable mais bon marché, est utilisable au niveau de la compagnie pour la surveillance et l’observation rapprochée. Il peut être équipé de capteurs spécifiques pour la détection NRBC.

Mis en service en 1988, le Pointer de l’US Army a été le premier appareil opérationnel de la catégorie mini drone. Construit en kevlar et donc très léger – 2,75 kg - malgré ses 2,7 mètres d’envergure, propulsé par un moteur électrique, il a un rayon d’action de 8 km et une autonomie d’une heure et demie. Le poste de contrôle tient dans un paquetage individuel. Le vol est programmé ou contrôlé du sol. Les forces spéciales américaines ont été dotées de 60 systèmes. Le même fabricant (Aerovironment) produit le Dragon Eye pour L’US Marine Corps (2 kg, une heure d’autonomie, 1866 exemplaires prévus au coût unitaire de 35 000 $) et développe un nouvel engin de 38 cm d’envergure, le Hornet, qui a effectué son premier vol en mars 2003 ; il s’agit du premier drone utilisant de l’hydrogène pour sa propulsion.

L’armée israélienne est en train de s’équiper du mini drone Skylark pour les missions de contre guérilla. Le système est composé d’un segment sol transportable par un homme et de trois appareils, le tout peut être déployé en moins de dix minutes. Il pèse 3,75 kg et a un peu plus d’une heure d’autonomie. Le pilotage s’effectue à travers la caméra. Israël développe un autre mini drone de 6 kg, le Skylite, qui a effectué son premier vol en début d’année 2004.

EADS-Dornier a fait voler son Do-May en démonstration en 2003 ; il a une envergure de 42 cm, pèse 500 grammes et emporte une caméra de 20 grammes ; le système de contrôle au sol pèse 5kg.

En France, l’armée de terre est en train de choisir un drone de reconnaissance au contact (DRAC) destiné à équiper les unités d’infanterie ; de son côté, grâce au Petit Duc, Dassault étudie de nouvelles formules aérodynamiques pour des drones rapides.

Les mini engins à voilure tournante viennent compléter cette gamme mais ils sont encore en développement. Le Blackwidow américain conçu pour la surveillance des immeubles est capable de se poser sur les toits pour observer les fenêtres d’en face. Le Quattrocopter d’EADS-Dornier a 60 cm d’envergure et pèse 500 grammes. Le Fantail singapourien a fait des démonstrations au Bourget en 2003 ; il pèse 2,3 kg et peut emporter une charge utile de 500 grammes pour de la détection biologique et chimique.

Les micro hélicoptères devraient à terme être capables de voler dans des immeubles grâce à des systèmes très sophistiqués de capteurs et de pilotage.

A ces exemples on pourrait ajouter des dizaines d’autres développements, lancés un peu partout, notamment par des universités. Ainsi, de nombreux micro et mini drones vont être bientôt disponibles sur le marché et facilement accessibles. Il faut donc s’attendre à ce qu’ils soient utilisés par des groupes terroristes ou des « résistants », en particulier en zone urbaine puisqu’ils sont très bien adaptés à cet emploi, ce qui ne manquera pas de faire peser une menace encore plus redoutable sur les forces d’occupation.

Les **drones tactiques** (UAV-Class 3) sont les plus courants et les plus nombreux car ce sont ceux qui ont d’abord intéressé les armées de terre. Leur rayon d’action va de quelques dizaines à 500 kilomètres, ils peuvent monter jusqu’à 15 000 pieds et voler à 150 km/h pour les versions lentes et 700 km/h pour les versions rapides. Leur autonomie est de 2 à 8 heures. Ils peuvent être utilisés pour la surveillance, la localisation des cibles ou le guidage des tirs en restant hors de portée des armements légers, en orbite au dessus de la ville. Ils peuvent également être utilisés pour des missions de surveillance de l’environnement, de relais radio et de brouillage. Une grande autonomie et des systèmes au sol aisément déployables sont des qualités déterminantes pour ce type de drone en utilisation urbaine.

Curieusement, les Américains n’ont mis en service qu’un système de cette nature, le Shadow.

En France, parmi les appareils produits, le CL 289 d’EADS, prévu pour la pénétration basse altitude, n’est pas bien adapté à l’utilisation urbaine, le Crécerelle et le Sperwer de Sagem conviennent en revanche pour cette mission ; le Sperwer est utilisé en Afghanistan. Tous les pays modernes ont désormais développé de tels systèmes ou participé à des programmes en coopération.

Les **drones Male** (moyenne altitude longue endurance) et les **drones Hale** (haute altitude longue endurance) ont été très largement utilisés en Irak et en particulier au dessus de Bagdad. Le Global Hawk, encore en développement, a, à lui seul, détecté plus de la moitié des objectifs sensibles dans la zone et permis la destruction d’une grande partie des défenses de Bagdad. Le temps entre la détection et les frappes a été réduit à moins de 15 minutes, le système étant piloté et contrôlé à partir de la Californie.

Les Male, selon les modèles, volent entre 15 et 40 000 pieds, ont un rayon d’action de 500 à 1000 km, une autonomie pouvant atteindre 48 heures, une masse comprise entre 1 et 3,5 tonnes.

L’appareil le plus connu est le Predator américain qui a effectué son premier vol en 1994 ; 93 appareils ont été commandés et sont répartis dans trois escadrons. Ses caractéristiques sont pour la première version :15 m d’envergure, 1 tonne de masse, 200 Kg de charge utile en interne et 136 en externe, 25 000 pieds d’altitude et 40 heures d’autonomie. La version B a une masse de 4,5 tonnes et atteint 50 000 pieds. Une version C turbopropulsée pourrait voler en 2005. Le Predator peut être armé du missile air-sol Hellfire qu’il tire sur les cibles qu’il désigne lui-même ; des essais sont en cours pour l’équiper d’un mini drone.

EADS est en charge du programme Male européen (France, Pays-Bas, Espagne, Suède). Le premier système Eagle 1, dérivé du Heron israélien, devrait être expérimenté à partir de la fin de cette année. La version opérationnelle prévue en 2009 pourrait avoir les caractéristiques suivantes : 45 000 pieds, 24 heures d’autonomie à 1 000 km, 250 à 500 kg de charge utile.

Le seul système Hale en service est le Global Hawk qui a effectué son premier vol en février 1998. L’US Air force a prévu d’acquérir 51 machines ; la première de série a été livrée en août 2003. Il s’agit d’un appareil stratégique propulsé par turboréacteur et dont les principales caractéristiques sont : envergure de 40 mètres dans la dernière version, 15 tonnes dont 1,5 de charge utile, 65 000 pieds, 36 heures d’autonomie, 7000 km de rayon d’action.

Compte tenu de leur longue endurance et de leur capacité d’emport en matière de capteurs, les drones Male et Hale resteront les plus aptes à assurer la permanence de la surveillance et de l’observation au dessus des grandes zones urbaines mais ils peuvent également être équipés pour effectuer la plupart des autres missions : reconnaissance, guidage, appui feu des forces au sol, relais de communication, guerre électronique ; ils ne peuvent cependant remplacer les petits drones dans toutes les opérations exigeant une grande proximité de l’objectif, ces derniers ayant en outre l’avantage d’un coût d’utilisation beaucoup plus faible.

Les **UCAV** n’en sont qu’au stade du démonstrateur. Le X 45 A de Boeing a effectué son premier vol en mai 2002. Le démonstrateur français, confié à Dassault en 2003, doit faire l’objet d’une coopération européenne. Les UCAV seront proches des avions de combat en capacité d’appui et donc d’utilisation délicate en milieu urbain ; des **UCAR** pourraient, en revanche, avoir un bel avenir dans ce domaine.

En fin de compte, toute la gamme des drones existants et en cours de développement pourra avoir une large utilisation dans les opérations en milieu urbain. Si nous possédons de très bonnes capacités dans le domaine des drones tactiques, nous avons en revanche pris beaucoup de retard sur les Américains et les Israéliens dans les autres domaines sans que l’on puisse, pour une fois, évoquer le manque de ressources financières !

Aujourd’hui, on peut cependant être raisonnablement optimiste en constatant que tout le monde est convaincu de l’utilité des drones. Les industriels se sentent concernés, ceux qui ont été déjà cités mais aussi Snecma pour la propulsion et les équipements ainsi que Thales pour les systèmes embarqués et les communications. Tous les stands des salons consacrés aux matériels militaires proposent des drones. L’Académie nationale de l’air et de l’espace vient de terminer une étude sur le sujet, le Conseil scientifique de la défense vient d’en entreprendre une autre. Il nous reste maintenant à combler le retard pour donner à nos forces les capacités dont elles ont un besoin pressant.

***La Réunion des O R S E M***



***Le Corps des officiers d ‘état-major***

***de l’armée de terre allemande de 1919 – 1945***

***première partie1919 – 1935***

*par Philippe GOUËSMEL*

**Introduction**

**Le**

corps des officiers d’état-major de l’armée de terre ( *Heer* ) allemande fut longtemps considéré comme l’un des meilleurs du monde.

Déjà, en 1875, lorsque la Chambre des députés aborde le douloureux examen des raisons de notre cuisante défaite de 1870-71, les débats concluent rapidement à la grande supériorité des états-majors prussiens ( pour mieux stigmatiser les graves insuffisances de notre propre corps d’EM…).

En 1919, lors du Traité de Versailles, les plénipotentiaires français insistent lourdement pour que dans les clauses dites « de sûreté », soit clairement indiquée la dissolution du Grand Etat-major de l’armée impériale, ainsi que la fermeture de la *Kriegakadémie* de Berlin ( articles 160, 176, 177 et 178, section I -relative à l’armée de terre-, cinquième partie du Traité ). Il fallait de la sorte tarir la source qui fournissait aux généraux des grandes unités ( division, corps d’armée et armée ) ces *Generalstabsoffiziere* ( officiers brevetés d’EM ) qui les secondaient si efficacement dans le commandement. La sévérité de ces clauses fit dire au général von Seeckt, 1er commandant en chef d’une *Reichswehr* réduite à 100 000 hommes ( 96 000 sous-officiers et soldats et 4 000 officiers ), que cela illustre « *la volonté de détruire l’Allemagne elle-même à travers la destruction de son armée ».*

**La reconstitution interdite**

Cependant, loin de se décourager, ce même général von Seeckt s’attache à tirer une force de la faiblesse de la nouvelle armée allemande. L’objectif est de transformer la *Reichswehr* en une *Führerheer* ( une « armée de chefs » ). Chaque homme travaille à remplir des fonctions de deux échelons supérieurs au sien. Ainsi, *l’Unteroffizier* ( sergent ) apprend à commander une section, *l’Oberleutnant* ( lieutenant ) s’instruit pour être en mesure de conduire au feu un bataillon. Le maréchal Foch a, dès 1919, dénoncé ce risque et proposé à la place des 100 000 professionnels imposés à l’Allemagne, un volume de 300 000 conscrits effectuant un service militaire de courte durée. Il n’est pas entendu.

Le général von Seeckt porte un soin particulier à la préservation du corps d’officiers d’EM dont il est lui-même issu [[42]](#footnote-42) Il applique un principe déjà évoqué par Napoléon I° dans une conversation avec Metternich : « *On a oublié que les cadres sont ce qu’il y a de plus précieux dans une armée. C’est par eux qu’il faut commencer ! ».* Pour ce faire, il faut en premier lieu contourner les interdictions du Traité de Versailles et redonner un cadre d’emploi, une structure, à la tête de l’armée nouvelle. L’organigramme nouveau est désormais composé comme suit :

Le chef suprême des forces allemandes est le Président de la République en application de l’article 47 de la constitution de Weimar. Ces forces sont placées sous l’autorité du ministre de la *Reichswehr*.

**Organisation du ministère de la *Reichswehr***

* Un bureau de centralisation et d’administration ( *Adjudantur* ) chargé du courrier, des liaisons avec les organes étrangers à l’armée, des relations avec la presse, de l’établissement du budget et de la justice militaire ;
* De la direction de l’armée ( *Heeresleitung* ) groupant, sous l’autorité d’un même chef ( et évitant ainsi la dualité de commandement qui avait montré ses faiblesses en 1914 ), les organes dispersés avant guerre entre le ministère de la guerre et l’état-major général.

Le *Heeresleitung* comprend :

* Le cabinet du général commandant le *Heeresleitung.*
* La section chargée de l’armement et de l’instruction technique des officiers.
* La section chargée de l’instruction ( *Ausbildungs* *Abteilung* ).
* L’office du personnel ( *Personal*a*mt* ) divisé en 4 bureaux : P1 : personnel officier ; P2 : discipline et justice ; P3 : assistance ; P4 : personnel d’état-major.
* L’office de l’armée ( *Truppenamt* ) divisé en 4 bureaux : T1 : opérations ; T2 : organisation ; T3 : armées étrangères ; T4 : transports.
* L’office de la défense ( *Wehramt* ) comprenant les corps d’inspection : écoles, infanterie, cavalerie, artillerie, génie, etc…
* L’office de l’administration de l’armée ( *Verwaltungsamt* ) traite des questions relatives aux fonctionnaires, aux caisses militaires, aux casernements et terrains de manœuvre, à la nourriture et l’habillement.
* L’office de l’armement ( *Waffenamt* ) chargé de l’armement, des munitions, du matériel et des arsenaux. Il s’occupe aussi des études, essais, relations avec les industriels, etc…
* De l’inspection du service de santé ( *Sanitäts* *Inspektion* ).
* De l’inspection du service vétérinaire ( *Veterinär* *Inspektion* ).
* De la direction de la marine ( Marineleitung ).

[ Rappelons que le Traité de Versailles interdit toute aviation militaire – articles 169, 198 et 202-. Cependant von Seeckt s’adjoint une soixantaine d’officiers aviateurs comme conseillers…].

Cette organisation appelle les commentaires suivants : en tout premier lieu, la nouveauté constituée par le *Heeresleitung.* Cette direction de l’armée dont le commandant est, à compter du 18 mars 1920, von Seeckt, offre à celui-ci un véritable poste de « généralissime ». Le 2ème Bureau français, dans ces bulletins de renseignement, dénonce dès 1919 cette entorse affichée au Traité de Versailles. L’article 160 est malmené par cette structure nouvelle. Le président français de la Commission de contrôle, le général Nollet déclare : *« Ainsi, il était constitué un organe de commandement supérieur au corps d’armée [[43]](#footnote-43)*; *le chef du* *Heeresleitung faisait figure de généralissime et le Heeresleitung prenait la physionomie de l’ancien Grand état-major ».* En dépit des protestations françaises et anglaises, le ministère de la *Reichswehr* ne procéde qu’à des restructurations mineures du *Heeresleitung* pour donner le change sur la forme mais le fond reste le même !

Cependant, la rupture la plus évidente avec les clauses du Traité reste la constitution du *Truppenamt.* Ce n’est ni plus ni moins que la renaissance effective, sous un autre nom[[44]](#footnote-44), de l’état-major général pourtant expressément dissout par l’article 160. Mieux encore que le *Heeresleitung,* le *Truppenamt* est l’image même de la résurrection du Grand Etat-Major de l’ex-armée impériale. Que l’on juge en observant l’organigramme de ce dernier en 1914 : il était divisé en 4 sections : 1 :Opérations ; 2 : Armées étrangères ; 3 : Instruction ; 4 : Forteresses. La similitude est frappante avec l’organisation du *Truppenamt* ( voir plus haut ). D’ailleurs, en 1936, le général Beck, alors Chef d’état-major général, avoua sans fard : *« (…) au temps de l’ancienne Reichswehr, le Truppenamt avait joué le rôle du Grand Etat-Major ! ».*

### **Reformer une élite**

L’article 176 du Traité de Versailles prévoit la suppression de « *toutes académies militaires de guerre et institutions similaires ».* L’idée des alliés est simple et nette : l’armée allemande ne doit pas compter un seul officier breveté ! Le général von Seeckt va donc « naturellement » contourner cette restriction insupportable à ses yeux. L’ancien concours centralisé d’admission à la *Kriegakadémie* est à présent remplacé par un examen ( *Wehrkreisprüfung* ) décentralisé au niveau des 7 circonscriptions territoriales ( *Wehrkreis*, dans lesquelles étaient stationnées les 7 DI ). Dans une armée réduite à 100 000 hommes, une sélection impitoyable s’opère pour dégager les meilleurs. Von Seeckt a déjà effectué un tri drastique en ne conservant que 4 000 officiers sur les 40 000 de la *Reichswehr* « provisoire » [[45]](#footnote-45) ! Le dégagement des cadres est mené inexorablement. Von Seeckt déclare à ce propos : « *La tâche de la Reichswehr était trop haute pour ne pas exiger le maximum de ceux qui y entraient. Elle ne pouvait servir d’exemple au reste de la Nation qu’à condition de ne contenir que les meilleurs des meilleurs. ».* C’est sur ce principe que repose le long et difficile chemin qui mène au brevet d’état-major :

1. Tous les jeunes officiers ( *Leutnant, Oberleunant, Hauptmann* ) ont obligation de se présenter au moins une fois à « l’examen » de circonscription ( qui reste de fait un concours au programme sensiblement identique à la formule d’avant-guerre… ).
2. Dans chaque *Wehrkreis,* les 10 premiers du classement sont autorisés à suivre pendant 2 ans au chef-lieu de la circonscription les cours de *Führergehilfen* ( auxiliaires du commandement ).
3. A l’issue, entre 10 et 15 des 70 officiers sélectionnés partent à Berlin pour suivre une année de formation complémentaire au sein du *Heeresleitung* et plus particulièrement dans le *Truppenamt.*
4. Le parcours ne s’achève pas là pour les rares rescapés de la sélection. 8 à 10 des officiers [[46]](#footnote-46) seulement reçoivent le titre de *Führerstaboffizier* [[47]](#footnote-47) . Ils remplissent pendant deux ans les fonctions d’officier d’EM afin de faire « leurs preuves ». Enfin, une fois définitivement admis dans le corps des officiers d’état-major, ils partent servir dans les 12 EM ( 10 de division ; 2 de CA ) ou dans le *Heeresleitung.*
5. Les *Führerstaboffizier* doivent également effectuer un stage en corps de troupe d’une année pour commander une unité élémentaire. Ils réintègrent le corps à l’issue.

Le *Heeresleitung* estime qu’avec un volume de 3 300 lieutenants et capitaines, s’échelonnant sur 14 années de grades et si chacun d’eux se présente seulement deux fois au *Wehrkreisprüfung,* le nombre de reçus ne doit pas dépasser 8 %. Autrement dit, 92 % des jeunes officiers ne rejoindront jamais le prestigieux corps ( qui n’existe plus officiellement, rappelons-le !…).

Devant les protestations des alliés, les « écoles de *Wehrkreis »* sont transformées en « centres d’instruction ». Pour autant, la formation des futurs candidats officiers d’EM se poursuit selon le schéma initié ! Ces officiers représentent l’élite de l’armée et assureront bientôt d’importantes responsabilités.

Les atteintes au Traité de Versailles entre 1920 et 1930, ont pour objectif de permettre à la *Reichswehr* de reconstituer l’organe de commandement indispensable à la préparation et à la conduite de la guerre. Cependant avec l’arrivée à la Chancellerie, d’Adolf. Hitler, le Traité sera mis à mal à une toute autre échelle.

**L’essor**

Très souvent, et parce que la chose est confortable intellectuellement, on a coutume d’associer l’essor rapide et spectaculaire de l’armée allemande avec l’arrivée d’Hitler à la chancellerie du *Reich* en janvier 1933. Pourtant, les bases du redressement militaire allemand sont jetées bien avant. Les services de renseignements militaires français ( 2ème Bureau ) suivaient avec attention les efforts entrepris et alertaient régulièrement les autorités politiques. Dès 1921, le général Von Seeckt ne déclarait-il pas : « *Notre but est de former une armée de chefs pour l’heure du danger ».* Le général Gamelin évoque cette citation dans son rapport adressé au gouvernement en janvier 1932 et intitulé : « Les possibilités militaires actuelles de l’Allemagne » : « *Depuis le jour où le général Von Seeckt a prononcé ces paroles fameuses, le Haut-Commandement allemand ne s’est pas écarté un seul instant de cette voie…Par chefs, il faut entendre aussi bien officiers brevetés d’état-major, réservoir du Haut-Commandement, que gradés subalternes, réservoir des commandants des petites unités. Et les officiers brevetés sont instruits exclusivement dans l’emploi tactique des grandes unités dans le cadre d’une grande armée moderne, ce qui est en contradiction formelle avec le rôle assigné à l’armée par le Traité ».*

Les divers règlements et instructions publiés dans les années 20 sont éloquents. Ainsi peut-on lire dans « Le règlement général dans la conduite et le combat de troupes de toutes armes opérant en liaison » : « *le règlement prend pour base les effectifs, l’armement et l’équipement de l’armée d’une grande puissance militaire moderne et non pas seulement l’armée allemande de 100 000 hommes formée en vertu du traité de paix ».* Les officiers d’état-major de l’ensemble des divisions, lors des grandes manœuvres de 1928 ( en Silésie ) et de 1930 ( en Thuringe ), travaillent sur des thèmes tactiques en vue de réaliser de grandes opérations offensives d’une armée moderne. Les grandes manœuvres de 1931 ne peuvent se dérouler à cause des contraintes budgétaires. Elles sont remplacées, cependant, par des manœuvres aux environs des garnisons et comportent des exercices de franchissement de cours d’eau et des détachements mixtes motorisés effectués à titre expérimentaux.

Le général Gamelin conclut son rapport de janvier 1932 ainsi : « *En fait, le ministre de la Reichswehr et le chef de la direction de l’armée* [ respectivement, à cette date, les généraux Grœner et Hammerstein. NDLA ] *sont des dictateurs qui ne doivent de comptes qu’à leur ancien chef, le maréchal Hindenburg* [ Président de la République depuis avril 1925 NDLA ]*. Il n’est pas étonnant dans ces conditions que des ministres et des chefs qui ont lutté pas à pas pour ne pas exécuter le Traité et sauver l’armature de l’ancienne armée impériale et qui ont déclaré que le statut militaire imposé à l’Allemagne ne pouvait avoir qu’un temps, se soient efforcés d’apporter des modifications à l’organisation militaire de l’armée dès que les circonstances l’ont permis. Ces modifications sont allées en s’accentuant depuis le départ de la Commission de contrôle interalliée et surtout depuis l’évacuation de la rive gauche du Rhin. Actuellement* [ en janvier 1932. NDLA ], *il n’est pas d’armes, pas d’unité de l’armée allemande qui ne soit l’objet de transformations ou de renforcements illégaux. Prises isolément, certaines de ces transformations paraissent insignifiantes, mais lorsqu’on les place des unes à côtés des autres, lorsqu’on les compare et qu’on les additionne, on constate qu’elles constituent un tout et répondent à un plan d’ensemble méthodiquement exécuté… On se croirait à la veille d’une extension de l’armée allemande*. »[[48]](#footnote-48).

L’extension en question est clairement affichée avec le plan du nouveau ministre de la *Reichswehr*, le général Schleicher. Il occupe se poste de juin 1932 à janvier 1933. Son plan se nomme *der* *Umbau* que l’on peut traduire par « refonte » ou encore « transformation ». Cela fait tout simplement sortir la *Reichswher* du cadre du Traité de Versailles ! La refonte prévoit la mise sur pied de trois éléments :

* Une armée de campagne ( *Feldheer* ) de 21 divisions d’infanterie ( contre les 7 autorisées par le Traité ).
* Une organisation de troupe de protection de frontière ( *Grenzschutz* ) dont le camouflage en réservoir de force n’échappe à personne.
* Une « armée de complément » ( *Ergänzungsheer* ).

L’objectif de l’Umbau est donc de permettre à la *Reichswehr* de « se détripler en cas de nécessité ».

Cela implique des modifications des structures de l’armée :

* Augmentation des effectifs ( de 100 000 à 143 000 ).
* Formation de nouvelles unités ( groupes d’artillerie lourdes, batteries de DCA, sections anti-chars, 1 bataillon de chars.
* Instruction des hommes de complément nécessaires à l’armée mobilisée de 21 DI par le raccourcissement du temps de service ( 3 ans au lieu de 12 ) et l’instruction accélérée ( 3 mois ) de 85 000 réservistes par an.
* Réorganisation des organismes mobilisateurs ( interdits par le Traité…).

Grâce à l’*Umbau*, l’Allemagne doit disposer, au plus tard en avril 1938, de :

* Une armée de campagne ( *Feldheer* ) de 26 divisions ( 7 DI modernes d’active ; 14 DI de réserve, 5 divisions de cavalerie dont 3 d’active ).
* Une *Grenzschutz* de 34 unités à effectifs et armements variables.
* Une armée de seconde ligne ( *Ergänzungsheer )* formée de tous les autres réservistes, dont 2 millions d’anciens combattants de 14-18 ayant déjà une instruction militaire et qui formeraient des divisions nouvelles au rythme des fabrications de matériel.

Tel est le plan de transformation. Le 2ème Bureau français rend compte de ces dérives : « *La Reichswehr, au seuil de 1933, est une armée en voie d’évolution. Très proche encore, par son ossature générale de l’armée imposée par le Traité, elle s’en éloigne à grands pas par l’esprit qui l’anime, l’activité qu’elle déploie dans des domaines qui lui étaient et qui lui sont encore interdits, la place qu’elle réserve déjà dans ses rangs, dans ses écoles, dans ses arsenaux, à des spécialités, à des méthodes, à des armes nouvelles. Il ne s’agit plus seulement d’expérience de laboratoire ou d’essais timides d’application, mais de réalisations matérielles d’ampleur souvent appréciable. Il s’agit surtout de l’exécution méthodique et par étapes, d’un programme mûrement réfléchi et arrêté déjà dans ses grandes lignes*. »[[49]](#footnote-49).

Les grandes manœuvres du second semestre 1932 sont intensives. Des exercices de grande ampleur avec des chars similis[[50]](#footnote-50) pour l’étude de la tactique d’emploi des chars de combat se déroulent lors de la manœuvre du 19 au 21 août 32 au camp de Grafenwöhr. Du 19 au 22 septembre a lieu la manœuvre majeure de l’année dans la région de Francfort-sur-Oder. Celle-ci est directement dirigée par la totalité des officiers d’état-major du *Heeresleitung*. Elle oppose un corps de cavalerie composé de la 1ère et 2ème DC à la 3ème DI.

Le changement de pouvoir de janvier 1933 va accélérer le processus. La réalisation de l’armée nouvelle décidée par le chancelier Hitler sera possible grâce au travail préparatoire du général Schleicher. En deux ans, de 1933 à 1935 la *Reichswher* de 100 000 hommes devient une force de près de 400 000 soldats.

**De la Reichswehr à la Wehmacht**

Le pas décisif est franchi le 16 mars 1935. Adolf Hitler signe la « loi pour la construction des forces militaires » ( *Gesetz für den aufbau der Wehrmacht* ). La loi édicte :

* *1° : le service militaire est obligatoire pour tous [[51]](#footnote-51).*
* *2° : l’armée de terre du temps de paix se compose de 12 CA et 36 divisions.*

Le nombre de divisions ne va, dès lors, pas cesser d’augmenter, ainsi que celui des grandes unités supérieures. La déclaration de guerre va gonfler plus encore le volume :

* Au 1er janvier 1938 : 40 divisions de toute nature.
* Au 1er janvier 1939 : 54 divisions de toute nature
* Au 1er septembre 1939 : 130 divisions ( dont 14 en centre d’entraînement et donc non disponible pour le front ).
* Au 1er octobre 1944 : 290 divisions. ( à titre de comparaison, en 1918, l’armée impériale allemande compte 240 divisions ).

Au total, c’est plus de 450 divisions de tous types qui sont créées de 1935 à 1945 !

Le besoin de cadres officiers est très vite un problème ( qui ne sera en partie résolu qu’avec l’ouverture du conflit et la possibilité des promotions « pour la durée de la guerre » autrement dit des « *Kriegsoffiziere* » ). Concernant les officiers d’état-major, l’élitisme va rester la règle. Dans la logique de la renaissance de l’armée, le 15 octobre 1935, la *Kriegsakademie* , fondée par Scharnhost le 15 octobre 1810, est officiellement rouverte. Cette inauguration est l’occasion d’une grande manifestation avec tout ce que le *Reich* compte d’officiers brevetés et de généraux. Le Chancelier est également présent. Le nouveau directeur de l’école, le général Liebmann évoque dans son discours « *les fastes glorieux du Grand Etat-Major et de l’Académie de Guerre, tous deux interdits par le traité de Versailles, mais rétablis par la volonté du Führer-Chancelier*». A la *Kriegsakademie* est rattachée la *Wehrmacht*-*Akademie*, chargée de former des officiers supérieurs de la *Heer*, de la *Kriegsmarine* et de la *Luftwaffe* dans des fonctions interarmées[[52]](#footnote-52).

En 1935, toujours, le ministère de la *Reichswehr* change d’appellation en devenant le ministère de la guerre ( *Reichskriegsministerium* ). En 1938, ce dernier, se transforme en *OberKommando* *der* *Wehrmacht* ( haut-commandement des forces armées ). A l’OKW est subordonné *l’OberKommando* *des* *Heeres* ( OKH ), le haut-commandement des forces terrestres. Celui-ci transforme le *Truppenamt* en *Generalstab* *des* *Heeres*, l’état-major de l’armée de terre dont voici l’organigramme succinct au 1ère septembre 1939 :

**Generalstab des heeres ( général Halder )**

* *Opérationsabteilung* ( opérations militaires )
* *Organisationsabteilung* ( organisation de l’armée de terre )
* *Fremde* *Heere* ( étude des armées étrangères )
* *Ausbildungsabteilung* ( instruction générale de l’armée de terre )
* *Transportwesen* ( transports )
* *Nachrichtenwesen* ( transmissions ).

Les officiers affectés au Generalstab des Heeres appartiennent tous au corps des officiers d’EM ( Generalstaboffiziere. Notons le retour à l’appellation de tradition… ).

Nota : la seconde partie portera sur la période 1935 – 1945 et sera accompagnée de la bibliographie et des sources documentaires utilisées pour la réalisation de cet article.

Philippe Gouësmel, professeur d’histoire et de géographie, chef de bataillon de réserve diplômé d’état-major (ORSEM) est un spécialiste de l’évolution de l’institution militaire française et l’auteur de très nombreux articles et interventions sur ce sujet. Administrateur de la Réunion des ORSEM et rédacteur en chef de son Bulletin, il est le co-auteur du livre « Un siècle d’ORSEM » et prépare actuellement un ouvrage intitulé « Guide pratique de correspondance militaire, communication et relations publiques ».

## 

## 

***L’Amicale de l’E M S S T***

AMICALE



**L’**évolution d’une grande technique présente deux phases caractéristiques : la phase ***spéculative*** et la phase ***utile***

La première est lente ; elle peut durer des siècles

(vapeur, électricité, …)

La deuxième est rapide ; quelques décades, une génération, ou deux…

Mais cette rapidité ne doit pas donner le change :

***Elle n’est pas la preuve d’une supériorité quelconque,***

***ni d’une fécondité particulière…***

Elle n’est que l’épanouissement du lent amassage, l’agencement des matériaux réunis un à un, ***le profit facile d’une préparation laborieuse…***

Ce phénomène de déclenchement brusque après une lente montée a un nom :

C’est la ***relaxation.***

C’est le vrai nom de ce qu’on appelle le ***progrès*.**

*Ingénieur Général* ***Henri SABATIER (1896-1986)***

*(Propos hors cours)*

**Editorial du Président,**

**Le Général de corps d’armée Jean-Marc RENUCCI**

**Au**

cours du Conseil d’Administration du 3 février 2005, j’ai été élu « Président de l’Amicale de l’EMSST » ; j’en suis très honoré et fier.

Succédant au Général de corps d’armée (2°s) Christian PIROTH, je tiens à lui exprimer toute notre immense gratitude pour l’action permanente, opiniâtre, constructive et généreuse qu’il a mené durant quatre années à la tête de notre Amicale.

Il m’incombe désormais de poursuivre dans la voie ainsi tracée, sachant que je trouverai toujours auprès de lui un guide et un conseiller.

Pour que notre Amicale réponde parfaitement à ce qu’en attendent :

* d’une part le Commandement et le Collège de l’Enseignement Supérieur de

l’Armée de Terre (CESAT) ;

* d’autre part les stagiaires BT/DT, l’ensemble de ses membres en activité

dans les organismes de la Défense et dans le secteur civil comme à ceux et celles qui sont à la retraite et enfin à tous nos camarades étrangers du collège Cours supérieur du Contrôle et de l’Administration Militaire (CoSCAM) ;

je sais que je peux compter sur les membres du Bureau et du Bureau élargi dont j’ai apprécié, dés mon arrivée, le dévouement, le dynamisme, la compétence et la fidélité ; il en est de même du soutien des Directeurs des Antennes territoriales (Rennes et Montpellier), du Directeur du Collège CoSCAM et de l’ensemble des Amicalistes.

Pour moi, l’Amicale est une grande Equipe soucieuse d’être une force d’appoint au profit du CESAT et de ses stagiaires, de développer et d’entretenir des relations et des échanges de qualité aussi bien avec l’armée de terre qu’avec le monde civil des universités et des entreprises et enfin de fortifier le lien qui unit tous ses membres grâce au dialogue, la concertation, l’écoute et l’information : dans cet esprit, n’hésitez pas à m’appeler ou à me rencontrer[[53]](#footnote-53) pour aller de l’avant.

J’ai confiance.

Bien amicalement.

.

***Le mot du Secrétaire général***

**C**

omme vous avez pu le constater en lisant le PV de l’AGO 2004, livré avec le Cahier CESAT 1 , Christian PIROTH et Jean-Pierre PETIT, respectivement Président et Vice-Président de l’Amicale depuis quelques années, ont mis un terme à leurs fonctions.

Qu’ils soient remerciés pour leurs idées, leurs travaux et leur dynamisme qui ont, entre autres, permis de créer des partenariats constructifs avec d’autres Associations, réalisé l’adaptation indispensable de notre Amicale aux changements de l’Enseignement Supérieur et lui ont donné un rayonnement incontestable aussi bien à l’intérieur de l’Armée de Terre qu’à l’extérieur.

Le nouveau Président Jean-Marc RENUCCI a repris le flambeau avec enthousiasme, et donc l’Amicale poursuit sa route avec notamment ses différentes activités et publications.

- Contrairement à ce que certains peuvent croire, nous n’envoyons pas d’appel à cotisation ; simplement des rappels si nécessaire. N’oubliez donc pas de la régler, si possible avant fin juin, et pour ceux qui utilisent le système de virement automatique, assurez vous que votre organisme financier vous débite de la bonne somme (20 ou 25 euros suivant que vous souhaitez recevoir les Cahiers de MARS ou non) et non pas de 15,24 euros voire de 3,04 euros.

- Après deux essais d’envoi de publications par messagerie électronique (Cahier CESAT n° 1 et Contact 54) nous avons l’impression que cette méthode de mise à disposition, bien que très rapide et commode (pour nous), n’est peut-être ni très pratique ni « ophtalmologiquement » très confortable pour une lecture tranquille au coin du feu.

Par conséquent nous allons continuer à fournir à tous les heureux propriétaires d’e-mail la version papier des Cahiers et de Contact, mais nous leur demandons de nous communiquer leur avis en nous retournant le mini questionnaire ci-après.

Puisque nous parlons d’e-mail, nous souhaiterions que ceux qui en ont un mais n’ont jamais rien reçu de l’Amicale par cette voie nous fassent connaître leur adresse électronique[[54]](#footnote-54), utile pour recevoir certaines informations courtes et urgentes.

- Vous avez sûrement, dans un domaine particulier, une expérience intéressante à communiquer aux autres Amicalistes. Alors, comme le Commissaire Général KANDLER, faites un petit effort de rédaction et votre texte viendra agrémenter un prochain numéro des Cahiers du CESAT à la rubrique de l’Amicale.

Grade………………… ; Prénom…………………………. ; Nom………………………………………….

Possédez vous une messagerie électronique : oui non

Si oui , indiquez votre e-mail :

:……………………………………………………………………………………

Avez vous l’ADSL : oui non

Souhaitez vous recevoir les Cahiers ou Contact par mail : oui non

Cette livraison par mail vous suffit-elle : oui non

Autres suggestions : …………………………………………………………………………………………..

………………………………………………………………………………………………………………….

………………………………………………………………………………………………………………….

…………………………………………………………………………………………………………………..

***Une expérience de séjour linguistique***

##### Par le Commissaire Général de Brigade (CR) Alain Kandel

**Une**

***« Tu vis un siècle, tu étudies un siècle » (Proverbe russe)***

convention passée en 2003 entre la faculté des Lettres de Bordeaux et celle de Sotchi en Russie sur la mer Noire avait donné lieu à un premier échange d’étudiants français et russes. L’année suivante en 2004 l’auteur de ces lignes, étudiant en maîtrise de langue russe, saisit l’opportunité offerte par son université pour faire ce voyage d’études.

Quelles motivations peuvent inciter un BTEAMS ayant quitté l’activité à se lancer à un âge dit «avancé » dans des études approfondies ? Bien sûr, l’étude d’une langue permet de faire travailler ses neurones. C’est aussi un moyen de mieux connaître sa propre langue. Sur le mur d’une salle de cours en Russie est affichée, bien visible, la maxime suivante :

« Those, who don’t know any foreign language, don’t know their own language ».

Il faut prendre cette formule au sens le plus large : la connaissance d’une langue étrangère permet de percevoir une autre culture, et, par comparaison, offre un moyen de porter un jugement de valeur sur sa propre culture dans quelque domaine que ce soit : l’histoire, la littérature, les institutions etc.

L'apprentissage de la langue russe a eu lieu pour moi à Coëtquidan, promotion 51-53. Le capitaine GARDER, dont j'ai gardé un souvenir ému, y était professeur. Il m'a donné le goût de cette langue. Michel Garder est devenu au cours de sa carrière un spécialiste renommé de l'URSS. Son "Histoire de l'armée soviétique" figure toujours en bonne place dans ma bibliothèque. Édité en 1959, l'ouvrage n'a pas perdu de son intérêt 45 ans après. Il révèle toute l'intelligence et la clairvoyance de son auteur.

Après mon retour d’ALGÉRIE, ayant choisi la voie du concours de l’ÉCOLE SUPÉRIEURE de l’INTENDANCE (option sciences), j’ai remis à plus tard l’approfondissement de la langue de Pouchkine. Le général SABATIER était chargé de la préparation scientifique du concours. IL corrigeait soigneusement les travaux. Les remarques portaient autant sur la forme que sur le fond, car il aimait la précision. Je lui dois pour une bonne part ma réussite.

A la sortie de l’ESI (promotion 61-63), il était vivement conseillé, si ce n’est imposé, aux jeunes intendants adjoints d’acquérir une formation universitaire. Pour ma part, j’ai choisi de faire des études de sciences économiques en vue de l’obtention de la licence, diplôme qui se préparait à l’époque en quatre ans. L’équivalence de diplôme n’existait pas, et il n’était pas question d’être détaché dans une ville universitaire. Il fallait durant les temps libres que laissait le service se

débrouiller avec les polycopiés de la Faculté et prendre le train le samedi pour participer aux travaux pratiques obligatoires. Aussi, à l’issue de ces études austères, le stage de trois mois à l’École Militaire en 1970 fut considéré comme une récompense, d’autant plus qu’il permettait

d’acquérir le BTEAMS.

C’est peut-être ce désir de mener une vraie activité étudiante, en même temps que la passion de la langue russe, qui m’ont poussé à reprendre des études à partir du milieu des années 90. Après une remise à niveau avec un Diplôme d’Université de Russe, j’ai poursuivi ensuite dans la filière de "Langues, Littératures et Civilisations Étrangères : Russe" avec le DEUG puis la licence et la maîtrise. Trois courts séjours dans des familles à Saint-Pétersbourg et Moscou

m’avaient préparé dans une certaine mesure à affronter la dure épreuve de la langue au quotidien.

Durant ce quatrième voyage de trois mois en 2004, vivant totalement en milieu étudiant (logement, repas, cours, sorties) j’ai pu pratiquer la langue russe tout à loisir. Avec un jeune étudiant français qui avait fait aussi le déplacement, nous suivions l’enseignement en deuxième année de philologie dans une filiale à Sotchi de la célèbre université moscovite dite de « l’Amitié des Peuples ». Nous y étions les seuls étrangers européens, les autres étudiants extérieurs appartenant essentiellement à diverses nationalités du Caucase. Les contacts étaient faciles, la France bénéficiant toujours d'un certain prestige, ne serait-ce que par son histoire et sa littérature. Beaucoup parmi les étudiants rêvent de poursuivre leurs études chez nous.

Entièrement immergé dans cet univers estudiantin, il m'a été donné d'avoir un aperçu de l'enseignement supérieur russe. Le manque de moyens constitue un sérieux handicap qui se manifeste dans les deux domaines suivants :

- le niveau de traitement des professeurs qui n'incite pas les jeunes à prendre la relève des anciens.

- le fonds de la bibliothèque, constituée principalement pendant la période soviétique ; son très faible taux de renouvellement ne facilite pas la nécessaire évolution des esprits vers une plus grande ouverture d'esprit et un développement de l'objectivité et du sens critique.

Est ce à cette insuffisance que songeait la directrice de la filiale lorsqu'elle me reçut avant mon retour en France? Elle me déclare que je parle bien le russe et m'invite à revenir pour apprendre le français à ses étudiants.

C'était flatteur. J'ai remercié.

Réflexion faite, pourquoi pas

**Le Système pifométrique.**

*Article paru dans la revue de l’Amicale des Ecoles Techniques de l’Armement dans les années 1970, à partir d’un texte publié par la Revue de la Caisse d’Epargne. Article aimablement communiqué par l’Ingénieur Général Claude QUINIOU (janvier 2004).*

**Au**

moment où les systèmes s'organisent, où le CGS a vécu, où le MKSA (avec ou sans A) triomphe dans les recommandations ISO, où AFNOR consacre trois normes (X02-002 à X 02-004) aux unités, il est surprenant que rien n'ait encore été écrit sur les unités pifométriques.

Le système pifométrique est, comme son nom le laisse supposer, fondé essentiellement sur l'utilisation du pifomètre, à propos duquel il convient tout d'abord d'énoncer quelques principes:

1. Le pifomètre est strictement personnel, inaliénable, consubstantiel à l'individu et inutilisable par autrui.
2. Deux pifomètres de sens contraire ne s'annulent pas.
3. Il n'y a rien d'intéressant à tirer d'une moyenne pifométrique. Remarquons, de plus, que le pifomètre n'est en vente nulle part, bien entendu, et que sa précision est inégalable car jamais personne n'a eu besoin d'utiliser un pifomètre à vernier, encore moins un pifomètre à vis micrométrique. L'instrument banal, incorporé, suffit en toute occasion.

Mettons d'abord de côté la pifométrie spécialisée car elle est souvent discutable ; par exemple la pifométrie gastronomique utilise des unités mythiques : il est souvent question d'une noix de beurre alors que jamais un cuisinier n'a sculpté de beurre en forme de noix.

Les théorèmes de la pifométrie n'ont pas été rédigés mais chacun les applique d'instinct. Nous citerons seulement les principaux :

1. La multiplication d'une unité pifométrique par un scalaire quelconque égale l'unité pifométrique initiale. Exemple : "**Deux minutes d'attente**", **ou "trois minutes d'attente** s'il vous plait" représentent exactement le même temps **que "une minute**".
2. Deux longueurs pifométriques ne sont pas superposables. Exemple : quid de la longueur d'un poisson manqué et de son expression en unités représentée par l'écartement des mains du pêcheur ?
3. Une unité pifométrique peut représenter des grandeurs différentes pour des individus différents ; cela n'a aucune importance . Exemple : la "giclée d'huile" ordonnée à l'apprenti mécanicien par son contremaître conserve son efficacité quelle que soit l'interprétation donnée.

**Les Unités de TEMPS.**

A tout seigneur, tout honneur : le **temps** , grandeur subjective, a, bien entendu, intéressé la pifométrie et les unités en sont nombreuses. A noter que, du strict point de vue du sablier, du cadran solaire et de notre calendrier toutes ces unités sont équivalentes mais leur valeur subjective diffère selon les circonstances de leur utilisation :

* le "**bout de temps**" : unité classique, employée aussi bien pour le passé que pour l'avenir. On peut avoir à attendre un bout de temps ou évoquer un événement qui s'est produit il y a un bout de temps.
* sous-multiple : le "**petit bout de temps**".
* Multiple : le "**bon bout de temps**".
* Le "**laps**". Jadis réservée à une élite, cette unité tend à se démocratiser et c'est justice car elle a une essence de certitude apaisante pour l'esprit scientifique : elle possède cette qualité à un point tel qu'on la lui applique comme qualitatif homérique : comme on dit l'"artificieux Ulysse", on dit "un certain laps de temps".
* L'"**éternité**" est égale au bout de temps mais ne s'applique que si l'intervalle mesuré a été difficilement supporté. Au passage, on remarque que la pifométrie ne se borne pas à mesurer une grandeur mais qu'elle peut en préciser la qualité.
* L'"**instant**" est équivalent, strictement, au bout de temps et à l'éternité mais accorde à l'intervalle mesuré un préjugé d'aisance et de légèreté.
* Le "**bail**", par contre, laisse entrevoir l'intervention de puissances occultes et de tendance formaliste.
* La "**paye**"ne s'applique qu'au temps passé. On dit : il y a "une paye"…mais jamais : dans "une paye"…

*Remarquons au passage que toutes les unités qui viennent d'être nommées ne s'emploient qu'au singulier.*

* La "**minute**"(ou **minute de coiffeur**) n'a strictement aucune relation linéaire ou autre avec le jour solaire moyen. Il est fâcheux qu'une homonymie purement accidentelle ait pu conduire quelques ignorants à faire des comparaisons avec la minute sottement mesurée avec un grossier chronomètre ou une horloge atomique.
* La **minute** possède deux sous-multiples : la "**petite minute**" et la "**seconde**". La minute peut être utilisée au pluriel mais cette opération relève plus de la poésie que de l'arithmétique et ne change rien à l'affaire.

**Les Unités de LONGUEUR.**

- Le"**bout de chemin**" s'emploie pour les distances parcourues ou à parcourir.

Multiple : le "**bon bout de chemin**".

- Mais on préfère souvent utiliser la "**trotte**" dont l'usage ne présuppose pas du moyen de transport à employer.

- Le "**poil**", unité topologico-pifométrique universellement employée : on mesure (ou on pense) "à un poil près". Sous-multiple : le "**micro-poil**" qui suffit à apporter le maximum de précision.

**Les Unités de VITESSE.**

Il n'y a qu'une unité de vitesse à considérer comme valable dans ce système :

c'est la "**une de ces vitesses".** On voit immédiatement qu'elle est beaucoup plus élaborée que celles des systèmes classiques. En effet, dans ces derniers, la vitesse a pour équation aux dimensions L.T-1 ; dans le système pifométrique, on tient compte de la vitesse du temps. Certains objecteront que T.T-1 donne une grandeur sans dimension mais il y a temps et temps : le temps qui passe et le temps pour tout, de sorte que bien avant Einstein, la pifométrie avait reconnu la relativité du temps et senti la nécessité de mesurer la vitesse de son écoulement. L'unité de vitesse est donc unique et on l'emploie toujours seule…

Une voiture roule à "**une de ces vitesses**" et le temps passe à "**une de ces vitesses**"**.**

**Les Unités SPECIFIQUES.**

La pifométrie est une science qui, en raison de son caractère subjectif, a dû adopter des unités d'un caractère très particulier qui permettent de mesurer l'approximatif.

* unité d'imprécision ; le "**cheval**", qui sert à indiquer que la grandeur dont on vient de donner la mesure aurait mérité d'être évaluée avec plus d'acuité. Exemples : 30 kilogrammes à "**un cheval près**"; 25 mètres "**à un cheval près**". C'est d'ailleurs aussi un multiple du **poil**.
* Unité d'addition : le "**pouce**", qui sert à indiquer que la mesure effectuée est approximative par défaut. Exemples : 100 grammes "**et le pouce**", 1500 mètres "**et le pouce**". Depuis quelques temps, le **pouce** multiplié par 19.6% est appelé **TVA**.
* Unité d'ajustage : les "**poussières**". Le pifomètre, instrument de précision, peut aisément évaluer la poussière mais le pifométricien averti sait que cette sensibilité est inaccessible à la majorité des physiciens et emploie toujours le pluriel pour ajuster la mesure d'une grandeur à l'expression vulgaire qui vient d'en être donnée dans un système classique. Exemple : un tuyau de 35 millimètres de diamètre, "**et des poussières**".

N.B. Le "**micro-machin"**, employé comme unité de stupidité, ne peut être valablement utilisé que dans un milieu où le nommé Machin est connu. Elle n'a donc pas le caractère d'universalité des autres unités citées.

L'étude qui précède n'a nullement la prétention d'être exhaustive et, du reste, les progrès constants de la pifométrie risquent de la rendre rapidement caduque. Il était cependant nécessaire qu'elle fût faite car il était dommage de laisser plus longtemps méconnu un champ aussi vaste de la réflexion humaine.

*Note de la rédaction : En cas de problème, n’hésitez pas à recourir au système de secours, dit du « doigt mouillé » que l’on trouve souvent logé dans l’appendice dont le système qui vient d’être décrit tire son nom.*

***Promotion***

Le

capitaine de frégate Jean-louis GOUBIN est promu au grade de Capitaine de Vaisseau de réserve à compter du 1er octobre 2004..

Le Capitaine de vaisseau Jean-Louis GOUBIN est le délégué à la communication de l’Amicale de l’EMSST.

Le bureau de l’Amicale lui adresse ses sincères félicitations.

**N**

***Carnet gris***

ous avons appris les décès de :

* Monsieur **le Colonel Pierre GRIMAUD** le 31 décembre le 2003 à Versailles.
* Monsieur **l’Ingénieur Général Jean-Claude SOMPAIRAC** en juillet 2004 à Boulogne-Billancourt
* Monsieur **le Colonel Georges MALAVARD**, DT “ Génie Travaux 1957 ”,en décembre 2004,
* Monsieur le **Médecin-Chef Michel MARTINEAUD**, diplômé de médecine nucléaire, en 2002,.
* Monsieur **le Général Pierre FAUCHOIS** le 3 janvier 2004.
* Monsieur le **général de Brigade** ( 2°s) **Roland CHAUVET**, ancien Directeur Central adjoint du Matériel. Ses obsèques se sont déroulées à l’église Saint Louis des Invalides à Paris . Le général de Corps d’armée (2S) J-N SORRET et une délégation de la DCMAT conduite par le colonel Charles participaient à cette cérémonie. Par ailleurs de nombreux anciens camarades du général étaient présents pour l’accompagner et soutenir la douleur de sa famille.

Ancien Enfant de Troupe des Ecoles des Andelys et d’Autun, Roland CHAUVET a intégré Saint-Cyr après une préparation à La Flèche. Appartenant à la promotion « Ceux de Dien Bien Phû » il a choisi l’Artillerie. Brillant breveté technique il a été, notamment, officier de tir au Centre de Biscarosse. Il a rejoint le Matériel en 1971. Dans cette Arme il a effectué son temps de commandement à l’établissement d’Orléans et a terminé sa carrière au poste de général Directeur Central adjoint. Il était officier de la Légion d’honneur et titulaire de la Croix de la Valeur Militaire.

L’Amicale de l’EMSST s’associe à la peine de leurs familles et de leurs proches, et les prie d’accepter ses condoléances les plus sincères

*Note de la rédaction* :

Suite à la parution du cahier n°10 de l’Amicale de l’EMSST, ou nous faisions part des décès du Général Jean-Marie BART et du Colonel Robert AMESLAND, le Général Georges BUIS nous a fait part d’informations dont voici l’essentiel :

- Le Colonel Robert AMESLAND a été Président de l’Association des Ingénieurs Diplômés de l’Ecole Supérieure et d’Application du Génie (1994-2001). Le texte de l’hommage qui lui a été rendu à l’occasion de ses obsèques est à disposition à l’Amicale ( sur demande).

- Le Général de Brigade Jean-Marie BART (décédé le 1er mai 2000) était un descendant du corsaire Jean BART(1651-1702), Capitaine de Vaisseau et Chef d’Escadre sous Louis XIV.

Il a été rendu compte de ses obsèques dans le bulletin de l’Amicale Cyr 42.

L’adresse de son épouse : Madame BART : 4 rue des Boucholeurs 17137 ESNANDES.

***Notes de lecture***



# 

***Les enfants du soleil :***

***l’ histoire de nos origines.***

**A**

strophysicien, André BRAHIC est professeur à l’Université PARIS -VII - Denis -Diderot et au Commissariat à l’Energie Atomique à Saclay. Il participe à l’exploration du système solaire, au sein des équipes d’imagerie des sondes Voyager et Cassini.

« D’où venons-nous ? Comment le soleil et la terre sont-ils apparus ?

Nous avons enfin atteint le moment où la science peut apporter des réponses de plus en plus précises, de plus en plus étonnantes. La Nature a décidément plus d’imagination que les hommes ! ».

Depuis l’exploration spatiale, nous avons plus appris sur notre système solaire et son origine en une génération qu’en quarante siècles. Là où l’on attendait l’uniformité, on a trouvé la plus grande diversité. André Brahic, qui a découvert les anneaux de Neptune nous présente les multiples facettes du système solaire et nous raconte quatre milliards et demi d’années de son histoire. Les planètes sont les sœurs du Soleil. Nous sommes les enfants du soleil et des étoiles.

Sommes-nous seuls dans l’univers ? Les astronomes commencent à apercevoir d’autres planètes autour de quelques soleils proches. Ils espèrent bientôt trouver d’autres Terres… »

Le décor est planté dès l’avant-propos. En trois parties, douze chapitres et 349 pages, l’auteur nous entraîne dans un fabuleux voyage ou contes et légendes nous font cheminer des mythes primitifs à la recherche moderne.

*(Editions Odile Jacob Sciences, 15 rue SOUFFLOT 75015 Paris - avril 1999 (http//www.odilejacob.f r)*

René MIGNÉ

***FITNA, guerre au cœur de l’Islam***

*Gilles KEPEL*

**L’**

*Editions Gallimard*

Islam, Al-Qaïda, le terrorisme….ces thèmes sont récurrents et tout « penseur » se doit de publier et de proposer des issues.

Je cite deux ouvrages.

Le premier, que je n’ai pas encore lu, est écrit par Emile H. Malet, Directeur de la revue *Passages* et organisateur de nombreuses rencontres (*ADAPES*) animées par de grands responsables (dont certains militaires). Le titre, *Al Qaïda contre le capitalisme*, annonce la teneur : le capitalisme américain est certes triomphant mais la violence est croissante en Irak; l’Europe, écartée du jeu international se doit de devenir une véritable puissance. Ce livre est disponible aux PUF

L’ouvrage de Kepel, spécialiste du Moyen Orient et enseignant à Sciences Po, est un ouvrage de référence. Il propose une bibliographie très complète. Il déroule la chronologie des événements qui ont marqué le dernier demi-siècle au Moyen-Orient et ont abouti à l’échec de la mise en œuvre des accords d’Oslo. Depuis septembre 2000 le concept de « Fitna », guerre au cœur de l’Islam, s’est substitué à la « traditionnelle » guerre sainte, Jihad. L’objectif est clairement d’utiliser le terrorisme international et la lutte armée pour l’avènement de « l’état islamique ».

L’auteur s’interroge sur les conséquences, pour l’Europe en particulier, de la montée de la violence en Irak et sur l’avenir de l’Islam.

Un livre très éclairant pour la compréhension de la situation politique.

Général (2°s) JN SORRET

# La guerre et après

***«****L’Amérique, l’Islam, le diable et le bon dieu. »*

##### Général Claude Le Borgne

Edition Italiques Mars 2004

**Il**

est clair que le général Le Borgne est un spécialiste de l’Islam, il ne pouvait être absent sur ce thème.

La thèse du livre est que la guerre, celle de Clausewitz, celle des Etats entre eux, n’existe plus, n’est plus possible. La dissuasion, l’ordre mondial né de l’après guerre froide a figé les nations. On ne prend les armes, les « états du nord », que pour empêcher les autres de se battre entre eux.

Le monde de ce nouveau millénaire se résumerait donc en un affrontement du genre nord-sud.

Même le 11 septembre *s’inscrit dans le droit file de cette violence-là…..Il ne s’agit donc pas d’une rupture conceptuelle, comme on le répète, ni de l’entrée dans un nouveau monde* ( et de manifester ainsi son désaccord avec une récente publication du général de Maisonneuve)

La suite du livre veut apportée la démonstration de cette thèse par la description, parfois confuse, des quatre conflits conduits pas les Américains : le Golfe, le Kosovo, l’Afghanistan et l’Irak. Sur cette dernière, l’auteur se demande si, en faisant la guerre contre un état, les Américains n’ont pas fait une guerre de trop.

On peut aussi retirer de ce livre quelques informations sur des sujets à la mode : la guerre asymétrique, les nouvelles armes de hautes technologies.

La fin est un épilogue philosophique qui ne prend pas position sur la poursuite du choc des civilisations ou l’oraison funèbre de la guerre, la fin de l’histoire.

*L’accélération de l’histoire doit beaucoup à la mort de dieu. Sa fin pourrait bien le ressusciter.*

Général Jean-Noël Sorret

1. *Je plagie ici le général BOONE qui concluait sa lettre de mai 80 aux chefs de corps par ces mots: "Aujourd'hui 1er Mai, fête du travail, alors au boulot" (ndlr. Un recueil de ces lettres est réédité par le CESAT sous le titre "Confidences sur le commandement" )* [↑](#footnote-ref-1)
2. C.-W. Maynes ; "America Discovers Central Asia", Foreign Affairs, vol. 82, n°2, mars / avril 2003, pp. 120-132 [↑](#footnote-ref-2)
3. *Au XIXe siècle, la poussée britannique divisa le peuple pachtoune par la fixation de la frontière, en deçà et en delà de la ligne Durand. Les Pashtouns d'Afghanistan résistèrent à la poussée anglaise et à leur incorporation comme garde- frontière de l'Empire britannique, tandis que les Pashtouns de l'Inde furent intégrés au Raj britannique.*  [↑](#footnote-ref-3)
4. *Dans G.Etienne "L'Afghanistan ou les aléas de la coopération" PUF 1972 cité par P.Gentelle,"Afghanistan : Russes et Asiatiques dans le piège" Hérodote n° 18, 2ème trimestre 1980* [↑](#footnote-ref-4)
5. *Saur est le mois du calendrier afghan qui va du 22 avril au 22 mai* [↑](#footnote-ref-5)
6. *L'Afghanistan est enclavé.* [↑](#footnote-ref-6)
7. *E.Wishnick "Growing US Security Interests in Central Asia" ; Strategic Studies Institute ; US Army War College octobre 2002, p.3* [↑](#footnote-ref-7)
8. *Par exemple, l'Azerbaïdjan, qui tient une place prépondérante dans les intérêts des Etats-Unis, pétroliers d'abord, géopolitiques ensuite, est l'objet d'un amendement du Congrès interdisant toute assistance à Bakou, en réponse au blocus de l'Arménie dans le conflit territorial au sujet de l'enclave du Haut Karabakh, adopté sous l'impulsion des représentants sympathisants avec la diaspora arménienne aux Etats-Unis. Par ailleurs, le Congrès ne réagit pas à l'occupation d'un cinquième du territoire azerbaïdjanais de 1993.* [↑](#footnote-ref-8)
9. *P.-J. Luong et E. Weinthal ; " New Friends, New Fears in Central Asia", Foreign Affairs, vol. 81, n°2, mars / avril, 2002* [↑](#footnote-ref-9)
10. *F.Hill ; "Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale " ; politique étrangère ; février 2001. n°1 ; 2001 ; pp.95-108.* [↑](#footnote-ref-10)
11. *"A Farewell to Flashman : American Policy in the Caucasus and Central Asia"* [↑](#footnote-ref-11)
12. *S. Blank, "The United States and Central Asia " ; dans Central Asian Security, The New International Context, Brookings Institution Press, Washington, DC; 2000, p.200* [↑](#footnote-ref-12)
13. *Chiffres dans A.H. CORDESMAN ; " The US Governement View of Energy Developments in the Caspian, Central Asia and Iran" ; Center for Strategic and International Studies ; 27 avril 2000 ou dans le "1998 US Department of Energy reports" sur www.eia.doe.gov.emeu/cabs/caspgrph.html* [↑](#footnote-ref-13)
14. *K. Butler " US Military Cooperation with the Central Asian States", 17 septembre 2001, Monterey Institute of International Studies* [↑](#footnote-ref-14)
15. *Le Tadjikistan, stabilisé par les accords de paix de décembre 1996 signés au Kremlin entre le président néo-communiste tadjik M.Rakhmonov et le leader de l'opposition islamo-démocrate, M. Nouri sous l'égide de l'ONU et en présence de hauts responsables russes et iraniens, rejoindra le programme le 20 février 2002.* [↑](#footnote-ref-15)
16. *Le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan y contribuent* [↑](#footnote-ref-16)
17. *Strobe Talbott ; " The Great Game is Over" ; Financial Times, 1er septembre 1997* [↑](#footnote-ref-17)
18. *Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan* [↑](#footnote-ref-18)
19. *Opération de lutte antiterroriste en Afghanistan en conséquence du 11 septembre*  [↑](#footnote-ref-19)
20. *Le Général de Brigade (USMC) M.R.BERNDT, Atlantic Command's Director of Exercises and Joint Training dira à propos des exercices : " The goal is to prepare in advance, so that if we are ever called to do a mission like this, we're not meeting people for the first time"; cité dans K. Butler " US Military Cooperation with the Central Asian States", 17 septembre 2001, Monterey Institure of international Studies.* [↑](#footnote-ref-20)
21. *B. Vassort-Roussey " The Silk Road Strategy : American Geostrategy for Central Asia" ; ARES ; n°50, janvier 2003* [↑](#footnote-ref-21)
22. *Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan* [↑](#footnote-ref-22)
23. *Central Asian Border Security Initiative ; I.Facon ;" Entre intérêts politiques et enjeux de sécurité : les dilemmes de la Russie en Asie centrale" ; les cahiers de Mars ; n° 177 ; 2003* [↑](#footnote-ref-23)
24. *D'après F. HILL " A Not-So-Grand Strategy : United States Policy in the Caucasus and Central Asia since 1991" ; parution dans la presse américaine de cet auteur, chercheur en politique étrangère à la Brookings Institution; "Une stratégie incertaine : la politique des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie centrale " ; politique étrangère ; février 2001. n°1 ; 2001 ; pp.95-108.* [↑](#footnote-ref-24)
25. *La famille Bush est une des grandes fortunes du secteur pétrolier texan, alors que Dick Cheney était, juste avant sa candidature à la vice-présidence, membre du Conseil pétrolier du gouvernement du Kazakhstan en tant que PDG de la firme de services pétroliers Halliburton.* [↑](#footnote-ref-25)
26. *Philippe Chassaigne " Histoire de l'Angleterre des origines à nos jours " Champs Flammarion, 1996* [↑](#footnote-ref-26)
27. *Par exemple, Milton Bearden, Afghanistan, Graveyard of Empires" ; Foreign Affairs ; vol.80 N°6 ; nov./ Dec. 2001* [↑](#footnote-ref-27)
28. *ENCEL, F. et GUEZ O. " La grande Alliance. De la Tchétchénie à l'Irak : un nouvel ordre mondial", Flammarion, 2003* [↑](#footnote-ref-28)
29. *Ainsi, par exemple, dans S.Frederick Starr "Making Eurasia Stable" ; Foreign Affairs janvier / fevrier 1996* [↑](#footnote-ref-29)
30. *Par exemple D. Hooson, " Inner Asia : A géographical perspective", Caucasus and Central Asia Newsletter, IIS 2, été 2002* [↑](#footnote-ref-30)
31. *D'après P. Dombrowsky " Un nouvel espace stratégique : l'Asie Médiane" ; Revue de la défense nationale ; Juin 1998* [↑](#footnote-ref-31)
32. *F. Thual, "La question de l'Asie Centrale" dans "Désir de territoire" Ellipses 1999* [↑](#footnote-ref-32)
33. *Ce qui est presque la définition de puissance des physiciens* [↑](#footnote-ref-33)
34. *R. GIRARDET,Mythes et mythologies politiques, Seuil, Paris, 1990* [↑](#footnote-ref-34)
35. *Expression rencontrée sur le forum du site Saint-cyr.org* [↑](#footnote-ref-35)
36. *E. GOFFMAN, Asiles, Editions de minuit, Paris, 1968* [↑](#footnote-ref-36)
37. *Alison Lurie, «The Language of Clothes», Montréal, Bloomsbury Publishing, 2001, 286 p.* [↑](#footnote-ref-37)
38. *Le chef de bataillon RONDEAU DU NOYER François achève une scolarité de deux années (2003 - 2005) au titre de l'EMS2, voie EMSST, dans la branche des sciences de l'homme, dans la perspective du métier « administration – finances », à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC).* [↑](#footnote-ref-38)
39. *U. S. Army = Armée de terre américaine* [↑](#footnote-ref-39)
40. *DAS = Appui air-sol dans la profondeur* [↑](#footnote-ref-40)
41. *CAS = Appui air-sol rapproché* [↑](#footnote-ref-41)
42. *Il fut notamment le chef d’état-major du 3ème CA en 1914, puis de la XI° armée sur le front oriental avec laquelle il donna à l’armée allemande l’une de ses plus brillantes victoires lors de la percée de Gorlice-Tarnow en mai 1915.* [↑](#footnote-ref-42)
43. *Rappelons que la Reichswehr ne doit comporter que 10 divisions – 7 d’infanterie et 3 de cavalerie- regroupées en 2 CA. QG à Berlin et Cassel.* [↑](#footnote-ref-43)
44. *Cette dénomination est une innovation dans le vocabulaire militaire allemand. Cela renforce l’idée d’un « camouflage » assez grossier et qui ne trompe guère…* [↑](#footnote-ref-44)
45. *force de transition – 1918-1920 - entre l’armée mobilisée pendant la Grande Guerre et l’armée au format imposé par le Traité* [↑](#footnote-ref-45)
46. *Tous du grade de capitaine à présent.* [↑](#footnote-ref-46)
47. *L’appellation d’avant-guerre, Generalstaboffizier, n’est pas reprise, camouflage oblige…* [↑](#footnote-ref-47)
48. *Le lecteur conviendra facilement que le futur généralissime de 1939 et tant décrié à ce poste, montre ici une clairvoyance digne d’éloges.* [↑](#footnote-ref-48)
49. *Nous pouvons noter cette fois encore la qualité des informations transmises par le service de renseignement français*  [↑](#footnote-ref-49)
50. *Structures en bois et toiles montées sur des automobiles, qui faisaient rire grassement certains galonnés et journalistes étrangers boursouflés de suffisance et à l’intelligence limitée à l’image de leurs capacités d’anticipation…* [↑](#footnote-ref-50)
51. *Les hommes sont soumis de 18 à 45 ans aux obligations militaires. La durée du service d’abord fixée à 1 an, passe à deux années le 24 août 1936* [↑](#footnote-ref-51)
52. *L’équivalent de notre CID d’aujourd’hui.* [↑](#footnote-ref-52)
53. *notamment le jeudi à CESAT/EMSST, ou par Tél : 06 72 35 33 39 ou encore par e-Mail :* [*jeanmarcrenucci@yahoo.fr*](mailto:jeanmarcrenucci@yahoo.fr) [↑](#footnote-ref-53)
54. *C’est valable aussi pour les stagiaires de l’EMSST, à qui nous demandons également de répondre au mini quesstionnaire.* [↑](#footnote-ref-54)